



COORDINATION SUD



Revue de presse

SUSPENSION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT AU MALI

Janvier 2023

Sommaire

Les Echos - France - Mali, un divorce qui coûte cher aux populations civiles - 27 décembre 2022	page 3
Les Echos.fr - France - Mali, un divorce qui coûte cher aux populations civiles - 26 décembre 2022	page 4
Courrier International - Au Mali, l'interdiction des ONG à financements français pèse sur les populations civiles - 22 décembre 2022	page 6
The Lancet - Concern after Mali bans French NGOs - Vol 400 - 3 décembre 2022	page 10
Journal du Mali - Interdiction des ONG aux financements français : une décision aux grandes conséquences - 1 décembre 2022	page 11
Bamada.net - Interdiction des ONG aux financements français : une décision aux grandes conséquences - 1 décembre 2022	page 15
France musique - Au Mali, les ONG soutenues par la France jugées indésirables - 29 novembre 2022	page 16
France Info - Au Mali, les ONG soutenues par la France jugées indésirables - 29 novembre 2022	page 18
Maliweb.net - Suspension de l'aide au développement : Bamako réplique à Paris - 28 novembre 2022	page 21
Malijet - Coopération Mali et la France : Un divorce dans la douleur - 26 novembre 2022	page 22
Le Monde - Au Mali, le flou demeure sur l'interdiction par la junte des activités des ONG françaises - 25 novembre 2022	page 23
Libération - Au Mali, le monde des ONG panique après l'interdiction du financement par des fonds français - 24 novembre 2022	page 24
Le Monde - Au Mali, la junte interdit les activités des ONG françaises - 24 novembre 2022	page 27
RFI - French NGOs in Mali concerned for civilians in wake of suspension - 24 novembre 2022	page 29
Maliweb - Edito : L'APD, l'arme ultime pour la France ! - 24 novembre 2022	page 30
La Courrier de l'ouest - Certaines ONG sidérées après cette interdiction - 24 novembre 2022	page 31
VOA - Des ONG françaises "sidérées" après l'interdiction de leurs activités au Mali - 23 novembre 2022	page 33
Magazine de l'Afrique - Le Mali de plus en plus isolé - 23 novembre 2022	page 34
Koaci - Mali : Prises dans un jeu diplomatique, des ONG françaises crient leur colère contre Paris et Bamako - 23 novembre 2022	page 36
AFP - Mali : les ONG françaises dans l'incertitude et "sidérées" après l'interdiction de leurs activités - 22 novembre 2022	page 37
Afrik Soir - Suspension de l'aide publique à destination du Mali : Une coordination d'ONG françaises écrit à Macron - 22 novembre 2022	page 39
Africanews - Mali bans NGOs funded or supported by France - 22 novembre 2022	page 40
Marianne - Mali : la junte bannit les ONG (y compris humanitaires) financées par la France - 22 novembre 2022	page 41
La Croix - Le Mali interdit les ONG financées par la France - 22 novembre 2022	page 42
Jeune Afrique - Le Mali bannit les activités des ONG financées par la France - 22 novembre 2022	page 43
Afrik.com - Bamako interdit les activités des ONG financées par la France - 22 novembre 2022	page 44
Ouest France - Au Mali, la junte interdit les activités des ONG financées par la France - 22 novembre 2022	page 45
Deutsche Welle - La suspension d'activités d'ONG françaises au Mali inquiète - 22 novembre	page 46
Agence Ecofin - Mali : le gouvernement interdit d'activité les ONG financée par la France, en réponse au gel de l'aide française - 22 novembre 2022	page 48
Maliweb.net - Suspension de l'aide publique au développement de la France au Mali : Les élus français d'origine malienne contestent ! - 21 novembre 2022	page 49
Sud Ouest - Mali : la junte interdit les activités des ONG financées par la France - 21 novembre 2022	page 50
Maliweb.net - Brouilles entre le Mali la France : Va-t-on vers une suspension de l'envoi des flux financiers des immigrés en France vers le Mali - 21 novembre 2022	page 51
France 24 - Au Mali, les activités des ONG financées par la France interdites - 21 novembre 2022	page 52
Le Figaro - Mali : la junte interdit les activités des ONG financées par la France - 21 novembre 2022	page 53
Maliweb.net - Mali : Un collectif d'ONG s'inquiète de la suspension de l'aide financière de la France - 21 novembre 2022	page 54
Le Monde - Au Mali, l'isolement du pouvoir se poursuit - 19 novembre 2022	page 55
Jeune Afrique - Mali : Paris suspend son aide au développement et acte un peu plus le divorce - 18 novembre 2022	page 56
Afrimag - Mali : La France suspend son aide au développement - 18 novembre 2022	page 58

Afrik.com - Paris suspend l'aide au développement alloué à Bamako - 18 novembre 2022	page 59
News 360 - Mali - La France suspend son aide au développement au Mali en raison des tensions avec la junte militaire de Bamako - 18 novembre 2022	page 60
Anadolu Agency - La France suspend son aide au développement au Mali - 17 novembre 2022	page 61
Bénin Web TV - Mali : La France suspend son aide au développement - 17 novembre 2022	page 62
Ouest France - La France suspend son aide au développement avec le Mali, accusé d'être allié au groupe Wagner - 17 novembre 2022	page 63
VOA - La France suspend ses aides au Mali, regrets au sein de la société civile - 17 novembre 2022	page 64
Agence Ecofin - Mali : vers une suspension de l'aide au développement de la France - 17 novembre 2022	page 65
Lemonde.fr - Mali : la France suspend son aide au développement dans un contexte d'isolement croissant de Bamako - 17 novembre 2022	page 66

Famille du média : **PQN**
 (Quotidiens nationaux)
 Périodicité : **Quotidienne**
 Audience : **773000**
 Sujet du média : **Economie-Services**



Edition : **27 décembre 2022**

P.32

Journalistes : **Marie Bellan**

Nombre de mots : **512**

IDÉES

 **Journal du Mali**

DANS LA PRESSE ÉTRANGÈRE

France-Mali, un divorce qui coûte cher aux populations civiles

Les liens qui relient la France au Mali se distendent chaque jour un peu plus. Après la rupture diplomatique, c'est la coupure humanitaire qui impacte directement les populations civiles. En effet, depuis la parution d'un communiqué daté du 21 novembre, le gouvernement de transition au Mali a interdit, « avec effet immédiat », toutes les activités menées sur son sol par des ONG opérant sur financement ou avec l'appui matériel ou technique de la France, y compris dans l'humanitaire. Un coup de semonce dont les effets sur la population malienne la plus démunie commencent à se faire sentir nettement en cette fin d'année, rapporte le « Journal du Mali ».

D'après l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Mali a reçu 121 milliards de dollars américains, soit environ 77 milliards de francs CFA d'aide publique au développement de la part de la France en 2020. Et entre janvier 2013 et septembre 2017, le montant des aides de la France au Mali, au travers de l'Agence française de développement (AFD), s'est élevé à 310 milliards de francs CFA, selon les chiffres de l'ambassade de France. « Alors que 7,5 millions de personnes ont besoin d'assistance, soit plus de 35 % de la population malienne, et que le Mali est en 184^e position sur l'Indice de développement humain, la suppression de ces financements entraînera l'arrêt d'activités essentielles, voire vitales, menées par les organisations de la société civile malienne et internationale au profit de populations en situation de grande fragilité ou de pauvreté. Ces populations se retrouvent ainsi encore plus vulnérables à la violence et à l'influence des parties en conflit », s'est inquiétée, dans une lettre aux autorités

françaises, **Coordination SUD**, collectif qui regroupe une trentaine d'ONG françaises à vocation internationale.

Pertes d'emploi

Selon Amadou Touré, juriste cité par « Le Journal du Mali », ces ONG sont parfois le seul moyen pour les pauvres d'accéder aux services sociaux de base, tels que les soins médicaux, l'Etat malien étant absent de certaines zones. Pour les Maliens qui travaillent dans l'humanitaire comme employés des ONG françaises, cela signifie aussi une perte d'emploi. Mais quelques-uns ne le regrettent pas : « Personnellement, bien que cela me mette au chômage, je soutiens la décision du gouvernement malien. La France fait du chantage et il ne faut pas céder à ce chantage », estime un agent d'une ONG située dans la région de Gao, qui a accepté de répondre aux questions du journal. Ce même agent assure que la suspension des aides françaises aura plus d'impact sur les acteurs politiques et humanitaires que sur les plus vulnérables. Car selon lui, « une grande partie des actions destinées aux plus vulnérables sont détournées par certains acteurs humanitaires. Malheureusement, ce sont des miettes qui arrivent à ces pauvres. A regarder le mode de vie richissime de certains de nos amis humanitaires, on voit bien cette dimension des détournements. Dans ce lot, on a malheureusement aussi certains élus, des notables et l'administration », poursuit-il.

Pour les ONG internationales qui comptent poursuivre leurs activités au Mali, il ne reste qu'une solution : se priver de leurs financements provenant de la France.

— **Marie Bellan**



France-Mali, un divorce qui coûte cher aux populations civiles

Depuis la décision de l'exécutif malien d'interdire sur son sol toute activité, y compris humanitaire, bénéficiant de financements français, plusieurs ONG se voient privées d'exercer leurs missions. Au détriment des populations les plus vulnérables.



Les ONG sont parfois le seul moyen pour les populations civiles les plus pauvres d'accéder à des services sociaux de base au Mali. (OUSMANE MAKAVELI/AFP)

Les liens qui relient la France au Mali se distendent chaque jour un peu plus. Après la rupture diplomatique, c'est la coupure humanitaire qui impacte directement les populations civiles. En effet, depuis la parution d'un communiqué daté du 21 novembre, le gouvernement de transition au Mali a interdit, « avec effet immédiat », toutes les activités menées sur son sol par des ONG opérant sur financement ou avec l'appui matériel ou technique de la France, y compris dans l'humanitaire. Un coup de semonce dont les effets sur la population malienne la plus démunie commencent à se faire sentir nettement en cette fin d'année, rapporte [le « Journal du Mali »](#).

L'arrêt d'activités essentielles

D'après l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Mali a reçu 121 millions de dollars américains, soit environ 77 milliards de francs CFA d'aide publique au développement de la part de la France en 2020. Et entre janvier 2013 et septembre 2017, le montant des aides de la France au Mali, au travers de l'Agence française de développement (AFD), s'est élevé à 310 milliards de francs CFA, selon les chiffres de l'ambassade de France.

« Alors que 7,5 millions de personnes ont besoin d'assistance, soit plus de 35 % de la population malienne, et que le Mali est en 184e position sur l'Indice de développement humain, la suppression de ces financements entraînera l'arrêt d'activités



essentielles, voire vitales, menées par les organisations de la société civile malienne et internationale au profit de populations en situation de grande fragilité ou de pauvreté. Ces populations se retrouvent ainsi encore plus vulnérables à la violence et à l'influence des parties en conflit », s'est inquiétée, dans une lettre aux autorités françaises, **Coordination SUD**, un collectif qui regroupe une trentaine d'ONG françaises à vocation internationale.

Pertes d'emploi

Selon Amadou Touré, juriste cité par Le Journal du Mali, ces ONG sont parfois le seul moyen pour les populations civiles les plus pauvres d'accéder à des services sociaux de base, tels que les soins médicaux, l'Etat malien étant totalement absent de certaines zones.

Pour les Maliens qui travaillent dans le secteur humanitaire comme employés des ONG françaises, cela signifie aussi une perte d'emploi. Mais quelques-uns ne le regrettent pas : « Personnellement, bien que cela me mette au chômage, je soutiens la décision du gouvernement malien. La France fait du chantage et il ne faut pas céder à ce chantage », estime un agent d'une ONG située dans la région de Gao, qui a accepté de répondre aux questions du journal.

Des actions détournées

Ce même agent assure que la suspension des aides françaises aura plus d'impact sur les acteurs politiques et humanitaires que sur les plus vulnérables. Car selon lui, « une grande partie des actions destinées aux plus vulnérables sont détournées par certains acteurs humanitaires. Malheureusement, ce sont des miettes qui arrivent à ces pauvres. A regarder le mode de vie richissime de certains de nos amis humanitaires, on voit bien cette dimension des détournements. Dans ce lot, on a malheureusement aussi certains élus, des notables et l'administration », poursuit-il.

Pour les ONG internationales qui comptent poursuivre leurs activités au Mali, il ne reste qu'une solution : se priver de leurs financements provenant de la France.

Au Mali, l'interdiction des ONG à financements français pèse sur les populations civiles

Déjà fragilisées par l'insécurité, les ONG au Mali doivent désormais agir sans financements français, décision du gouvernement malien en riposte à l'annonce par la France de la suspension de son aide publique au développement. " Le Journal du Mali revient sur les conséquences de ces mesures sur les populations civiles.



Une ONG africaine de défense des droits des femmes au Mali. PHOTO DR

[Expulsion de l'ambassadeur de France](#), [départ de Barkhane](#), plainte à l'ONU... Les relations entre le Mali et la France sont très compliquées depuis plusieurs mois. Ce que certains estimaient être une brouille passagère, qui ne conduirait pas au divorce, s'étend désormais aux ONG bénéficiant de financements français, y compris [les ONG] humanitaires.

Le 16 novembre, Paris a annoncé arrêter son aide publique au développement au Mali, estimant que les conditions n'étaient plus réunies pour la poursuite des projets. Les autorités françaises avaient maintenu cependant l'aide d'urgence et l'action humanitaire.

Tensions franco-maliennes

La réaction des autorités maliennes n'a pas tardé. Dans un communiqué daté du 21 novembre, le gouvernement de la transition a interdit, " avec effet immédiat, toutes les activités menées sur son sol par des ONG opérant sur financement ou avec l'appui matériel ou technique de la France, y compris dans l'humanitaire.



" La décision de la France, prise depuis février 2022, ne suscite aucun regret, d'autant plus qu'elle contribue à la restauration de notre dignité bafouée par une junte française spécialisée, d'une part, par l'octroi d'aide déshumanisante pour notre peuple et utilisée comme moyen de chantage des gouvernements et, d'autre part, dans le soutien actif aux groupes terroristes opérant sur le terrain malien, fustige-t-on dans le communiqué signé par le Premier ministre par intérim, le colonel Abdoulaye Maïga.

D'après l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Mali a reçu 121 millions de dollars américains, soit environ 77 milliards de francs CFA d'aide publique au développement de la part de la France en 2020. Selon des données de l'ambassade de France non actualisées, entre janvier 2013 et septembre 2017, le montant des octrois de la France au Mali, au travers de l'Agence française de développement (AFD), s'est élevé à 310 milliards de francs CFA [473 millions d'euros].

Le prix à payer pour les populations civiles

Avant même les annonces officielles, Coordination Sud, un collectif d'une trentaine d'ONG françaises de solidarité internationale, avait fait part de son inquiétude quant aux conséquences qu'aurait l'arrêt des financements pour la population, les organisations de la société civile malienne, ainsi que ses propres organisations, dans une lettre du 15 novembre adressée aux autorités françaises.

" Alors que 7,5 millions de personnes ont besoin d'assistance, soit plus de 35 % de la population malienne, et que le Mali est en 184^e position sur l'Indice de développement humain, la suppression de ces financements entraînera l'arrêt d'activités essentielles, voire vitales, menées par les organisations de la société civile malienne et internationale au profit de populations en situation de grande fragilité ou de pauvreté. Ces populations se retrouvent ainsi encore plus vulnérables à la violence et à l'influence des parties en conflit, indique-t-on dans la lettre.

Selon une source française, l'aide humanitaire de la France s'élève à 9 millions d'euros, soit un peu plus de 5 milliards de francs CFA. En mai dernier, la France a paraphé une aide de 2,6 milliards de francs CFA destinée aux populations vulnérables du Mali. Un financement alloué à trois projets. Le premier sera porté par le Programme alimentaire mondial (PAM), pour un montant de près de 1,6 milliard de francs CFA [2,5 millions d'euros], le deuxième par l'ONG Première Urgence internationale, et le troisième par l'ONG Solidarités International.

" Il y aura quelques impacts à court terme, c'est sûr. Si on prend, par exemple, le Conseil régional de Mopti [dans le centre du Mali], c'est une institution qui fonctionne à peu près à 70 % sur financement de l'AFD. Ça veut dire que les activités de ce Conseil régional vont s'arrêter à un niveau très élevé. Plusieurs projets qu'ils ont lancés seront stoppés. Il en sera de même dans la région de Kayes [une commune de l'ouest du pays située au nord-ouest de Bamako], où beaucoup d'associations et de petites ONG nationales sont financées par des fonds français. Cela aura pour conséquences de mettre certains jeunes au chômage, analyse Adama Diongo, porte-parole du Collectif des associations des jeunes de la région de Mopti.

Amadou Touré, juriste et collaborateur du cabinet FSD Conseils, va plus loin, expliquant que dans une grande partie du territoire, où *" l'État malien brille par son absence*, seules les actions d'ONG permettent aux populations d'avoir accès à un certain nombre de services sociaux de base, notamment la santé, en assurant la continuité du service des quelques centres de santé existants.

" En outre, les ONG viennent en aide à ces populations par des activités de microfinance, afin de leur permettre d'avoir une autonomie financière, singulièrement les femmes. En filigrane, les ONG oeuvrent aussi pour le retour de la paix, de la cohésion sociale et de la prévention des conflits communautaires, tout ce qui peut aider l'État du Mali dans sa politique sectorielle de réconciliation, d'où plusieurs conséquences à prévoir si la décision est appliquée avec rigueur, craint-il.

Activités humanitaires suspendues

Certaines organisations non gouvernementales ont déjà annoncé arrêter leurs activités pour se conformer à la décision du gouvernement malien. Il s'agit, par exemple, de l'ONG Santé Diabète et de son centre médico-social, ainsi que d'AVSF (Agronomes et Vétérinaires sans frontières). Cette dernière, présente au Mali depuis 1983, soutient les éleveurs transhumants, les agropasteurs sédentaires, les familles paysannes et leurs organisations pour sécuriser l'accès à l'alimentation et créer des revenus dans des régions difficiles et dans les zones rurales.

Avec "Trois frontières, l'un des projets qu'elle exécute au Mali et qui couvre également le Burkina Faso et le Niger, l'ONG appuie depuis 2018 des organisations paysannes en leur donnant des équipements, de l'alimentation pour le bétail, des poissons, etc. Le projet appuie également des investissements communaux sur la base du PDSEC [Plan de développement social, économique et culturel] (eau, santé, éducation, formation).

" Dans les régions du nord du Mali (Tombouctou, Taoudéni et Gao), environ 35 000 personnes ont eu accès à la santé humaine et animale au travers de la mise en place d'équipes mobiles de santé mixtes. Ainsi, 24 000 personnes ont accès à l'eau pour leurs ménages et leurs élevages, et environ 50 000 personnes ont pu développer leurs activités agricoles (productions végétales et animales), estime un agent de l'ONG installé dans la région de Gao.

Selon ce dernier, l'un des rares humanitaires qui a accepté de répondre à nos questions sous [le couvert de l']anonymat, leurs activités sont totalement suspendues du fait que le projet est à 100 % financé par l'AFD. *" Je suis impacté par l'arrêt, de même que les organisations paysannes que nous appuyons, ainsi les investissements dédiés aux collectivités. Le projet couvre six cercles frontaliers : Gao et Ansongo pour la région de Gao, Gourma Rharouss pour Tombouctou, et Koro, Bankass et Douentza pour Mopti. Dans chacun des cercles d'intervention, toutes les communes sont bénéficiaires, explique-t-il.*

Partagé entre inquiétudes pour les populations bénéficiaires du projet et esprit de patriotisme, il ajoute : *" Personnellement, bien que cela me mette au chômage, je soutiens la décision du gouvernement malien. La France fait du chantage et il ne faut pas céder à ce chantage.*

Les autorités de la transition ont conforté leur décision en adoptant, lors du Conseil des ministres du 23 novembre, un projet de décret pour interdire *" avec effet immédiat* toutes les activités menées par les associations, les organisations non gouvernementales et assimilées opérant sur le territoire malien sur financement, ou avec l'appui matériel ou technique, de la France. Une mesure qui concerne aussi bien les associations nationales ordinaires et les associations signataires d'accords-cadres avec l'État que les associations étrangères et les fondations.

" Le gouvernement s'engage à évaluer au niveau interministériel et au niveau des gouverneurs de région et du district de Bamako les effets de la décision sur les populations, afin de prendre les dispositions nécessaires pour les accompagner, promet-on dans le communiqué du Conseil des ministres.

Résilience et résignation

Redoutée par les agents des ONG soucieux de leurs emplois, la question des conséquences sur les populations se pose également. *" Pour le cas spécifique du pays dogon [région de Mopti], l'insécurité a fait que les ONG ont quitté la zone il y a plus de cinq ans. Donc la population s'est déjà adaptée à l'absence d'ONG et de projets financés par tous les pays. En tant que ressortissant de la zone, ce dont je suis au courant c'est que le financement français en pays dogon est en bonne partie un financement privé. Des ONG françaises financées par des fonds publics y sont, mais ce sont surtout les initiatives privées d'associations françaises qui sont le plus nombreuses. Je pense que cette décision de l'État ne concerne pas ces financements*

privés, explique Adama Diongo.

De même que lui, Djibrilla Abdoulaye, acteur de la société civile de Gao, estime que depuis 2012 *" les gens du Nord ont adopté une résilience face à la souffrance. Ce sont les autres qui crient toujours devant le moindre effet. J'ai vu récemment les Bamakois se plaindre du prix du carburant, qui avait atteint 800 francs [1,22 euro]. Au même moment, on l'achetait à 1 000 francs [1,53 euro] ici, à Gao, sans faire trop de bruit, dit-il.*

Ces propos sont appuyés par l'agent d'AVSF qui insinue, en outre, que la suspension de l'aide française aura plus de poids sur les acteurs politiques et humanitaires que sur les plus vulnérables. Et pour cause : *" Une grande partie des actions destinées aux plus vulnérables sont détournées par certains acteurs humanitaires. Malheureusement, ce sont des miettes qui arrivent à ces pauvres. À regarder le mode de vie richissime de certains de nos amis humanitaires, on voit bien cette dimension de détournements. Dans ce lot, on a malheureusement aussi certains élus, des notables et l'administration, assure-t-il.*

Un autre aspect tendant à minimiser l'impact de l'arrêt de l'aide française est que plusieurs ONG bénéficiant de l'appui de fonds publics français disposent d'autres sources de financements. Ce qui leur permettra de continuer à exercer sur le sol malien. Comme c'est le cas de l'ONG Médecins du monde Belgique, qui, après avoir suspendu ses activités le 22 novembre, *" par mesure conservatoire vu qu'elle était bénéficiaire d'un financement français, a annoncé, via une lettre au gouverneur de la région de Gao [adressée] le 24 novembre, vouloir reprendre ses activités dans la région sans financement français.*

" Les vrais perdants, [ce sera] nous, les Maliens qui évoluons dans les ONG 100 % financées par l'AFD et qui nous retrouverons sans doute très prochainement au chômage. Reste à voir comment le gouvernement compte compenser cela, se questionne l'agent d'AVSF.



Concern after Mali bans French NGOs

The decision is thought to be in response to France's announcement that it is freezing all development aid to Mali. Sharmila Devi reports.

Aid groups have expressed concern about the humanitarian situation in Mali after the military government announced on Nov 21 that all non-governmental organisations (NGOs) financed or supported by France would be banned.

Relations between Mali and France have deteriorated after a coup in 2020 saw Mali develop closer ties with Russia. The Malian ban on French NGOs came after France announced it would freeze development aid to Mali—but not humanitarian and civil society assistance—because of its concern over Mali's use of mercenaries from Russia's Wagner Group, which has been linked to instances of human rights abuses. A jihadist insurgency group has killed thousands of Malians since 2012, and 7.5 million people—more than a third of the population—need humanitarian assistance, 1.8 million people face severe food insecurity, and there are more than 422 000 internally displaced people in the country, says the UN.

NGOs were reluctant to speak to *The Lancet* given that some have been denounced in Mali on social media for helping alleged terrorists and they were still unsure exactly how the ban would affect the delivery of

humanitarian aid. "It is too early to say. We are monitoring the situation and doing our best to ensure that our support to displaced people is not affected", an aid official speaking on condition of anonymity told *The Lancet*. "That said, in a context where humanitarians are struggling to keep their heads above water due to lack of funding [including France's freeze of development aid], every penny counts and this situation risks further damaging the living conditions of the people we are assisting."

Official development aid from countries accounted for 9.4% of Mali's gross national income in 2020, according to World Bank data. However, only 34% of the aid funding sought by the international community had been donated "indicating a serious lack of attention to the scale of the country's humanitarian crisis", Maclean Natugasha, Mali Country Director for the Norwegian Refugee Council, told *The Lancet*.

"Between 2021 and 2022, the number of people in need of assistance in the country rose from 5.9 million to 7.5 million. Yet funding is struggling to keep up with demand", Natugasha said. "In addition, the focus on Ukraine in the media in recent months is likely to further limit access to assistance for Malians. A few months ago, Denmark announced a 40% reduction in its financial assistance to Mali in favour of Ukraine."

After France announced the suspension of development aid, French aid groups urged French President Emmanuel Macron to reverse the decision. "As recipients of a large part of this financing... the international solidarity organisations which we represent are very worried about the consequences of such

a decision for Mali's population and its civil society organisations", said Olivier Bruyeron, President of **Coordination SUD**, an association of French NGOs, 40 of which are active in Mali. The French development funding agency—Agence Française de Développement—provided grants worth €470 million between January, 2013, and September, 2017, according to the French embassy in Mali.

Several countries including France, the UK, Germany, and Côte d'Ivoire have recently announced their withdrawal from a UN peacekeeping mission in Mali. The mission has been deemed one of the most dangerous on record and 288 UN soldiers have died since 2013. "Jihadists are ramping up their attacks and violence is spreading across the country while the government is alienating its security and development partners", Corinne Dufka, former Sahel Director for Human Rights Watch and now a consultant, told *The Lancet*. "It's hard to know if the government will follow through on banning French NGOs but it has fallen out with many of its key military and development partners."

In recent months, an offensive by a group linked to the Islamic State has displaced an estimated 50 000 people from northeast Mali; however, the true number could be much higher, Jehanne Henry, Senior Africa Adviser at Human Rights Watch, told *The Lancet*. "Mali is dependent on humanitarian assistance because the government cannot provide services to much of the country, just as in the rest of the Sahel", she said. "There's a lot of concern about what will be the impact of the ban on French NGOs."

Sharmila Devi



Thomas Coxy/AP/Getty Images

Interdiction des ONG aux financements français : une décision aux grandes conséquences



Déjà fragilisées par l'insécurité depuis 2012, les ONG au Mali doivent désormais exercer sans financement français. Une décision du gouvernement malien en riposte à l'annonce par la France d'arrêter son Aide publique au développement (APD) à destination du Mali.

Expulsion de l'ambassadeur de France, départ de Barkhane, plainte à l'ONU... Les relations entre le Mali et la France sont très compliquées depuis plusieurs mois. Ce que certains estimaient être une brouille passagère, qui ne conduirait pas au divorce, s'étend désormais aux ONG bénéficiant de financement français, y compris humanitaires. Le 16 novembre, Paris a annoncé arrêter son Aide publique au développement au Mali, estimant que les conditions n'étaient plus réunies pour la poursuite des projets. Les autorités françaises avaient maintenu cependant l'aide d'urgence et l'action humanitaire.

La réaction des autorités maliennes n'a pas tardé. Dans un communiqué daté du 21 novembre, le gouvernement de la transition a interdit, « avec effet immédiat », toutes les activités menées sur son sol par des ONG opérant sur financement ou avec l'appui matériel ou technique de la France, y compris dans l'humanitaire.

« La décision de la France, prise depuis février 2022, ne suscite aucun regret, d'autant plus qu'elle contribue à la restauration de notre dignité bafouée par une junte française spécialisée, d'une part, par l'octroi d'aide déshumanisante pour notre peuple et utilisée comme moyen de chantage des gouvernements et, d'autre part, dans le soutien actif aux groupes terroristes opérant sur le terrain malien », fustige-t-on dans le communiqué signé par le Premier ministre par intérim, le Colonel Abdoulaye Maïga. D'après l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Mali a reçu 121 millions de dollars américains, soit environ 77 milliards de francs CFA d'aide publique au développement de la part de la France en 2020. Selon des données de l'ambassade de France non actualisées, entre janvier 2013 et septembre 2017 le montant des octrois de la France au Mali, au travers de l'Agence française de développement (AFD), s'est élevé à 310 milliards de francs CFA.



Conséquences

Avant même les annonces officielles, **Coordination Sud**, un collectif d'une trentaine d'ONG françaises de solidarité internationale, avait fait part de son inquiétude quant aux conséquences qu'aurait l'arrêt des financements pour la population, les organisations de la société civile malienne, ainsi que ses propres organisations, dans une lettre du 15 novembre adressée aux autorités françaises.

« Alors que 7,5 millions de personnes ont besoin d'assistance, soit plus de 35% de la population malienne, et que le Mali est en 184^{ème} position sur l'Indice de développement humain, la suppression de ces financements entrainera l'arrêt d'activités essentielles, voire vitales, menées par les organisations de la société civile malienne et internationale au profit de populations en situation de grande fragilité ou de pauvreté. Ces populations se retrouvent ainsi encore plus vulnérables à la violence et à l'influence des parties en conflit », indique-t-on dans la lettre. Selon une source française, l'aide humanitaire de la France s'élève à 9 millions d'euros, soit un peu plus de 5 milliards de francs CFA. En mai dernier, la France a paraphé une aide de 2,625 milliards de francs CFA destinée aux populations vulnérables du Mali. Un financement alloué à trois projets. Le premier sera porté par le Programme alimentaire Mondial, pour un montant de près de 1,640 milliards de francs CFA, le deuxième par l'ONG Première Urgence internationale et le troisième par l'ONG Solidarités internationales.

« Il y aura quelques impacts à court terme, c'est sûr. Si on prend par exemple le Conseil régional de la région de Mopti, c'est une institution qui fonctionne à peu près à 70% sur financement de l'AFD. Ça veut dire que les activités de ce Conseil régional vont s'arrêter à un niveau très élevé. Plusieurs projets qu'ils ont initiés seront stoppés. Il en sera de même dans la région de Kayes, où beaucoup d'associations et de petites ONG nationales sont financées par des fonds français. Cela aura pour conséquences de mettre certains jeunes au chômage », analyse Adama Diongo, Porte-parole du Collectif des associations des jeunes de la région de Mopti.

Amadou Touré, juriste et collaborateur du cabinet FSD Conseils, va plus loin, expliquant que dans une grande partie du territoire, où « l'État malien brille par son absence », seules les actions d'ONG permettent aux populations d'avoir accès à un certain nombre de services sociaux de base, notamment la santé, en assurant la continuité du service des quelques centres de santé existants.

« En outre, les ONG viennent en aide à ces populations par des activités de micro finance, afin de leur permettre d'avoir une autonomie financière, singulièrement les femmes. En filigrane, les ONG oeuvrent aussi pour le retour de la paix, de la cohésion sociale et de la prévention des conflits communautaires, tout ce qui peut aider l'État du Mali dans sa politique sectorielle de réconciliation, d'où plusieurs conséquences à prévoir si la décision est appliquée avec rigueur », craint-il.

Arrêts

Certaines organisations non gouvernementales ont déjà annoncé arrêter leurs activités pour se conformer à la décision du gouvernement malien. Il s'agit par exemple de l'ONG Santé Diabète et de son Centre Médico-Social, ainsi que de d'AVSF (Agronomes et Vétérinaires sans frontières). Cette dernière, présente au Mali depuis 1983, soutient les éleveurs transhumants, les agropasteurs sédentaires, les familles paysannes et leurs organisations pour sécuriser l'accès à l'alimentation et créer des revenus dans des régions difficiles et dans les zones rurales.

Avec « Trois Frontières », l'un des projets qu'elle exécute au Mali et qui couvre également le Burkina Faso et le Niger, l'ONG appuie depuis 2018 des organisations paysannes en leur donnant des équipements, de l'aliment bétail, des poissons, etc. Le projet appuie également des investissements communaux sur la base du PDSEC (Eau, santé, éducation, formation).

« Dans les régions du Nord du Mali (Tombouctou, Taoudéni et Gao), environ 35 000 personnes ont eu accès à la santé

humaine et animale au travers de la mise en place d'équipes mobiles de santé mixtes. Ainsi, 24 000 personnes ont accès à l'eau pour leurs ménages et leurs élevages et environ 50 000 personnes ont pu développer leurs activités agricoles (productions végétales et animales) », estime un agent de l'ONG basé dans la région de Gao.

Selon ce dernier, l'un des rares humanitaires qui a accepté de répondre à nos questions sous anonymat, leurs activités sont totalement suspendues du fait que le projet est à 100% financé par l'AFD. « Je suis impacté par l'arrêt, de même que les organisations paysannes que nous appuyons, ainsi les investissements dédiés aux collectivités. Le projet couvre 6 cercles frontaliers : Gao et Ansongo pour la région de Gao, Gourma Rharouss pour Tombouctou et Koro, Bankass et Douentza pour Mopti. Dans chacun des cercles d'intervention toutes les communes sont bénéficiaires », explique-t-il.

Partagé entre inquiétudes pour les populations bénéficiaires du projet et esprit de patriotisme, il ajoute : « personnellement, malgré que cela me mette au chômage, je soutiens la décision du gouvernement malien. La France fait du chantage et il ne faut pas céder à ce chantage ».

Les autorités de la Transition ont conforté leur décision en adoptant lors du Conseil des ministres du 23 novembre un projet de décret pour interdire « avec effet immédiat » toutes les activités menées par les associations, les Organisations non gouvernementales et assimilées opérant sur le territoire malien sur financement, ou avec l'appui matériel ou technique, de la France. Une mesure qui concerne aussi bien les associations nationales ordinaires et les associations signataires d'accords-cadres avec l'État que les associations étrangères et les fondations.

« Le Gouvernement s'engage à évaluer au niveau interministériel et au niveau des Gouverneurs de Région et du District de Bamako les effets de la décision sur les populations, afin de prendre les dispositions nécessaires pour les accompagner », promet-on dans le communiqué du Conseil des ministres.

Résilience

Redouté par les agents des ONG soucieux de leurs emplois, la question de l'impact sur les populations se pose également. « Pour le cas spécifique du pays dogon, l'insécurité a fait que les ONG ont quitté la zone il y a plus de 5 ans. Donc la population s'est déjà adapté à l'absence d'ONG et de projets financés par tous les pays. En tant que ressortissant de la zone, ce dont je suis au courant c'est que le financement français en pays dogon est en bonne partie un financement privé. Des ONG françaises financées par des fonds publics y sont, mais ce sont surtout les initiatives privées d'associations françaises qui sont les plus nombreuses. Je pense que cette décision de l'État ne concerne pas ces financements privés », explique Adama Diongo.

De même que lui, Djibrilla Abdoulaye, acteur de la société civile de Gao, estime que depuis 2012 « les gens du Nord ont adopté une résilience face à la souffrance. Ce sont les autres qui crient toujours devant le moindre effet. J'ai vu récemment les Bamakois se plaindre du prix du carburant, qui avait atteint 800 francs. Au même moment, on l'achetait à 1000 francs ici à Gao sans faire trop de bruit », dit-il.

Ces propos sont appuyés par l'agent de l'AVSF qui insinue, en outre, que la suspension de l'aide française aura plus d'impact sur les acteurs politiques et humanitaires que sur les plus vulnérables. Et pour cause : « une grande partie des actions destinées aux plus vulnérables sont détournées par certains acteurs humanitaires. Malheureusement, ce sont des miettes qui arrivent à ces pauvres. À regarder le mode de vie richissime de certains de nos amis humanitaires, on voit bien cette dimension de détournements. Dans ce lot, on a malheureusement aussi certains élus, des notables et l'administration », assure-t-il.

Un autre aspect tendant à minimiser l'impact de l'arrêt de l'aide française est que plusieurs ONG bénéficiant de l'appui de

fonds publics français disposent d'autres sources de financements. Ce qui leur permettra de continuer à exercer sur le sol malien. Comme c'est le cas de l'ONG Médecins du Monde Belgique, qui, après avoir suspendu ses activités le 22 novembre, « par mesure conservatoire vu qu'elle était bénéficiaire d'un financement français », a annoncé, via une lettre au Gouverneur de la région de Gao le 24 novembre, vouloir reprendre ses activités dans la région sans financement français.

« Les vrais perdants seront nous, les Maliens qui évoluent dans les ONG 100% financées par l'AFD et qui nous retrouverons sans doute très prochainement au chômage. Reste à voir comment le gouvernement compte compenser cela », se questionne l'agent de l'AVSF.



ACTUALITÉS MALIENNES

Suivez-nous sur Facebook pour ne rien rater de l'actualité malienne Like 503K

INTERDICTION DES ONG AUX FINANCEMENTS FRANÇAIS : UNE DÉCISION AUX GRANDES CONSÉQUENCES

Par Bamada.net | 01/12/2022

Déjà fragilisées par l'insécurité depuis 2012, les ONG au Mali doivent désormais exercer sans financement français. Une décision du gouvernement malien en riposte à l'annonce par la France d'arrêter son Aide publique au développement (APD) à destination du Mali.



Expulsion de l'ambassadeur de France, départ de Barkhane, plainte à l'ONU... Les relations entre le Mali et la France sont très compliquées depuis plusieurs mois. Ce que certains estimaient être une brouille passagère, qui ne conduirait pas au divorce, s'étend désormais aux ONG bénéficiant de financement français, y compris humanitaires. Le 16 novembre, Paris a annoncé arrêter son Aide publique au développement au Mali, estimant que les conditions n'étaient plus réunies pour la poursuite des projets. Les autorités françaises avaient maintenu cependant l'aide d'urgence et l'action humanitaire.

La réaction des autorités maliennes n'a pas tardé. Dans un communiqué daté du 21 novembre, le gouvernement de la transition a interdit, « avec effet immédiat », toutes les activités menées sur son sol par des ONG opérant sur financement ou avec l'appui matériel ou technique de la France, y compris dans l'humanitaire.

« La décision de la France, prise depuis février 2022, ne suscite aucun regret, d'autant plus qu'elle contribue à la restauration de notre dignité bafouée par une Junte française spécialisée, d'une part, par l'octroi d'aide déshumanisante pour notre peuple et utilisée comme moyen de chantage des gouvernements et, d'autre part, dans le soutien actif aux groupes terroristes opérant sur le terrain malien », fustige-t-on dans le communiqué signé par le Premier ministre par intérim, le Colonel Abdoulaye Maïga. D'après l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Mali a reçu 121 millions de dollars américains, soit environ 77 milliards de francs CFA d'aide publique au développement de la part de la France en 2020. Selon des données de l'ambassade de France non actualisées, entre janvier 2013 et septembre 2017 le montant des octrois de la France au Mali, au travers de l'Agence française de développement (AFD), s'est élevé à 310 milliards de francs CFA.

Conséquences

Avant même les annonces officielles, **Coordination Sud**, un collectif d'une trentaine d'ONG françaises de solidarité internationale, avait fait part de son inquiétude quant aux conséquences qu'aurait l'arrêt des financements pour la population, les organisations de la société civile malienne, ainsi que ses propres organisations. Dans une lettre du 15 novembre adressée aux autorités françaises.

« Alors que 7,5 millions de personnes ont besoin d'assistance, soit plus de 35% de la population malienne, et que le Mali est en 184^{ème} position sur l'indice de développement humain, la suppression de ces financements entrainera l'arrêt d'activités essentielles, voire vitales, menées par les organisations de la société civile malienne et internationale au profit de populations en situation de grande fragilité ou de pauvreté. Ces populations se retrouvent ainsi encore plus vulnérables à la violence et à l'influence des parties en conflit », indique-t-on dans la lettre. Selon une source française, l'aide humanitaire de la France s'élève à 9 millions d'euros, soit un peu plus de 5 milliards de francs CFA. En mai dernier, la France a paré une aide de 2,625 milliards de francs CFA destinée aux populations vulnérables du Mali. Un financement alloué à trois projets. Le premier sera porté par le Programme alimentaire mondial, pour un montant de près de 1,640 milliards de francs CFA, le deuxième par l'ONG Première Urgence Internationale et le troisième par l'ONG Solidarités Internationales.

« Il y aura quelques impacts à court terme, c'est sûr. Si on prend par exemple le Conseil régional de la région de Mopti, c'est une institution qui fonctionne à peu près à 70% sur financement de l'AFD. Ça veut dire que les activités de ce Conseil régional vont s'arrêter à un niveau très élevé. Plusieurs projets qu'ils ont initiés seront stoppés. Il en sera de même dans la région de Kayes, où beaucoup d'associations et de petites ONG nationales sont financées par des fonds français. Cela aura pour conséquences de mettre certains jeunes au chômage », analyse Adama Diongo, Porte-parole du Collectif des associations des jeunes de la région de Mopti.

Amadou Touré, juriste et collaborateur du cabinet FSD Conseils, va plus loin, expliquant que dans une grande partie du territoire, où « l'État malien brille par son absence », seules les actions d'ONG permettent aux populations d'avoir accès à un certain nombre de services sociaux de base, notamment la santé, en assurant la continuité du service des quelques centres de santé existants.

« En outre, les ONG viennent en aide à ces populations par des activités de micro finance, afin de leur permettre d'avoir une autonomie financière, singulièrement les femmes. En filigrane, les ONG œuvrent aussi pour le retour de la paix, de la cohésion sociale et de la prévention des conflits communautaires. Tout ce qui peut aider l'État du Mali dans sa politique sectorielle de réconciliation, d'où plusieurs conséquences à prévoir si la décision est appliquée avec rigueur », craint-il.

Arrêts

Certaines organisations non gouvernementales ont déjà annoncé arrêter leurs activités pour se conformer à la décision du gouvernement malien. Il s'agit par exemple de l'ONG Santé Diabète et de son Centre Médico-Social, ainsi que de l'AVSF (Agronomes et Vétérinaires sans frontières). Cette dernière, présente au Mali depuis 1983, soutient les éleveurs transhumants, les agronomes sédentaires, les familles paysannes et leurs organisations pour sécuriser l'accès à l'alimentation et créer des revenus dans les régions difficiles et dans les zones rurales.

Avec « Trois Frontières », l'un des projets qu'elle exécute au Mali et qui couvre également le Burkina Faso et le Niger, l'ONG appuie depuis 2018 des organisations paysannes en leur donnant des équipements, de l'aliment bétail, des poissons, etc. Le projet appuie également des investissements communaux sur la base du PDSEC (Eau, santé, éducation, formation).

« Dans les régions du Nord du Mali (Tombouctou, Taoudéni et Gao), environ 35 000 personnes ont eu accès à la santé humaine et animale au travers de la mise en place d'équipes mobiles de santé mixtes. Ainsi, 24 000 personnes ont accès à l'eau pour leurs ménages et leurs élevages et environ 50 000 personnes ont pu développer leurs activités agricoles (productions végétales et animales) », estime un agent de l'ONG basé dans la région de Gao.

Selon ce dernier, l'un des rares humanitaires qui a accepté de répondre à nos questions sous anonymat, leurs activités sont totalement suspendues du fait que le projet est à 100% financé par l'AFD. « Je suis impacté par l'arrêt, de même que les organisations paysannes que nous appuyons, ainsi les investissements dédiés aux collectivités. Le projet couvre 6 cercles frontaliers : Gao et Ansongo pour la région de Gao, Gourma Rharouss pour Tombouctou et Koro, Bankass et Daouenta pour Mopti. Dans chacun des cercles d'intervention toutes les communes sont bénéficiaires », explique-t-il.

Partagé entre inquiétude des populations bénéficiaires du projet et esprit de patriotisme, il ajoute : « Personnellement, malgré que cela me mette au chômage, je soutiens la décision du gouvernement malien. La France fait du chantage et il ne faut pas céder à ce chantage ».

Les autorités de la Transition ont conforté leur décision en adoptant lors du Conseil des ministres du 23 novembre un projet de décret pour interdire « avec effet immédiat » toutes les activités menées par les associations, les Organisations non gouvernementales et assimilées opérant sur le territoire malien sur financement, ou avec l'appui matériel ou technique, de la France. Une mesure qui concerne aussi bien les associations nationales ordinaires et les associations signataires d'accords-cadres avec l'État que les associations étrangères et les fondations.

« Le Gouvernement s'engage à évaluer au niveau interministériel et au niveau des Gouverneurs de Région et du District de Bamako les effets de la décision sur les populations, afin de prendre les dispositions nécessaires pour les accompagner », promet-on dans le communiqué du Conseil des ministres.

Résilience

Reçouté par les agents des ONG locaux de leurs emplois, la question de l'impact sur les populations se pose également. « Pour le cas spécifique du pays dogon, l'insécurité a fait que les ONG ont quitté la zone il y a plus de 5 ans. Donc la population s'est déjà adaptée à l'absence d'ONG et de projets financés par tous les pays. En tant que ressortissant de la zone, ce dont je suis au courant c'est que le financement français en pays dogon est en bonne partie un financement privé. Des ONG françaises financées par des fonds publics y sont, mais ce sont surtout les initiatives privées d'associations françaises qui sont les plus nombreuses. Je pense que cette décision de l'État ne concerne pas ces financements privés », explique Adama Diongo.

De même que lui, Djibrilla Abdoulaye, acteur de la société civile de Gao, estime que depuis 2012 « les gens du Nord ont adopté une résilience face à la souffrance. Ce sont les autres qui crient toujours devant le moindre effet. J'ai vu récemment les Bamakois se plaindre du prix du carburant, qui avait atteint 800 francs. Au même moment, on achetait à 1000 francs ici à Gao sans faire trop de bruit », dit-il.

Ces propos sont appuyés par l'agent de l'AVSF qui insinue, en outre, que la suspension de l'aide française aura plus d'impact sur les acteurs politiques et humanitaires que sur les plus vulnérables. Et pour cause : « une grande partie des actions destinées aux plus vulnérables sont détournées par certains acteurs humanitaires. Malheureusement, ce sont les miettes qui arrivent à ces pauvres. À regarder le mode de vie riche de certains de nos amis humanitaires, on voit bien cette dimension de détournements. Dans ce lot, on a malheureusement aussi certains élus, des notables et l'administration », assure-t-il.

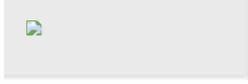
Un autre aspect tendant à minimiser l'impact de l'arrêt de l'aide française est que plusieurs ONG bénéficiant de l'appui de fonds publics français disposent d'autres sources de financements. Ce qui leur permettra de continuer à exercer sur le sol malien. Comme c'est le cas de l'ONG Médecins du Monde Belgique, qui, après avoir suspendu ses activités le 22 novembre, « par mesure conservatoire vu qu'elle était bénéficiaire d'un financement français », a annoncé via une lettre au Gouverneur de la région de Gao le 24 novembre, vouloir reprendre ses activités dans la région sans financement français.

« Les vrais perdants seront nous, les Maliens qui évoluent dans les ONG 100% financées par l'AFD et qui nous retrouverons sans doute très prochainement au chômage. Reste à voir comment le gouvernement compte compenser cela », se questionne l'agent de l'AVSF.

Source : Journal du Mali

SUIVANT
Samuel Étio: «Ce que nous faisons aujourd'hui à la Fecafot, c'est pour avoir des résultats pendant 10 ou 15 ans»

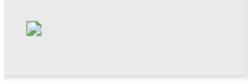
PRÉCÉDENT
Premier forum national sur la retraite au Mali : Pour permettre aux personnes du troisième âge de travailler dignement et paisiblement de leurs efforts fournis pendant plusieurs années de travail



INSTALLEZ NOTRE APPLICATION MOBILE

DISPONIBLE SUR Google Play

SEARCH



POUR VOS PUBLICITÉS ET ANNONCES

Tél: 70 91 09 43

Mai: contact@bamada.net

RECEVOIR DES ALERTES

JE M'ABONNE

Pour contacter la Rédaction : contact@bamada.net

December 2022

M	T	W	T	F	S	S
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

« Nov

- RÉCENTS
- Revalorisation du poisson fumé local : Ouradi vante les mérites de ses produits
 - Protection et Promotion de la biodiversité : 22 Gold organise le premier symposium
 - L'ombre d'une guerre entre RDC et Rwanda
 - AFSuel: l'opposition demande la destitution de Ramaphosa
 - Entre Nous : «Provocation et agression» dénoncées



Au Mali, les ONG soutenues par la France jugées indésirables

Un homme brandit une pancarte "à bas Emmanuel Macron, vive la Russie" lors d'une manifestation de masse à Bamako (Mali), le 14 janvier 2022. - FLORENT VERGNES / AFP

Après la rupture militaire et la rupture diplomatique, c'est l'heure de la rupture humanitaire entre la France et le Mali. Les ONG financées par la France doivent cesser leur activité... Ordre de la junte au pouvoir. Une décision qui va surtout pénaliser la population

Depuis un an, les relations entre Paris et Bamako se sont considérablement dégradées. Les colonels au pouvoir ont déjà chassé les soldats de Barkhane, suspendu l'antenne de RFI et France 24, expulsé l'ambassadeur de France. Aujourd'hui c'est l'humanitaire qui est pris pour cible : toutes les ONG financées ou soutenues par la France sur le plan matériel ou technique doivent arrêter leur activité. Qu'elles travaillent dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture ou de l'accès à l'eau.

URGENT MALI FRANCE :

Les autorités maliennes interdisent toutes les activités menées par les ONG opérant au Mali sur le financement de la de la France avec effet immédiat. pic.twitter.com/Na3BkGkkTR

Publicité

MONTGOMERY MARCUS GARVEY (@MONT_MARCUS_G) [NOVEMBER 21, 2022](#)

La décision a été annoncée lundi par un communiqué du premier ministre avec exécution immédiate, même si aucune organisation n'est nommément citée.

Un habitant sur trois a besoin d'une aide d'urgence

Sauf que suspendre le travail des ONG pénalise directement la population. En Afrique un dicton dit « *Quand les éléphants se battent, c'est l'herbe qui souffre* » !

Le Mali est l'un des pays les plus pauvres au monde avec des centaines de milliers de personnes déplacées par la guerre au Sahel ou le changement climatique. 16% des écoles sont fermées... d'après l'ONU, plus d'un habitant sur trois a besoin d'une aide humanitaire d'urgence jusqu'ici fournie par des organisations non gouvernementales, y compris dans les zones de grande insécurité. Cette aide va disparaître et pour l'instant la junte n'a prévu aucune mesure de remplacement. Ce sont les Maliens qui en sortent perdants.

Les autorités "considèrent que la [#France](#) est un ennemi du [#Mali](#). Et donc, les ONG financées ou soutenues par la France



sont des démembrements de l'ennemi et ne peuvent pas servir les intérêts des Maliens" (Me Konaré)

pic.twitter.com/TETdU0QWjh

MALIVOX.NET (@MALIVOX) [NOVEMBER 28, 2022](#)

Le collectif "[Coordination SUD](#)" parle d'un sentiment de sidération, de colère, il dénonce l'instrumentalisation des ONG prises dans des jeux diplomatique qui les dépassent.

Elles avaient déjà beaucoup critiqué l'arrêt des financements de l'aide française au développement amorcée en février et confirmée la semaine dernière par Paris. Décision qui a probablement suscité en représailles leur interdiction.

La France justifie ce gel de quasiment 100 millions d'euros par an par la présence de Wagner. Puisque les autorités maliennes font désormais affaire avec le groupe de paramilitaires, accusé des pires exactions, un groupe devenu le fer de lance des opérations de déstabilisation de Moscou en Afrique, Bamako n'a qu'à aller chercher des financements du côté de la Russie. Pas question de prendre le risque que les deniers français soient détournés au profit de cette organisation.

Une décision "regrettable"

En tout cas le Quai d'Orsay a demandé aux ONG de se conformer à la décision des autorités maliennes tout en la qualifiant de "regrettable".

La [#France](#) dit "regretter" l'interdiction d'ONGs qu'elle finance dans le pays. Une "décision qui intervient au détriment de la population [#mali](#)-enne", regrette [@MinColonna](#), qui demande néanmoins aux ONG françaises de se conformer à la décision "regrettable" des autorités. [#AFT pic.twitter.com/kjKpiRBjHM](#)

ABDOUL FHATAVE TIEMTORÉ (@AF_TIEMTORE) [NOVEMBER 22, 2022](#)

Il y a au Mali de très nombreuses ONG qui sont basées en France ou reçoivent en partie des financements français (les mécanismes sont souvent complexes). On peut citer la Croix-Rouge, Première Urgence, Humanité & Inclusion, Solidarités International, Médecin du Monde. Certaines organisations ont pris les devants et ont d'ores et déjà suspendu leurs activités de façon préventive pour ne pas être dans l'illégalité.

Au Mali, les ONG soutenues par la France jugées indésirables



Après la rupture militaire et la rupture diplomatique, c'est l'heure de la rupture humanitaire entre la France et le Mali. Les ONG financées par la France doivent cesser leur activité... Ordre de la junte au pouvoir. Une décision qui va surtout pénaliser la population

Un homme brandit une pancarte "à bas Emmanuel Macron, vive la Russie" lors d'une manifestation de masse à Bamako (Mali), le 14 janvier 2022. (FLORENT VERGNES / AFP)

Depuis un an, les relations entre Paris et Bamako se sont considérablement dégradées. Les colonels au pouvoir ont déjà chassé les soldats de Barkhane, suspendu l'antenne de RFI et France 24, expulsé l'ambassadeur de France. Aujourd'hui c'est l'humanitaire qui est pris pour cible : toutes les ONG financées ou soutenues par la France sur le plan matériel ou technique doivent arrêter leur activité. Qu'elles travaillent dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture ou de l'accès à l'eau.





La décision a été annoncée lundi par un communiqué du premier ministre avec exécution immédiate, même si aucune organisation n'est nommément citée.

Un habitant sur trois a besoin d'une aide d'urgence

Sauf que suspendre le travail des ONG pénalise directement la population. En Afrique un dicton dit « *Quand les éléphants se battent, c'est l'herbe qui souffre* » !

Le Mali est l'un des pays les plus pauvres au monde avec des centaines de milliers de personnes déplacées par la guerre au Sahel ou le changement climatique. 16% des écoles sont fermées... d'après l'ONU, plus d'un habitant sur trois a besoin d'une aide humanitaire d'urgence jusqu'ici fournie par des organisations non gouvernementales, y compris dans les zones de grande insécurité. Cette aide va disparaître et pour l'instant la junte n'a prévu aucune mesure de remplacement. Ce sont les Maliens qui en sortent perdants.

Video : <https://twitter.com/i/status/1597191245243510787>

Le collectif "**Coordination SUD**" parle d'un sentiment de sidération, de colère, il dénonce l'instrumentalisation des ONG prises dans des jeux diplomatique qui les dépassent.

Elles avaient déjà beaucoup critiqué l'arrêt des financements de l'aide française au développement amorcée en février et confirmée la semaine dernière par Paris. Décision qui a probablement suscité en représailles leur interdiction.

La France justifie ce gel de quasiment 100 millions d'euros par an par la présence de Wagner. Puisque les autorités maliennes font désormais affaire avec le groupe de paramilitaires, accusé des pires exactions, un groupe devenu le fer de lance des opérations de déstabilisation de Moscou en Afrique, Bamako n'a qu'à aller chercher des financements du côté de la Russie. Pas question de prendre le risque que les deniers français soient détournés au profit de cette organisation.

Une décision "regrettable"

En tout cas le Quai d'Orsay a demandé aux ONG de se conformer à la décision des autorités maliennes tout en la qualifiant de "regrettable".



Il y a au Mali de très nombreuses ONG qui sont basées en France ou reçoivent en partie des financements français (les mécanismes sont souvent complexes). On peut citer la Croix-Rouge, Première Urgence, Humanité & Inclusion, Solidarités International, Médecin du Monde. Certaines organisations ont pris les devants et ont d'ores et déjà suspendu leurs activités de façon préventive pour ne pas être dans l'illégalité.



SOUSCRIPTION DU 21 NOVEMBRE 2022 AU 2 DÉCEMBRE 2022
MONTANT GLOBAL 120 MILLIARDS DE F CFA
PRÉFÉRENCE 6,30%
TRANCHE B 6,20%

Logo for '30 ANS SIF' and other organizational icons.

Accueil > Organisation Gouvernementales

Organisation Non Gouvernementales

Suspension de l'aide au développement : Bamako réplique à Paris

Par L'Aube - 28 Nov 2022

Like 2

Partager Facebook Twitter Pinterest Email



Le gouvernement de transition a annoncé, le 21 novembre 2022, l'interdiction des activités de toutes les organisations non gouvernementales financées ou soutenues par la France. Les organisations opérant dans le domaine humanitaire sont également concernées. Les Autorités maliennes répliquent ainsi à la décision de Paris de suspendre l'aide au développement à destination du Mali.

En effet, le gouvernement malien explique avoir pris note de la mesure prise par Paris « aux motifs fallacieux de la coopération militaire Mali-Russie », ainsi que de l'octroi direct aux ONG françaises des fonds mis à disposition dans le cadre de l'action humanitaire de la France au Mali.

Attribuant ces « allégations fantaisistes » à la « junte française » (en référence au terme employé pour qualifier les autorités de transition maliennes), Bamako dénonce une tentative de la France « de déstabilisation et d'isolement du Mali ».

Le Premier ministre par intérim et porte-parole du gouvernement, le colonel Abdoulaye Maiga, explique que la décision française de suspendre son aide contribue en fait à restaurer la « dignité bafouée » des Maliens. Paris se voit ainsi reprocher une « aide déshumanisante [...] et utilisée comme moyen de chantage des gouvernants » ainsi qu'un « soutien actif aux groupes terroristes », argument que le gouvernement français a toujours démenti.

Le 17 novembre 2022, l'Élysée avait annoncé la suspension de l'aide française au développement à destination du Mali. Selon Bamako, cette décision aurait en réalité été notifiée par voie diplomatique dès le mois de février 2022 : « Face à l'attitude de la junte malienne, alliée aux mercenaires russes de Wagner, nous avons suspendu notre aide publique au développement avec le Mali ».

Les Autorités de la transition ont toujours démenti avoir fait appel à la société privée russe et par conséquent d'instructeurs de l'armée russe déployés au nom d'une collaboration entre les deux pays. Un collectif d'ONG dénonce la décision française. Dans son annonce, le ministère français des Affaires étrangères ajoutait maintenir son « aide humanitaire » et quelques soutiens à « des organisations de la société civile maliennes », sans citer de noms particuliers.

Au-delà, cette décision des autorités françaises n'a pas été favorablement accueillie par les principaux intéressés. Ainsi, dans un courrier adressé le 15 novembre à Emmanuel Macron, un collectif d'ONG (dont CCFD Terre-solidaire, Handicap international, Médecins du monde et Oxfam) faisaient part de leur inquiétude. : « En tant que bénéficiaires d'une importante partie de ces financements, notamment depuis la suspension de l'aide bilatérale directe entre les institutions publiques françaises et maliennes, les organisations de solidarité internationale que nous représentons sont très inquiètes des conséquences d'une telle décision pour la population, les organisations de la société civile malienne, ainsi que leur propre organisation », écrivaient ces ONG.

Selon elles, 7,5 millions de Maliens ont besoin d'assistance, « soit plus de 35% de la population ». Elles soulignaient en outre que le Mali est en 184^e position sur l'indice de développement humain. « La suppression de ces financements entrainera l'arrêt d'activités essentielles, voire vitales [...] au profit de populations en situation de grande fragilité ou de pauvreté », avertissent-elles.

Cependant, les organisations ont appelé Emmanuel Macron à revenir sur cette décision, arguant que l'aide publique au développement de la France via ces ONG devait être « garantie en dehors de tout agenda politique ou sécuritaire, et uniquement selon les besoins des populations ». Un appel qui n'a pour l'heure pas été entendu...



ARCHIVES – ARTICLES PAR DATE

Calendar for November 2022 showing days of the week (L, M, M, J, V, S, D) and dates (1-30).

« Oct



INFO EN CONTINU

Remise de la coupe aux Amazones de la CMSS : Le DG en...

L'Informateur 30 Nov 2022

Clôture de la campagne d'assainissement des structures de santé : Les efforts du DG de l'INPS récompensés...

L'Informateur 30 Nov 2022

BMS-SA : Première banque à financer l'économie malienne

Malijet

malijet mali jet com Actualité malienne en continue – mali web maliweb mali actu news ortm direct live infos

[Accueil](#)
[Afrique](#)
[Crise malienne](#)
[Economie](#)
[Insolite](#)
[Video](#)
[Conseil des ministres mali](#)
[Sexualité](#)
[People](#)
[Musique](#)

Coopération Mali et la France : Un divorce dans la douleur

Koulouba.com 26/11/2022 Coopération, Crise malienne, Malijet

Le gouvernement interdit toute activité aux ONG financées par la France, en réaction à la suspension par Paris de l'aide au développement. Bamako dénonce les «motifs fallacieux de la coopération militaire Mali-Russie» invoqués par la France. La dégradation des relations se poursuit entre Bamako et Paris.



En réaction à la suspension par la France de l'aide au développement à destination du Mali, le gouvernement de transition de ce pays a annoncé le 21 novembre l'interdiction des activités de toutes les organisations non gouvernementales financées ou soutenues par la France. Les organisations opérant dans le domaine humanitaire sont également concernées.

Dans son communiqué, le gouvernement malien explique avoir pris note de la mesure prise par Paris «aux motifs fallacieux de la coopération militaire Mali-Russie», ainsi que de l'«octroi direct aux ONG françaises des fonds mis à disposition dans le cadre de l'action humanitaire de la France au Mali».

Attribuant ces «allégations fantaisistes» à la «junte française» (en référence au terme employé pour qualifier les autorités de transition maliennes), Bamako dénonce une tentative de la France «de déstabilisation et d'isolement du Mali».

Le texte, signé de la main du Premier ministre par intérim et porte-parole du gouvernement, le colonel Abdoulaye Maïga, explique que la décision française de suspendre son aide contribue en fait à restaurer la «dignité bafouée» des Maliens. Paris se voit ainsi reprocher une «aide déshumanisante [...] et utilisée comme moyen de chantage des gouvernants» ainsi qu'un «soutien actif aux groupes terroristes» – argument que le gouvernement français a toujours démenti.

Le 17 novembre, le quai d'Orsay avait annoncé suspendre l'aide française au développement à destination du Mali. Selon Bamako, cette décision aurait en réalité été notifiée par voie diplomatique dès le mois de février. «Face à l'attitude de la junte malienne, alliée aux mercenaires russes de Wagner, nous avons suspendu notre aide publique au développement avec le Mali», expliquait ainsi une source citée par l'AFP.

Les autorités maliennes ont toujours démenti avoir fait appel à la société privée russe et parlent d'instructeurs de l'armée russe déployés au nom d'une collaboration entre les deux pays. Un collectif d'ONG dénonce la décision française Dans son annonce, le ministère français des Affaires étrangères ajoutait maintenir son «aide humanitaire» et quelques soutiens à «des organisations de la société civile maliennes», sans citer de noms particuliers.

Mais la décision de Paris n'a pas été favorablement accueillie par les principaux intéressés. Ainsi, dans un courrier adressé le 15 novembre à Emmanuel Macron, consulté par l'AFP [un collectif d'ONG](#) (dont CCFD Terre-solidaire, Handicap international, Médecins du monde et Oxfam) faisaient part de leur inquiétude.

«En tant que bénéficiaires d'une importante partie de ces financements, notamment depuis la suspension de l'aide bilatérale directe entre les institutions publiques françaises et maliennes, les organisations de solidarité internationale que nous représentons sont très inquiètes des conséquences d'une telle décision pour la population, les organisations de la société civile malienne, ainsi que leur propre organisation», écrivaient ces ONG.

Selon elles, 7,5 millions de Maliens ont besoin d'assistance, «soit plus de 35% de la population». Elles soulignaient en outre que le Mali est en 184e position sur l'indice de développement humain. «La suppression de ces financements entraînera l'arrêt d'activités essentielles, voire vitales [...] au profit de populations en situation de grande fragilité ou de pauvreté», avertissaient-elles.

Notons que les organisations appelaient le chef de l'Etat à revenir sur cette décision, arguant que l'aide publique au développement de la France via ces ONG devait être «garantie en dehors de tout agenda politique ou sécuritaire, et uniquement selon les besoins des populations». Un appel qui n'a pour l'heure pas été entendu...

Divorce dans la douleur

Le départ des troupes françaises du Mali, annoncé par Emmanuel Macron le 17 février, est une «demi-surprise», les relations de plus en plus détestables entre Paris et Bamako laissant présager ce dénouement.

Francophobie ambiante

Ce divorce annoncé entre Paris et Bamako est on ne peut plus symptomatique de la francophobie ambiante en Afrique qui prend prétexte de tout pour ruer dans les brancards d'une relation France-Afrique déséquilibrée avec, par endroits, des accents exécrables de néocolonialisme.

Pourtant, en neuf ans de présence militaire française au Mali, Paris a payé cher sa dette de sang avec la perte de 53 soldats et une facture journalière de 1 milliard de FCFA [1,5 million d'euros], sans oublier le matériel détruit. En effet, la force Barkhane est allée régulièrement au contact de l'ennemi terroriste par des patrouilles ou des frappes ciblées qui lui ont permis de mettre hors d'état de nuire deux grosses têtes pensantes du djihadisme au Sahel : Abdelmalek Droukdel en juin 2020 et Adnan Abou Walid Al-Sahraoui, un an plus tard. Insuffisants, disent les contempteurs de la France au Sahel, d'autant plus qu'un certain Iyad Ag Ghali [chef de guerre touareg djihadiste malien] court toujours.

En vérité, Bamako avait placé trop haut la barre de ses attentes vis-à-vis de la France dans cette guerre contre les terroristes, encouragé par cette dernière qui s'était montrée exagérément optimiste après les succès de l'opération Serval en 2013. On se souvient, comme si c'était hier, de François Hollande, accueilli en héros place de l'Indépendance par une foule de Bamakois en liesse, leur affirmant tout de go, le 2 février 2013 : «Nous avons gagné cette guerre.»

Barkhane, l'arroseur arrosé

Hélas, la suite des événements donna tort à François Hollande ! En véritable hydre, les groupes terroristes poussèrent rapidement tels des tentacules au point de déborder le territoire malien et de s'étendre au Burkina et au Niger. Ils travaillent maintenant à s'ouvrir des couloirs, du Sahel au golfe de Guinée. Les attaques quasi quotidiennes dans l'un ou l'autre pays du G5 Sahel, les meurtres, les incendies, les enlèvements, les vols et les déplacements des populations qui vont avec ont vite fait d'occulter les chants de victoire de 2013. Pire, ils ont fait des forces Barkhane l'arroseur arrosé, le pompier accusé de pyromanie, l'allié devenu l'envahisseur. Dès lors, entre Paris et Bamako, les effusions de joie, de sentiments amicaux et fraternels ont viré aux invectives verbales outrageantes.

La Rédaction

L'Informateur



Au Mali, le flou demeure sur l'interdiction par la junte des activités des ONG françaises

Sur fond de tensions diplomatiques, Bamako entend répliquer à la suspension de l'aide publique au développement, décidée par Paris fin octobre

Les ONG françaises s'attendaient à une riposte de la junte mais elles étaient loin de s'imaginer que le coup porté serait aussi fort. Au point de leur être fatal? Le 21 novembre, le gouvernement malien a annoncé «interdire, avec effet immédiat toutes les activités menées par les ONG opérant au Mali sur financement ou avec l'appui matériel ou technique de la France, y compris dans le domaine humanitaire».

Pour Bamako, cette mesure est une réplique à la suspension de l'aide publique au développement (APD) en direction du Mali décidée par Paris fin octobre. La décision française – énième épisode d'un processus de rupture diplomatique avec son allié d'hier enclenché par l'arrivée au pouvoir de la junte à la suite du double coup d'Etat d'août 2020 et de mai 2021 – n'avait pas fait l'objet de communication publique de Paris.

Elle avait en revanche été confirmée par le collectif d'ONG françaises **Coordination Sud**, dans une lettre envoyée à Emmanuel Macron le 15 novembre et qui avait par la suite fuité sur les réseaux sociaux. Les signataires, 35 organisations françaises actives au Mali, réclamaient au pré-

sident français de «revoir [sa] position». Selon eux, cette mesure de suspension de l'aide au développement – estimée à environ 100 millions d'euros par an – met en péril «plus de 70 projets» menés dans ce pays pauvre où «7,5 millions de personnes ont besoin d'assistance», sur une population de quelque 20 millions de personnes.

Paris avait commencé à fermer les robinets de l'aide en février. Alors que près d'un millier de mercenaires du groupe de sécurité privée russe Wagner venait de débarquer sur le territoire malien, Emmanuel Macron avait décidé de suspendre tous les financements français qui transitaient par l'Etat malien.

«Nous ne voulons pas que notre aide au développement soit détournée, financièrement, pour financer Wagner, mais aussi politiquement, pour que la junte se prévale de projets de développement

financés par les contribuables français, afin de se crédibiliser auprès de la population malienne», précise le ministère des affaires étrangères.

L'aide purement humanitaire de la France au Mali, environ 10 millions d'euros par an, n'était pas concernée par cette suspension. Mais, dans sa riposte du 21 novembre, la junte malienne a décidé de l'interdire, elle aussi. «Nous prenons note et regrettons la décision des autorités de transition maliennes», a indiqué le Quai d'Orsay dans un communiqué, au lendemain de l'annonce de la décision de la junte.

Un «casse-tête»

Depuis, le ministère a pris contact avec les autorités maliennes afin de mieux cerner les contours de l'application de cette interdiction, qui demeurent flous.

«On est dans le brouillard total», déclare un salarié d'une ONG française installé à Bamako. Nos ONG entières sont-elles invitées à plier bagage ou cette interdiction concerne-t-elle seulement les projets financés par la France? Beaucoup d'entre nous reçoivent de l'argent de plusieurs pays. C'est un casse-tête», raconte-t-il, sous couvert d'anonymat. Une autre inconnue demeure : les ONG ma-

liennes et étrangères recevant des financements de Paris vont-elles aussi devoir suspendre leurs activités?

En attendant que des précisions soient apportées par la junte, la plupart des ONG françaises implantées au Mali ont été invitées par Paris à suspendre leurs activités. Depuis, elles font profil bas. Toutes espèrent que le plaidoyer qu'elles entendent présenter prochainement devant les autorités maliennes aboutira à un rétablissement de leurs activités dans le pays.

Le Quai d'Orsay, lui, semble bien plus pessimiste quant à l'issue de cette crise. Selon nos informations, le ministère des affaires étrangères a fortement incité les ONG à rapatrier par eux-mêmes leurs travailleurs français, lors d'une réunion qui s'est tenue conjointement à Paris et à Bamako, le 22 novembre. Leur sécurité ne serait plus garantie. Le ministère n'a toutefois pas ordonné une évacuation du personnel humanitaire français présent au Mali – estimé à une quarantaine de personnes ■

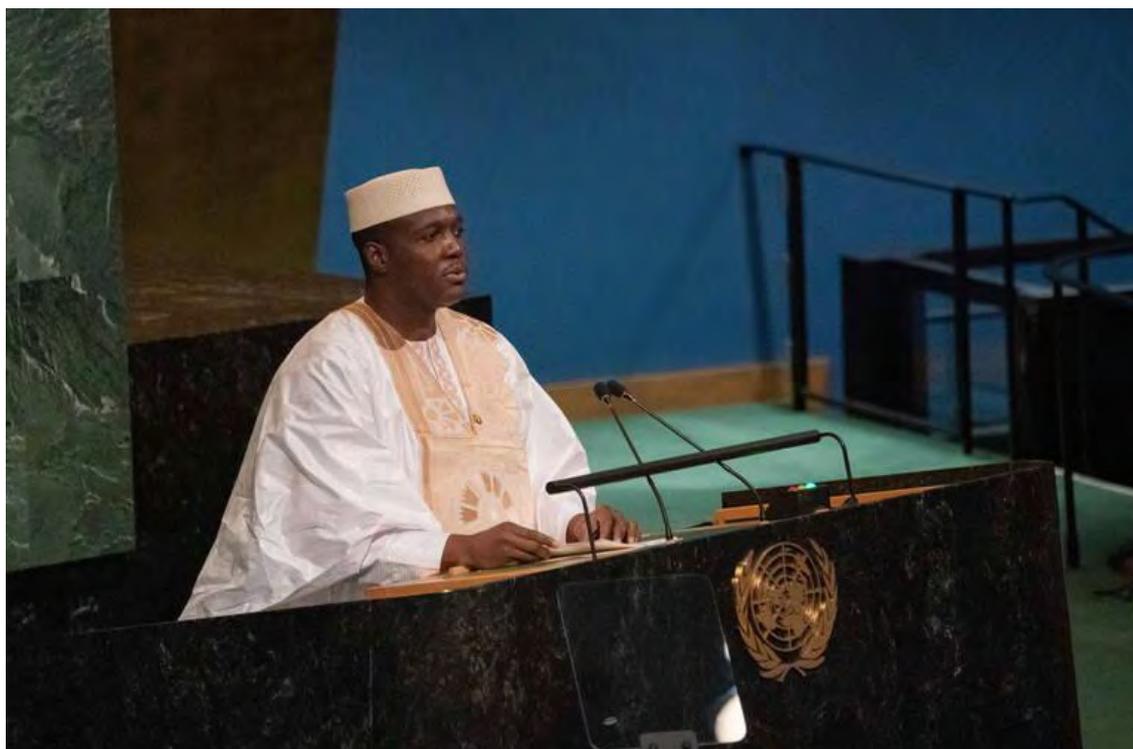
MORGANE LE CAM

Le Quai d'Orsay semble pessimiste quant à l'issue de cette crise



Au Mali, le monde des ONG panique après l'interdiction du financement par des fonds français

Les autorités de Bamako ont décidé de proscrire tout organisme soutenu financièrement par la France, en réponse à la décision de Paris de suspendre son aide au développement.



Le Premier ministre malien par intérim, Abdoulaye Maïga, le 24 septembre au siège des Nations unies, à New York. (Bryan R. Smith /AFP)

La sentence est arrivée par voie de communiqué. Sur ce ton âpre et vindicatif devenu le mode d'expression privilégié des autorités maliennes depuis que les militaires se sont emparés du pouvoir, à l'été 2020. [Le colonel Abdoulaye Maïga](#), porte-parole de la junte et Premier ministre par intérim, a annoncé lundi l'interdiction avec «*effet immédiat*» de toutes les activités des ONG au Mali soutenues par des financements français. Une mesure confirmée mercredi en Conseil des ministres par un projet de décret. Si ses contours sont encore flous, cette décision soudaine plonge des dizaines de structures maliennes et étrangères, ainsi que des dizaines milliers de bénéficiaires, dans l'inconnu.

Au sein des nombreux bureaux d'ONG dans la capitale malienne, les humanitaires se pressaient mercredi entre salles de crise, réunions d'urgence et discussions avec l'ambassade, afin de comprendre et prévenir les conséquences de cette décision sur leurs projets déployés à travers le pays. «*Nous ne sommes pas financés sur des fonds du gouvernement français, mais notre siège international est à Paris, serons-nous visés ?*» se demande par exemple un responsable opérationnel. «*Le ministre parle-t-il des fonds français versés pour les activités au Mali ou plus généralement de ceux qui servent au fonctionnement de notre antenne bamakoïse ?*» s'interroge un membre d'une organisation humanitaire internationale. Quid des associations ou des activités ayant des bailleurs multiples ? Seront-elles interdites intégralement ? Au-delà des financements, le communiqué



s'attaque aussi à «*l'appui matériel ou technique*» de la France. Ce qui élargit encore le champ des activités désormais considérées comme illégales sur le sol malien.

«Moyen de chantage»

«*Nous avons des centaines de lits d'hôpitaux à travers le pays, des gens sous oxygène, en réanimation, alerte un responsable d'une ONG internationale. On ne peut pas suspendre du jour au lendemain nos activités de soin et mettre en danger des dizaines de vies comme ça.*» Le dilemme s'applique aussi aux nombreuses organisations qui travaillent dans le domaine de la sécurité alimentaire. Alors que la crise céréalière mondiale liée à l'invasion de l'Ukraine est durement ressentie en Afrique, l'arrêt soudain de leurs programmes menace de faire basculer une partie du Mali [dans une catastrophe humanitaire](#).

En début de semaine, les ministres maliens ont révélé aux directeurs des ONG étrangères ne pas avoir été prévenus de la décision prise en conclave par les militaires au pouvoir. Une précipitation qui s'explique par la volonté de la junte de réagir rapidement à la sanction financière de la France qui avait confirmé, quelques jours plus tôt, la suspension de son aide publique au développement en direction du Mali. Le 17 novembre, le Quai d'Orsay a invoqué le risque que cette aide soit détournée par le groupe russe Wagner, dont les mercenaires collaborent sur le terrain avec les forces armées maliennes depuis fin 2021. Le ministère français des Affaires étrangères a cependant précisé «*maintenir [le financement de] l'aide humanitaire*». Cette «*aide déshumanisante pour notre peuple*» est utilisée comme «*moyen de chantage des gouvernants*», a répondu le colonel Abdoulaye Maïga dans son communiqué. Paris a annoncé mercredi «*regretter la décision des autorités de transition*», déplorant qu'elle intervienne «*au détriment de la population malienne*».

«Zone grise juridique»

Face au flou entourant cette interdiction, certaines ONG ont pris des mesures préventives, plus ou moins radicales. Médecins du monde Belgique a déclaré procéder à «*la suspension immédiate de [ses] activités*». Un gel provisoire décrété dans «*au moins la moitié des organisations pouvant être concernées, au titre de précaution, en attente du décret*», confie un diplomate. D'autres structures, plus directement liées aux fonds français, ont choisi de rapatrier dans les prochains jours leurs expatriés présents au Mali, une décision recommandée par l'ambassade. Les diplomates français craignent l'instauration d'une «*zone grise juridique qui placerait les humanitaires dans une semi-illégalité, permettant ensuite de cibler les structures qui dérangent*».

«*C'est ce qu'on appelle le "chilling effect", décrypte le chercheur Julien Antouly, spécialiste en droit humanitaire de l'université Paris-Nanterre. En ne précisant pas les contours de cette décision, les autorités maliennes de transition entretiennent volontairement le flou, afin d'engendrer une psychose au sein des ONG et perturber leur fonctionnement, les poussant à s'autocensurer voire à suspendre elles-mêmes leurs activités. C'est une méthode de contrôle des ONG appliquée dans d'autres pays, que ce soit au Cameroun, au Bangladesh ou en Birmanie.*»

Plus de 80 organisations touchées

Au-delà de l'effet d'annonce spectaculaire, les autorités maliennes se sont-elles vraiment préparées aux conséquences de l'interdiction des activités des ONG ? Mercredi, le Conseil des ministres malien a décidé d'une évaluation prochaine «*des effets de la décision sur les populations, afin de prendre les dispositions nécessaires pour les accompagner*». Quels organismes et quel pourcentage de la population malienne seront impactés par cette mesure ? Est-ce que «*l'argent produit en France par la diaspora malienne et envoyé dans des associations et des ONG locales afin, par exemple, de creuser un forage, ou d'ouvrir un dispensaire, sera aussi concerné ?*» s'interroge encore un diplomate.

Il n'existe pas, à ce jour, de liste exhaustive des entités qui bénéficient des fonds français humanitaires et de développement dévolus au Mali. Selon les chiffres de l'ambassade, 41 ONG de droit français sont installées dans le pays, employant une quarantaine de ressortissants français, mais «*dix fois plus de personnels maliens*», avance un diplomate. Quant à l'intégralité des entités bénéficiant de fonds français, qu'elles soient étrangères ou maliennes, les estimations font état d'au moins 80 organisations, employant plusieurs milliers de personnes.

Gelés en février en pleine escalade des tensions diplomatiques entre Paris et Bamako, les fonds de l'Agence française de développement (AFD) se montaient alors à 25 millions d'euros, dont 10 millions pour «*l'aide humanitaire directe*», préservés jusqu'à l'annonce malienne. Un montant relativement faible rapporté au total de 300 millions d'euros d'aide humanitaire que devait recevoir le Mali en 2022, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies. Dans une lettre adressée à Emmanuel Macron mi-novembre, suite à l'annonce de la suspension de l'aide au développement, la **Coordination Sud**, un collectif regroupant des dizaines d'ONG françaises au Mali, rappelait que 7,5 millions de Maliens ont besoin d'assistance, «*soit plus de 35 % de la population*»

Au Mali, la junte interdit les activités des ONG françaises

Sur fond de tensions diplomatiques, Bamako entend répliquer à la suspension de l'aide publique au développement (APD) décidée par Paris fin octobre



Dans le camp de déplacés de Faladié, à Bamako, le 9 novembre 2022. OUSMANE MAKAVELI / AFP

Pour ne rien manquer de l'actualité africaine, [inscrivez-vous à la newsletter](#) du « Monde Afrique » depuis ce lien. Chaque samedi à 6 heures, retrouvez une semaine d'actualité et de débats traitée par la rédaction du « Monde Afrique » .

Les ONG françaises s'attendaient à une riposte de la junte mais elles étaient loin de s'imaginer que le coup porté serait aussi fort. Au point de leur être fatal ? Le 21 novembre, le gouvernement malien a annoncé « *interdire, avec effet immédiat toutes les activités menées par les ONG opérant au Mali sur financement ou avec l'appui matériel ou technique de la France, y compris dans le domaine humanitaire* ».

Pour Bamako, cette mesure est une réplique à la suspension de l'aide publique au développement (APD) en direction du Mali décidée par Paris fin octobre. La décision française énième épisode d'un processus de rupture diplomatique avec son allié d'hier enclenché par l'arrivée au pouvoir de la junte à la suite du double coup d'Etat d'août 2020 et de mai 2021 n'avait pas fait l'objet de communication publique de Paris.

Elle avait en revanche été confirmée par le collectif d'ONG françaises [Coordination Sud](#), dans une lettre envoyée à Emmanuel Macron le 15 novembre et qui avait par la suite fuité sur les réseaux sociaux. Les signataires, 35 organisations françaises actives au Mali, réclamaient au président français de « *revoir [sa] position* ». Selon eux, cette mesure de suspension de l'aide au développement estimée à environ 100 millions d'euros par an met en péril « *plus de 70 projets* » menés dans ce pays pauvre où « *7,5 millions de personnes ont besoin d'assistance* », sur une population de quelque 20 millions de personnes.



Un « casse-tête »

Paris avait commencé à fermer les robinets de l'aide en février. Alors que près d'un millier de mercenaires du groupe de sécurité privée russe Wagner venait de débarquer sur le territoire malien, Emmanuel Macron avait décidé de suspendre tous les financements français qui transitaient par l'Etat malien.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [Mali : Paris suspend sa coopération militaire avec Bamako afin de faire pression sur la junte](#)

« Nous ne voulons pas que notre aide au développement soit détournée, financièrement, pour financer Wagner, mais aussi politiquement, pour que la junte se prévale de projets de développement financés par les contribuables français, afin de se crédibiliser auprès de la population malienne », précise le ministère des affaires étrangères.

L'aide purement humanitaire de la France au Mali, environ 10 millions d'euros par an, n'était pas concernée par cette suspension. Mais, dans sa riposte du 21 novembre, la junte malienne a décidé de l'interdire, elle aussi. *« Nous prenons note et regrettons la décision des autorités de transition maliennes »*, a indiqué le Quai d'Orsay dans un communiqué, au lendemain de l'annonce de la décision de la junte.

Depuis, le ministère a pris contact avec les autorités maliennes afin de mieux cerner les contours de l'application de cette interdiction, qui demeurent flous. *« On est dans le brouillard total »*, déclare un salarié d'une ONG française installé à Bamako. *No s ONG entières sont-elles invitées à plier bagage ou cette interdiction concerne-t-elle seulement les projets financés par la France ? Beaucoup d'entre nous reçoivent de l'argent de plusieurs pays. C'est un casse-tête »*, raconte-t-il, sous couvert d'anonymat.

Faire profil bas

Une autre inconnue demeure : les ONG maliennes et étrangères recevant des financements de Paris vont-elles aussi devoir suspendre leurs activités ?

En attendant que des précisions soient apportées par la junte, la plupart des ONG françaises implantées au Mali ont été invitées par Paris à suspendre leurs activités. Depuis, elles font profil bas. Toutes espèrent que le plaidoyer qu'elles entendent présenter prochainement devant les autorités maliennes aboutira à un rétablissement de leurs activités dans le pays.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Mali : la France suspend son aide au développement dans un contexte d'isolement croissant de Bamako](#)

Le Quai d'Orsay, lui, semble bien plus pessimiste quant à l'issue de cette crise. Selon nos informations, le ministère des affaires étrangères a fortement incité les ONG à rapatrier par eux-mêmes leurs travailleurs français, lors d'une réunion qui s'est tenue conjointement à Paris et à Bamako, le 22 novembre. Leur sécurité ne serait plus garantie. Le ministère n'a toutefois pas ordonné une évacuation du personnel humanitaire français présent au Mali estimé à une quarantaine de personnes

French NGOs in Mali concerned for civilians in wake of suspension



Issued on: 24/11/2022 - 18:23 Modified: 24/11/2022 - 18:24



These Malian refugees in a camp in Niger are waiting for aid being distributed by UNHCR and its partners. © UNHCR/H. Caux.

Text by: RFI · · · · · ⌚ 2 min

French-backed NGOs in Mali fear their future is in limbo after military-run authorities ordered the suspension of their activities earlier this week. The announcement marks a further twist in the downward spiral between the Sahel nation and its former colonial power.

On Monday, Mali declared that all NGOs financed or supported by France would be banned – a move that strikes at vital aid work in the country.

The junta has given no details as to which NGOs are concerned or the type of support which could lead to their banning. Mali's interim prime minister, Colonel Abdoulaye Maïga, blamed the ban on a move by France to suspend its development aid for Mali.

France had said this decision was triggered by Mali's use of mercenaries from Russia's Wagner group – personnel that the junta says are military trainers.

Relations started to go downhill after a coup in 2020 that led to Mali weaving closer ties with Russia, and France pulling its anti-jihadist forces out of the country in August.

ADVERTISEMENT

Regrettable decision

The French government on Monday urged French NGOs to "conform to the regrettable decision of the Malian transitional authorities".

"We are dismayed and angry to see French public aid exploited and NGOs entangled against their will in these games of diplomatic relations," said Olivier Bruyeron, head of **Coordination SUD**, a coalition of groups that includes around 40 French organisations in Mali.

Foreign organisations play a key part in helping Mali, one of the poorest and most deeply troubled nations in the world.

- **Mali bans French NGOs as diplomatic row deepens**

The landlocked state is on the back foot against a decade-old jihadist insurgency that has claimed thousands of lives and forced hundreds of thousands from their homes.

Organisations backed by France are in the forefront, especially in the provision of healthcare, clean water, electricity and education.

They include the French Red Cross, **Première Urgence Internationale (PUI)**, **Humanity and Inclusion (HI)** and **Solidarites International**.

France's best-known NGO, **Médecins Sans Frontières (Doctors Without Borders)** is present in Mali, but its French branch does not operate on government funds and thus appears not to be affected by the junta's announcement.

"Since 2013, Mali and its people have benefited from more than €100 million annually in public aid for development and French humanitarian aid," the French government said.

Anti-NGO policies on the rise

Yvan Guichaoua, a researcher at the Brussels School of International Studies run by Britain's University of Kent, said the latest announcement marked "the consolidation of an anti-NGO policy that began some months ago".

Several NGOs have been accused on social media in recent months of having "treated terrorists" – something that for most aid groups, is incorporated in their charter of neutrality.

As tensions between Mali and France worsened, anti-French invective intensified and the junta pounded out a nationalist message that the country did not need western support.

- **French ambassador to Mali given ultimatum to leave as diplomatic spat escalates**

Julien Antouly, a specialist at Paris-Nanterre University, said he had seen a trend in recent months towards tighter controls over NGOs in Mali.

In April, three German aid workers were arrested before being swiftly released.

"What's new here is that the government is not only focusing on (the NGOs) activities but also on their sources of funding," he said.

Out of a population of some 20 million, more than a third (7.5 million) survive through emergency aid, according to **UN figures**.

According to **World Bank data**, official development aid – support that comes from governments – accounted for 9.4 percent of Mali's gross national income in 2020, the year of the coup.

(with wires)



SOUSCRIPTION DU 21 NOVEMBRE 2022 AU 2 DÉCEMBRE 2022
MONTANT GLOBAL 120 MILLIARDS DE FCFA
FRANCHE A 7%
FRANCHE B 3%
FRANCHE C 3%
FRANCHE D 3%
FRANCHE E 3%
FRANCHE F 3%
FRANCHE G 3%
FRANCHE H 3%
FRANCHE I 3%
FRANCHE J 3%
FRANCHE K 3%
FRANCHE L 3%
FRANCHE M 3%
FRANCHE N 3%
FRANCHE O 3%
FRANCHE P 3%
FRANCHE Q 3%
FRANCHE R 3%
FRANCHE S 3%
FRANCHE T 3%
FRANCHE U 3%
FRANCHE V 3%
FRANCHE W 3%
FRANCHE X 3%
FRANCHE Y 3%
FRANCHE Z 3%

Logo for 'AFRICAN BANKER AWARDS 2018' and other financial indicators.

Accueil / Edito

Edito

Edito : L'APD, l'arme ultime pour la France !

Par Le Pélican - 24 Nov 2022

Like 5

Partager Facebook Twitter Pinterest Email



Gaoussou Madani Traoré, directeur "Le Pélican"

Le vendredi 17 novembre, des médias français proches du Quai d'Orsay ont publié des nouvelles relatives à la suspension de l'Aide Publique au Développement (APD) de la France en direction du Mali. C'est notamment le cas du quotidien français Le Monde qui cite une source diplomatique hexagonale. Même si cette décision n'est pour le moment qu'officiuse, d'ores et déjà, elle suscite en France une grande incompréhension des Associations et ONG. Dont la Coordination des Elus-es-Français-es- d'origine malienne (CEFOM), Maison des associations de Montreuil. Celle-ci prévient les autorités françaises de l'urgence de revenir sur leur « décision injuste ».

La CEFOM estime que la suspension des financements de l'APD en direction du Mali, y compris la part qui transite par des organisations humanitaires, est une décision qui va énormément entraver le monde associatif en France et au Mali. Mais aussi et surtout, elle considère que « Cette décision

des autorités françaises est d'autant plus inacceptable qu'elle participe à la dégradation de la situation sur place et des relations entre nos deux pays ».

Cette inquiétude est d'autant plus justifiée que l'ONU estime à plus de sept millions, soit 35% des maliens qui ont actuellement besoin de l'aide humanitaire. Alors, pourquoi les autorités françaises veulent-elles suspendre l'APD en direction du Mali ? Une « aide » que Paris a toujours présentée comme « humanitaire » ? Mais que représente l'APD de la France en direction du Mali ? Dans l'hypothèse de sa suspension, quel impact aurait-elle sur l'économie malienne ?

Une chose est certaine, Paris est en train de faire de l'APD : une arme ultime en vue de la déstabilisation de Bamako. Selon la Banque mondiale, l'APD reçue par le Mali en 2020 s'élevait à environ 861 milliards FCFA. Le montant engagé d'APD de la France au Mali était de 233 millions d'euros (soit environ 153 milliards FCFA) y compris 95,6 millions d'euros. Alors que le budget d'Etat du Mali de 2023 prévoit des recettes de 2 199,903 milliards de FCFA et des dépenses s'établissant à 2 895,903 Milliards de FCFA. Il présente donc un déficit budgétaire global de 695,995 milliards FCFA. Ce déficit budgétaire est habituellement financé en partie par l'APD. Pour cette raison, certaines organisations de la société civile française estiment que la suspension de l'APD pourrait avoir de lourdes conséquences sur la population malienne.

Dans le même registre, notre confrère « Le Monde » révèle qu'un courrier est adressé au président français Emmanuel Macron par le collectif Coordination Sud. Lequel, regroupant des ONG françaises de solidarité internationale, indique que la suspension de l'Aide Publique au Développement (APD), allouée par Paris, « entrainera l'arrêt d'activités essentielles voire vitales menées [...] au profit de populations en situation de grande pauvreté ». Ainsi au total, près de 70 projets de développement en cours ou prévus dans notre pays, les prochaines années, pourraient être stoppés en cas d'application de la mesure. Cette projection n'est pas fautive.

Toutefois, de nombreux analystes économiques, parmi lesquels des africains, considèrent que l'APD est sans importance pour les économies réelles en Afrique. Dans leurs travaux de recherche, ils démontrent que les retombées de cette « aide » profitent plutôt aux multinationales occidentales opérant en Afrique qu'aux pays bénéficiaires. D'autant que la France se sert de son APD pour contraindre les Etats africains (notamment les anciennes colonies) à privilégier les entreprises hexagonales pour l'obtention de marchés publics juteux. Dont la valeur colossale dépasse de loin, le montant alloué à aider nos pays.

En d'autres termes, ces analystes estiment que l'APD n'est qu'un machin de la coopération française qui permet d'asservir les Etats africains pour mieux exploiter leurs richesses. On pourrait donc caricaturer le scénario comme tel : la France donne aux pays africains des miettes par la main gauche et les récupère par la main droite mais en pactole.

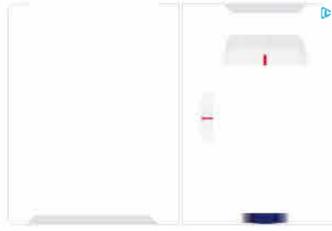
Au regard de cette triste réalité, Bamako a décidé de résister pour refuser le chantage de Paris, en acceptant de se passer de son APD. Comme la réponse du berger à la bergère, les autorités maliennes ont décidé, avant-hier, d'interdire, avec effet immédiat, toutes les activités menées par les ONG opérant au Mali sur financement ou avec l'appui matériel ou technique de la France, y compris dans le domaine humanitaire. Mais faudrait-il que les populations maliennes comprennent tous les enjeux de ce bras de fer entre Paris et Bamako, en redoublant de résilience. Car, pour pouvoir asseoir la souveraineté de leur pays, les maliens doivent forcément consentir d'énormes efforts.

C'est hélas le prix à payer !

Gaoussou Madani Traoré

Commentaires via Facebook :

0 commentaires Trier par Les plus anciens



CANAL+ LE DECODEUR HD 5000 10000 ACCESS (5000)



ZeitLounge

ARCHIVES - ARTICLES PAR DATE

Calendar for novembre 2022 with days of the week and dates.

< Oct



ZeitLounge

INFO EN CONTINU

La Revue de Presse de la RADIO JEKAFU du 30 NOVEMBRE 2022

« La France prend l'Afrique en otage » concernant les livraisons de blé

La Revue de Presse de la RADIO RENOUVEAU FM du 30 NOVEMBRE 2022

Campagne d'assainissement des structures de santé : Une bonne initiative patriotique à perpétuer pour...

Coupe du monde Qatar 2022 : Plus de 3 millions de billets vendus, une affluence de 94...



Certaines ONG sidérées après cette interdiction

Les ONG financées par la France au Mali sont plongées dans l'incertitude après l'interdiction de leurs activités annoncée par la junte. « *Nous avons un sentiment de sidération et de colère de voir l'aide publique française instrumentalisée et les ONG prises malgré elles dans ces jeux de relations diplomatiques* », a déclaré Olivier Bruyeron, président de **Coordination SUD, collectif d'ONG** françaises, dont une quarantaine ont des activités au Mali.

Les ONG sont « *encore en train de clarifier la portée exacte des décisions* » de Paris et Bamako, a-t-il dit, mais se retrouvent déjà « *dans une situation inacceptable* ».

La junte militaire malienne a annoncé lundi l'interdiction des activités de toutes les ONG financées ou soutenues par la France dans un pays frappé par la guerre au

Sahel, la propagation jihadiste et une crise alimentaire aiguë. Des centaines de milliers de personnes sont déplacées par le conflit.

Selon l'ONU, 7,5 millions de Maliens sur une population de quelque 20 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence, fournie souvent jusqu'ici par des ONG internationales, des médicaments à la nourriture. La junte malienne n'a fourni aucune précision quant aux ONG concernées ou aux types de financement visés.

Groupe paramilitaire russe Wagner

Dans la journée, Paris a demandé « *aux ONG françaises de se conformer à la décision regrettable des autorités de transition maliennes* », rappelant que « *le Mali et sa population ont bénéficié chaque année*

depuis 2013 de plus de 100 millions d'euros d'aide » française au développement.

De nombreuses ONG opérant au Mali sont basées en France et y reçoivent des financements, comme Première Urgence Internationale (PUI), Humanité & Inclusion (HI), la Croix-Rouge française ou Solidarités International.

Le Premier ministre par intérim, le colonel Abdoulaye Maïga, avait justifié lundi cette décision par la suspension récente par la France de son aide publique au développement à destination du Mali. Paris avait invoqué, pour expliquer sa décision, le recours par le Mali au groupe paramilitaire russe Wagner, ce que Bamako dément.

Cette mesure servira-t-elle, comme le craint une source humanitaire à Bamako, à s'en prendre à des ONG



en particulier ? Ou est-ce une simple réponse du berger à la bergère, dans la lignée des échanges houleux entre Paris et Bamako depuis un an ?

En deux temps

Le chercheur rattaché à l'Université de Kent à Bruxelles Yvan Guichaoua y voit « *la concrétisation d'une politique anti-ONG commencée il y a quelques mois* ». Bamako, craint-il, « *va devoir* » après ce communiqué « *se trouver des victimes expiatoires selon une logique davantage politique que budgétaire* ».

Plusieurs ONG ont été publiquement montrées du doigt ces derniers mois sur les réseaux sociaux après avoir « *soigné des terroristes* » au Mali – ce qui est partie intégrante du mandat de neutralité de la plupart d'entre elles.

La suspension française de son aide publique au développement (APD) s'est faite en deux temps : en février d'abord, une large partie avait été suspendue après les saillies verbales entre Paris et Bamako qui avaient suivi l'expulsion de l'ambassadeur de France au Mali fin janvier, explique une source diplomatique française.

Cette première décision avait concerné environ 60 % du total de l'APD française au Mali, environ 60 millions d'euros sur un total de 100, a-t-elle précisé.

En novembre, une étape supplémentaire a été franchie avec la suspension des autres programmes de coopération de l'APD, à l'exception de « *l'aide humanitaire* » et quelques soutiens « *à des organisations de la société civile maliennes* », selon le Quai d'Orsay.

23 novembre 2022
AFP

Des ONG françaises "sidérées" après l'interdiction de leurs activités au Mali

Partager

Print



Le colonel Assimi Goïta, chef de l'État malien.

NDLR - La version initiale de cet article contenait une photo qui pouvait prêter à confusion. Nous l'avons remplacée.

Les ONG financées par la France au Mali sont plongées dans l'incertitude après l'interdiction de leurs activités annoncée par la junte et disent leur colère de voir les populations payer le prix des tensions entre Paris et Bamako.

"Nous avons un sentiment de sidération et de colère de voir l'aide publique française instrumentalisée et les ONG prises malgré elles dans ces jeux de relations diplomatiques", a déclaré à l'AFP Olivier Bruyeron, président de **Coordination SUD**, collectif d'ONG françaises, dont une quarantaine ont des activités au Mali.

Les ONG sont "encore en train de clarifier la portée exacte des décisions" de Paris et Bamako, a-t-il dit, mais se retrouvent déjà "dans une situation inacceptable". La junte militaire malienne a annoncé lundi l'interdiction des activités de toutes les ONG financées ou soutenues par la France dans un pays frappé par la guerre au Sahel, la propagation jihadiste et une crise alimentaire aigüe. Des centaines de milliers de personnes sont déplacées par le conflit.



LIRE AUSSI:
La France suspend ses aides au Mali, regrets au sein de la société civile

A lire aussi

- Un prêtre allemand kidnappé au Mali
- Trois Casques bleus blessés par l'explosion d'une mine au Mali
- Face aux jihadistes, le Niger "a la télécommande, pas la France" selon Bazoum
- Début le 30 novembre du procès de l'attentat jihadiste de Grand-Bassam
- Un prêtre allemand porté disparu à Bamako
- Déplacés par le conflit, près de 150.000 enfants maliens n'ont pas d'acte de naissance

Populations vulnérables

Selon l'ONU, 7,5 millions de Maliens sur une population de quelque 20 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence, fournie souvent jusqu'ici par des ONG internationales, des médicaments à la nourriture.

La junte malienne n'a fourni aucune précision quant aux ONG concernées ou aux types de financement visés. Dans la journée, Paris a demandé "aux ONG françaises de se conformer à la décision regrettable des autorités de transition maliennes", rappelant que "le Mali et sa population ont bénéficié chaque année depuis 2013 de plus de 100 millions d'euros d'aide" française au développement.

De nombreuses ONG opérant au Mali sont basées en France et y reçoivent des financements, comme Première Urgence Internationale (PUI), Humanité & Inclusion (HI), la Croix-Rouge française ou Solidarités International.

Le Premier ministre par intérim, le colonel Abdoulaye Maïga, avait justifié lundi cette décision par la suspension récente par la France de son aide publique au développement à destination du Mali. Paris avait invoqué, pour expliquer sa décision, le recours par le Mali au groupe paramilitaire russe Wagner, ce que Bamako dément.

Cette mesure servira-t-elle, comme le craint une source humanitaire à Bamako, à s'en prendre à des ONG en particulier? Ou est-ce une simple réponse du berger à la bergère, dans la lignée des échanges houleux entre Paris et Bamako depuis un an?



LIRE AUSSI:
Sahel: Macron va annoncer la fin officielle de l'opération Barkhane

"Politique anti-ONG"

Le chercheur rattaché à l'Université de Kent à Bruxelles Yvan Guichaoua y voit "la concrétisation d'une politique anti-ONG commencée il y a quelques mois". Bamako, craint-il, "va devoir" après ce communiqué "se trouver des victimes expiatoires selon une logique davantage politique que budgétaire".

Plusieurs ONG ont été publiquement montrées du doigt ces derniers mois sur les réseaux sociaux après avoir "soigné des terroristes" au Mali - ce qui est partie intégrante du mandat de neutralité de la plupart d'entre elles.

Il y a une "tendance" qui s'est dessinée récemment, "visant à mieux contrôler l'action des ONG", dit Julien Antouly, chercheur à l'Université Paris-Nanterre, spécialiste des restrictions frappant les humanitaires. Il rappelle l'interpellation en avril de trois humanitaires allemands dans le pays, vite relâchés.

"Depuis le mois de juillet, des rumeurs couraient sur l'adoption de nouvelles mesures, une partie du gouvernement étant favorable à un durcissement des contrôles visant les ONG internationales. Ce qui est nouveau ici est que le gouvernement ne s'intéresse pas seulement à leurs activités mais aussi à leurs sources de financement", dit M. Antouly.

La suspension française de son aide publique au développement (APD) s'est faite en deux temps: en février d'abord, une large partie avait été suspendue après les saillies verbales entre Paris et Bamako qui avaient suivi l'expulsion de l'ambassadeur de France au Mali fin janvier, explique une source diplomatique française.

Cette première décision avait concerné environ 60% du total de l'APD française au Mali, environ 60 millions d'euros sur un total de 100, a-t-elle précisé. En novembre, une étape supplémentaire a été franchie avec la suspension des autres programmes de coopération de l'APD, à l'exception de "l'aide humanitaire" et quelques soutiens "à des organisations de la société civile maliennes", selon le Quai d'Orsay.

À PROPOS

- Qui sommes-nous?
- Terms & policy
- Flux RSS

SUIVEZ-NOUS



Le Mali de plus en plus isolé



Tandis que l'Allemagne annonce à son tour son retrait de la Minusma, le Mali se coupe un peu plus de la France en interdisant les activités des ONG financées ou soutenues par Paris. Y compris celles oeuvrant dans l'humanitaire.

À chaque jour sa petite phrase ou sa décision qui isole un peu plus le Mali sur la scène internationale. Dernier avatar en date, la décision, confirmée ce 23 novembre, de l'Allemagne de se retirer de la Mission des Nations unies au Mali, la Minusma. La semaine passée, c'étaient au tour de la Grande-Bretagne et de la Côte d'Ivoire d'annoncer leur désengagement. Seule différence, Berlin promet de conserver ses effectifs jusqu'en mai 2024, tandis que soldats britanniques et ivoiriens partiront d'ici l'été 2023.

L'Allemagne déploie environ 1 100 militaires au Mali ; elle est le premier contributeur européen à la Minusma. Laquelle compterait actuellement 14 000 soldats et policiers issus d'une soixantaine de pays. La présence de militaires en soutien à la paix au Sahel est fortement débattue, en Allemagne.

Selon les ONG, 7,5 millions de Maliens ont besoin d'assistance, soit plus de 35% de la population, dans un pays qui figure dans les pays les plus en retard, selon l'indice de développement humain.

De son côté, la France a dit « *regretter* » terme on ne peut plus diplomatique, la décision du Mali d'interdire toute activité aux ONG financées ou soutenues par la France, y compris celles opérant dans le domaine humanitaire. Selon le colonel Abdoulaye Maïga, Premier ministre par intérim du Mali (*photo*), cette décision annoncée le 21 novembre fait suite à la suspension de l'Aide publique au développement par la France, décidée quelques jours plus tôt.



Le gouvernement français avait alors pourtant précisé qu'elle maintenait son aide humanitaire et son soutien à quelques organisations de la société civile malienne. « La France salue le travail essentiel réalisé par les ONG françaises, maliennes et internationales au Mali ces dernières années. Nous demandons aux ONG françaises de se conformer à la décision regrettable des autorités de transition maliennes », déclare aujourd'hui le ministère français des Affaires étrangères. Le Quai d'Orsay tient à rappeler : « Le Mali et sa population ont bénéficié chaque année depuis 2013 de plus de 100 millions d'euros d'aide publique au développement et d'aide humanitaire française, qui ont notamment contribué à l'accès à la santé, à l'eau potable, à l'électricité et à l'éducation pour les populations maliennes. ».

Des partenaires de longue date

Dans un communiqué diffusé sur les réseaux sociaux, le colonel Maïga fustige « des allégations fantaisistes » ainsi qu'« un subterfuge destiné à tromper et à manipuler l'opinion publique nationale et internationale aux fins de déstabilisation et d'isolement du Mali ».

Les ONG humanitaires se trouvent ainsi prises entre plusieurs feux, et leurs représentants ne cachent pas leur amertume. Oxfam International, CCFD Terre-Solidaire, Handicap International, Médecins du monde, PUI (Première urgence internationale), HI (Humanité et inclusion), la Croix-Rouge française, Solidarités International voient leur activité menacée au Mali.

Pressentant la décision malienne, certaines avaient écrit au président français, Emmanuel Macron, pour le prévenir que la fin des financements risquait d'entraîner l'« arrêt d'activités essentielles, voire vitales, au profit de populations en situation de grande fragilité ou de pauvreté ».

Selon leurs premières estimations, plus de 70 projets, portés par plus de 35 organisations françaises, étaient concernés par ce possible arrêt brutal. Les ONG sont souvent « actives de longue date avec des organisations partenaires dans le pays, essentiellement soutenues par l'Agence française de développement ». Les organisations de la société civile malienne appuyées par la France « seront dans l'obligation de licencier de nombreux personnels salariés qui se trouvent de facto associés à cette décision politique », avaient écrit les ONG françaises, réunies au sein du collectif **Coordination SUD**, avant même la décision malienne.

Selon les ONG, 7,5 millions de Maliens ont besoin d'assistance, soit plus de 35% de la population, dans un pays qui figure dans les pays les plus en retard, selon l'indice de développement humain.

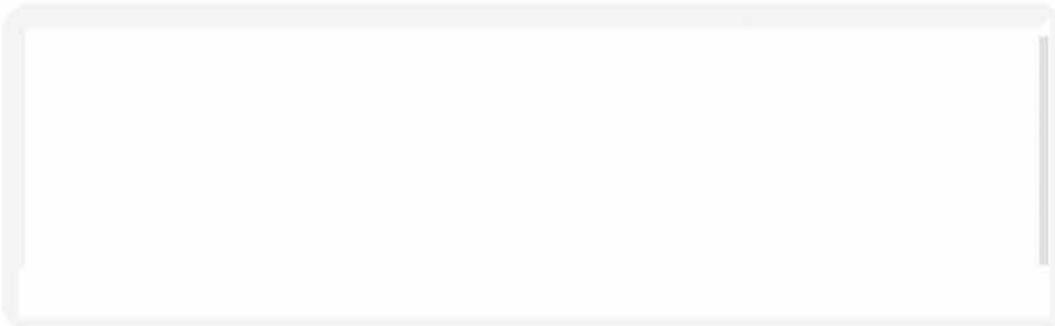
« Nous avons un sentiment de sidération et de colère de voir l'Aide publique française instrumentalisée et les ONG prises malgré elles dans ces jeux de relations diplomatiques », réagit Olivier Bruyeron, président de **Coordination SUD**, cité par l'agence Koaci.

@NA



Mali : Prises dans un jeu diplomatique, des ONG françaises crient leur colère contre Paris et Bamako

3480 Vues 7 Commentaires(s) Il y a 1 semaine

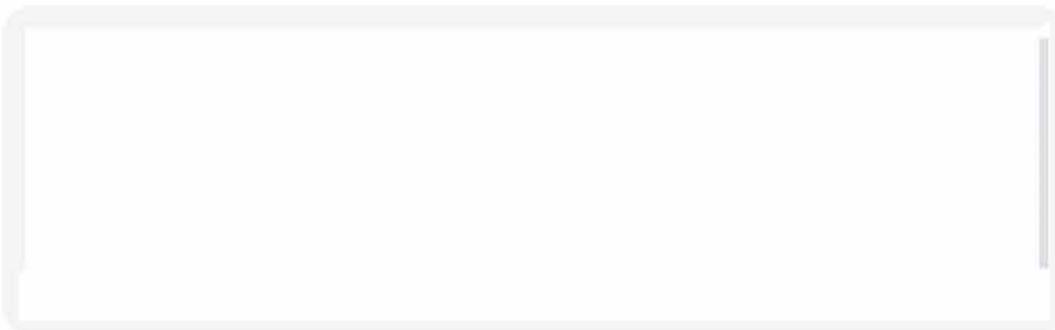


© Koaci.com - mercredi 23 novembre 2022 - 10:57

Manifestation anti-française (ph)

Des ONG françaises opérant au Mali ont crié leur colère contre Paris et Bamako suite à leurs décisions simultanées.

Tous les ponts diplomatiques ou économiques qui relient Paris à Bamako sont coupés. Des ONG soutenues par la France au Mali, se sentant prises dans un jeu diplomatique, ont dénoncé l'interdiction de leurs activités et la suspension de l'aide au développement.



"Nous avons un sentiment de sidération et de colère de voir l'aide publique française instrumentalisée et les ONG prises malgré elles dans ces jeux de relations diplomatiques", a indiqué Olivier Bruyeron, président de Coordination SUD, collectif d'ONG françaises, dont une quarantaine ont des activités au Mali.

Les ONG françaises opérant au Mali, bénéficiaires de l'aide publique au développement sont Première Urgence Internationale (PUI), Humanité & Inclusion (HI), la Croix-Rouge française ou Solidarités International.

Lundi soir, le gouvernement de transition du Mali, sous influence de la Fédération de Russie, a annoncé avoir décidé d'interdire, avec effet immédiat, les activités menées par des organisations non gouvernementales (ONG) opérant dans le territoire malien avec un financement ou un soutien matériel et technique de la France, sans donner de précisions sur les ONG concernées ou aux types de financement visés.

Paris a pour sa part demandé aux ONG françaises de se conformer à la décision regrettable des autorités de transition maliennes, rappelant que "le Mali et sa population ont bénéficié chaque année depuis 2013 de plus de 100 millions d'euros d'aide" française au développement.

Même si les ONG sont également des relais d'influence et des canaux pour les services, selon l'ONU, 7,5 millions de Maliens sur une population de quelque 20 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence, fournie souvent jusqu'ici par des ONG internationales, des médicaments à la nourriture.

ONG Paris Bamako Aide

Par Koaci



Infos à la une

SPORT
Côte d'Ivoire : Assemblée Générale des membres actifs, la FIF se dote d'un...

SOCIÉTÉ
Côte d'Ivoire : Bouaké, des agents municipaux permanents crient à l'injusti...

SOCIÉTÉ
Côte d'Ivoire : Les Douze grands travaux réalisés et en cours de réalisatio...

RESTEZ CONNECTÉ
En téléchargeant l'application KOACI.

DISPONIBLE SUR

SONDAGE

Côte d'Ivoire : Le pouvoir se plante-t-il en misant sur Blé Goudé ?

Oui
 Non
 Sans avis

VOTEZ + Voir les résultats

DERNIER SONDAGE
Côte d'Ivoire : Charles Blé Goudé qui rentre, un sujet qui vous intéresse ?

1660 Oui	41%
2216 Non	55%
136 Sans avis	



Famille du média : **Agences de presse**
 Périodicité : **En continu**
 Audience : **N.C.**
 Sujet du média :
Actualités-Infos Générales



Edition : **22 novembre 2022**
P.7-8
 Journalistes : -
 Nombre de mots : **691**

22/11/2022 18:07:48 GMT

Mali: les ONG françaises dans l'incertitude et "sidérées" après l'interdiction de leurs activités

Les ONG financées par la France au Mali sont plongées dans l'incertitude après l'interdiction de leurs activités annoncée par la junte et disent leur colère de voir les populations payer le prix des tensions entre les deux capitales.

"Nous avons un sentiment de sidération et de colère de voir l'aide publique française instrumentalisée et les ONG prises malgré elles dans ces jeux de relations diplomatiques", a déclaré à l'AFP Olivier Bruyeron, président de **Coordination SUD, collectif d'ONG** françaises, dont une quarantaine ont des activités au Mali.

Les ONG sont "encore en train de clarifier la portée exacte des décisions" de Paris et Bamako, a-t-il dit, mais se retrouvent déjà "dans une situation inacceptable".

La junte militaire malienne a annoncé lundi l'interdiction des activités de toutes les ONG financées ou soutenues par la France dans un pays frappé par la guerre au Sahel, la propagation jihadiste et une crise alimentaire aigüe. Des centaines de milliers de personnes sont déplacées par le conflit.

- Populations vulnérables -

Selon l'ONU, 7,5 millions de Maliens sur une population de quelque 20 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence, fournie souvent jusqu'ici par des ONG internationales, des médicaments à la nourriture.

La junte malienne n'a fourni aucune précision quant aux ONG concernées ou aux types de financement visés.

Dans la journée, Paris a demandé "aux ONG françaises de se conformer à la décision regrettable des autorités de transition maliennes", rappelant que "le Mali et sa population ont bénéficié chaque année depuis 2013 de plus de 100 millions d'euros d'aide" française au développement.

De nombreuses ONG opérant au Mali sont basées en France et y reçoivent des financements, comme Première Urgence Internationale (PUI), Humanité & Inclusion (HI), la Croix-Rouge française ou Solidarités International.

Le Premier ministre par intérim, le colonel Abdoulaye Maïga, avait justifié lundi cette décision par la suspension récente par la France de son aide publique au développement à destination du Mali. Paris avait invoqué, pour expliquer sa décision, le recours par le Mali au groupe paramilitaire russe Wagner, ce que Bamako dément.



Cette mesure servira-t-elle, comme le craint une source humanitaire à Bamako, à s'en prendre à des ONG en particulier? Ou est-ce une simple réponse du berger à la bergère, dans la lignée des échanges houleux entre Paris et Bamako depuis un an?

- "Politique anti-ONG" -

Le chercheur rattaché à l'Université de Kent à Bruxelles Yvan Guichaoua y voit "la concrétisation d'une politique anti-ONG commencée il y a quelques mois". Bamako, craint-il, "va devoir" après ce communiqué "se trouver des victimes expiatoires selon une logique davantage politique que budgétaire".

Plusieurs ONG ont été publiquement montrées du doigt ces derniers mois sur les réseaux sociaux après avoir "soigné des terroristes" au Mali - ce qui est partie intégrante du mandat de neutralité de la plupart d'entre elles.

Il y a une "tendance" qui s'est dessinée récemment, "visant à mieux contrôler l'action des ONG", dit Julien Antouly, chercheur à l'Université Paris-Nanterre, spécialiste des restrictions frappant les humanitaires. Il rappelle l'interpellation en avril de trois humanitaires allemands dans le pays, vite relâchés.

"Depuis le mois de juillet, des rumeurs couraient sur l'adoption de nouvelles mesures, une partie du gouvernement étant favorable à un durcissement des contrôles visant les ONG internationales. Ce qui est nouveau ici est que le gouvernement ne s'intéresse pas seulement à leurs activités mais aussi à leurs sources de financement", dit M. Antouly.

La suspension française de son aide publique au développement (APD) s'est faite en deux temps: en février d'abord, une large partie avait été suspendue après les saillies verbales entre Paris et Bamako qui avaient suivi l'expulsion de l'ambassadeur de France au Mali fin janvier, explique une source diplomatique française.

Cette première décision avait concerné environ 60% du total de l'APD française au Mali, environ 60 millions d'euros sur un total de 100, a-t-elle précisé.

En novembre, une étape supplémentaire a été franchie avec la suspension des autres programmes de coopération de l'APD, à l'exception de "l'aide humanitaire" et quelques soutiens "à des organisations de la société civile maliennes", selon le Quai d'Orsay.

Home : Actualité > Suspension de l'aide publique à destination du Mali : Une coordination d'ONG...

Actualité Politique

Suspension de l'aide publique à destination du Mali : Une coordination d'ONG françaises écrit à Macron

By Elvire Ahonon - 22 novembre 2022



Olivier Bruyeron président de Coordination Sud

Surfez et discutez en même temps en utilisant les messageries instantanées dans Opera. [TÉLÉCHARGER](#)

Annonces Google

[Bloquer l'annonce](#) [Pourquoi cette annonce ?](#)



Coordination sud, une plateforme française de coordination des ONG de solidarité internationale, fondée en 1994 et qui rassemble plus de 160 ONG en activité dans l'Humanitaire d'urgence, l'aide au développement, la protection de l'environnement, la défense des droits humains auprès des populations défavorisées, mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer, à travers son président, Olivier Bruyeron, a adressé une lettre au président de République Française, Emmanuel Macron, pour protester contre la décision du gouvernement français de suspendre son aide publique au développement destinée au Mali.

Après réception de la notification de l'Ambassadeur pour le Sahel, informant Coordination Sud de la décision gouvernementale de suspendre des financements de l'aide publique au développement de la France en direction du Mali, y compris les financements qui transitent par les organisations de **Coordination Sud**, le mardi 15 novembre 2022, **Coordination Sud** a réagi à travers une lettre adressée au président Emmanuel Macron pour dénoncer cette décision, tout en rappelant l'importance de cette fédération des Organisations Non Gouvernementales (ONG) Françaises de solidarité internationale.

Annonces Google

[Bloquer l'annonce](#) [Pourquoi cette annonce ?](#)

A lire aussi : [Mali : Après le Royaume-Uni et la Côte d'Ivoire, « possible que d'autres contingents se retirent » de la MINUSMA](#)

C'est après avoir mis un terme, en août dernier, à dix ans de présence militaire au Mali avec le départ de l'opération antiterroriste « Barkhane », qu'aujourd'hui aussi, la France décide de suspendre son aide publique au développement destinée au Mali. Cette lettre de **Coordination Sud** est un cri de cœur. Pour ce collectif des ONG françaises, « cette décision a des conséquences graves sur la population, les organisations de la société civile malienne, ainsi que sur les organisations composantes du Collectif ». C'est ainsi que, dans sa lettre, **Coordination Sud** partage des statistiques avec le destinataire :

Olivier Bruyeron adresse une lettre à Macron, pour protester contre la décision du gouvernement français de suspendre son aide publique destinée au Mali

« Alors que 7,5 millions de personnes ont besoin d'assistance, soit 35% de la population malienne, et que le Mali est en 184ème position sur l'Indice de Développement Humain, la suppression de ces financements entrainera l'arrêt d'activités essentielles, voire vitales, menées par les organisations de la société civile malienne et internationale au profit des populations en situation de grande fragilité ou de pauvreté. Ces populations se retrouveront ainsi encore plus vulnérables à la violence et à l'influence des parties en conflits ». Plus de 70 projets sont engagés à ce jour au Mali et sont potentiellement concernés **Coordination Sud** continue d'exprimer les raisons qui la poussent à contester ladite décision du gouvernement français :

« Selon nos premières estimations, plus de 70 projets sont engagés à ce jour et potentiellement concernés, portés par plus de 35 organisations françaises souvent actives de longue date avec des organisations partenaires dans le pays, essentiellement soutenues par l'Agence Française de Développement. Les Organisations de la société civile malienne que nous appuyons, de même que nos propres organisations, seront dans l'obligation de licencier de nombreux personnels salariés, qui se retrouveront de facto associés à cette décision politique ». Selon le Collectif des ONG françaises, cette décision aura beaucoup de conséquences car elle va, notamment, fragiliser, voire mettre en péril la continuité d'actions de nombreuses organisations de la société civile malienne et internationale, favoriser l'émergence de graves risques sécuritaires et remettra en cause l'acceptation de ces organisations.

Dans sa correspondance, Olivier Bruyeron, président de **Coordination sud**, rappelle que « le lien de confiance entre **Coordination Sud** et les organisations en charge d'exécution des différents projets cités dessus ne tient qu'au strict respect des principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance, respect qui est aujourd'hui remis en cause par la décision des autorités françaises. Il sera très difficile de reprendre des activités à moyen et long terme, quand bien même les financements seraient dégelés ». « ... la France verra sa légitimité très affaiblie pour défendre et promouvoir l'action humanitaire, le droit international humanitaire et l'aide au développement » Soucieux de la légitimité de la France en termes de promotion de l'action humanitaire, le Collectif a tenu à faire cette précision au président Macron :

« Dans un contexte où l'information est devenue une arme, une telle décision pourrait afficher nos organisations et leurs activités de solidarité internationale comme une extension de la politique étrangère française et de la diplomatie, entravant ainsi plus largement nos capacités d'intervention, y compris dans d'autres pays de la région. Le secteur français des organisations de solidarité internationale, pourtant reconnu sur le monde entier, perdra en crédibilité de manière globale ; et la France verra sa légitimité très affaiblie pour défendre et promouvoir l'action humanitaire, le droit international humanitaire et l'aide au développement ».

A la lumière de toutes ses remarques pertinentes, **Coordination Sud** trouve que ces financements de l'aide ne peuvent être conditionnés ou basés sur des considérations politiques, militaires ou sécuritaires. A la lecture de cette lettre de protestation de Coordination sud adressée au président e la République française, Emmanuel Macron, nous trouvons cette occasion très opportune pour rappeler les mots de Monsieur Hughes Vaudevire, conseiller politique de l'ambassadeur de France au Mali, lors de la cérémonie de lancement du projet Renaissance du Fonds d'aide malien, financé par l'Ambassade de France et dont nous faisons écho dans notre édition numéro 005 du 11 octobre 2022. Pour rappel, Hughes Vaudevire disait :

« On est dans un contexte que tout le monde connaît, notamment les difficultés politiques entre la France et le Mali. Mais je crois que ce qui se joue aujourd'hui est bien plus profond, c'est aussi l'occasion pour nous de nouer des liens et de faire vivre les liens qui existent entre la France. Cela, avant tout. Des liens de personnes entre des projets communs et des valeurs communes et je pense que du côté de la France, nous avons commis beaucoup d'erreurs, à la fois en communication et en choix politique. On s'est parfois fourvoyé à tout miser sur une personne, sur un gouvernement ».

Le **Collectif des ONG françaises** conclut sa lettre en demandant au Président Macron de bien vouloir revoir sa position de vue décision du président Macron, Emmanuel Macron, est surprénante au point de vue humanitaire, surtout qu'elle intervient dans un contexte d'isolement croissant du Mali. En effet, le mardi dernier, la Côte d'Ivoire, pays voisin, a annoncé le retrait de ses Casques bleus engagés au sein de la Mission onusienne au Mali, pour protester contre la détention de ses soldats depuis le 10 juillet à Bamako. Dans ce même contexte, la République tchèque a annoncé, début novembre de fermer son Ambassade à Bamako en raison de la dégradation de la situation, sans compter que plusieurs pays ont décidé de retirer leurs troupes de la Minusma (voir la page 10 de cette présente édition).

L'attitude d'Emmanuel Macron nécessite des questionnements et au-delà de lui, des interrogations profondes sur les raisons inavouées du gouvernement français en prenant pareille mesure, même si des médias français essaient d'édulcorer en rapportant ces propos de l'Exécutif français : « Face à l'attitude de la junte malienne, alliée aux mercenaires russes de Wagner, nous avons suspendu notre aide publique au développement avec le Mali » ont indiqué des médias français.

Bref, **le Collectif des ONG françaises** conclut sa lettre en demandant au Président Macron de bien vouloir revoir sa position et de ne pas suspendre les financements de l'aide publique au développement de la France en direction du Mali parce que la préoccupation de Coordination Sud est de continuer de soutenir la population et la société civile au Mali. Le signataire de la lettre, le président de **Coordination sud**, Olivier Bruyeron, exprime également sa disponibilité pour un entretien avec le président français afin de lui faire part de ses vives préoccupations.

Un faux problème Mali vs France et par conséquent un faux problème Maliens vs Français Noter que 35 organisations françaises actives au Mali ont co-signé cette correspondance avec le président Olivier Bruyeron pour marquer leur désaccord avec la décision prise par Emmanuel Macron de suspendre l'aide publique au développement en direction du Mali. C'est la preuve que la France n'est pas contre le Mali parce qu'il y a des Français qui ne réfléchissent et n'agissent pas avec Macron et sa bande d'affidés, englués dans les rapports de dominants à dominés de la désuète, disons même obsolète France-Afrique.

Cliquez ici pour vous abonner à Ivoir'Hebdo, meilleur journal d'investigation de Côte d'Ivoire et première meilleure vente

En retour, le Mali n'est pas contre la France, mais exige des dirigeants français actuels le respect de sa souveraineté pour traiter avec le Mali, pays indépendant, au lieu d'essayer de continuer de chercher à maintenir le Mali dans des liens de dépendance, voire de soumission. In fine, il y a un faux problème Mali vs France et par conséquent un faux problème Maliens vs Français. Ce qu'il y a, c'est le refus du Mali de se soumettre au diktat d'une politique française asservissante. Cette nuance, elle est de taille car, entre le peuple français et le peuple malien, il y a des liens qui se sont tissés et qui survivront aux dérives et égarements de quelques dirigeants du pays du Général de Gaulle



Elevate your career INSEAD Global Executive MBA

Join us >



Mali bans NGOs funded or supported by France



MALI

Malian newly appointed Prime Minister Abdoulaye Idrissa Maiga looks on during the ... - Copyright © africanews HABIYOU KOUYATE/AFP or licensors

-
-
-
-
-

By Rédaction Africanews with AFP Last updated: 22/11 - 17:09

The Malian junta announced Monday evening that it would ban the activities of all non-governmental organizations financed or supported by France, including those operating in the humanitarian field.

This decision is likely to affect many NGOs that France has continued to support despite the abrupt deterioration in relations between the two countries for more than a year.

The interim Prime Minister, Colonel Abdoulaye Maiga, justified the decision in a statement posted on social networks by the recent announcement by France that it had suspended its official development assistance to Mali.

The French Foreign Ministry had cited the use of the Russian paramilitary group Wagner by Malian authorities.

The junta, which came to power by force in August 2020, has consistently denied having used this company, whose actions have been criticized in several countries. It speaks of Russian army instructors deployed in the name of a former collaboration between the two countries.

The Quai d'Orsay had specified that France maintained its "humanitarian aid" and some support to Malian civil society organizations.

Colonel Maiga denounced in his statement "fanciful allegations" and a "subterfuge intended to deceive and manipulate national and international public opinion for the purpose of destabilization and isolation of Mali.

"As a result, the transitional government has decided to ban, with immediate effect, all activities carried out by NGOs operating in Mali with funding or with material or technical support from France, including in the humanitarian field," it said.

A multitude of NGOs are working in Mali in the fields of health, food or education. The poor, landlocked country has been facing the spread of jihadism and violence of all kinds since 2012, but also a serious political and humanitarian crisis. Hundreds of thousands of people are displaced by the conflict.

Since May 2021 and a second coup d'état that consolidated their grip, the colonels have turned away from France, which was pushed out and whose last soldier left the country in August after nine years of engagement against the jihadists alongside the Malian army. The colonels have turned militarily and diplomatically to Moscow.

A group of NGOs including CCFD Terre-Solidaire, Handicap International, Médecins du Monde, and Oxfam, had expressed concern about France's suspension of its aid.

Recipients of a large part of this funding, these NGOs were alarmed in a letter to President Emmanuel Macron that the withdrawal of such funding would lead to "the cessation of essential, even vital activities (...) for the benefit of populations in situations of great fragility or poverty".

They pointed out that 7.5 million Malians were in need of assistance, "or more than 35% of the population", and that Mali was ranked 184th on the Human Development Index.

Share

More About MILITARY JUNTA NGO AFRICANEWS FRANCE DEVELOPMENT AID BAN



RELATED ARTICLES

Ivory Coast: Authorities to pull peacekeepers out of Mali by August 2023

15/11 - 16:01

UK announces withdrawal from Mali

15/11 - 10:29

Burkina junta chief holds talks in Mali on first foreign trip

03/11 - 11:06

FROM THE SAME COUNTRY

German to withdraw troops from Mali by mid 2024

23/11 - 14:23

German priest abducted in Mali's capital in rare kidnapping

21/11 - 17:46

Mali: 150,000 displaced children have no legal identity (NGO)

21/11 - 14:43

[View more](#)

JUST IN

November 30, 2022

- 09:20 Chris Hani killer Janusz Walus stabbed in South African prison
- 08:59 Grand Bassam suspects to be arraigned in court on Wednesday
- 07:55 Senegal to face England in the round of 16

ADVERTISING



- 07:16 Senegalese through the streets of Dakar to celebrate win over Ecuador
- 19:15 Resurgent interest in art of calligraphy in Morocco
- 18:18 World cup: Senegal beat Ecuador 2-1 to qualify for knockout stage
- 16:57 Namibia to have first female president ?
- 16:44 All regions experienced water extremes in 2021: UN
- 16:20 Ukraine: Wagner group acknowledges the death of a Zambian recruited in prison
- 15:59 Ethiopia offers no date for end to blackout in Tigray region
- 15:59 Libya: Top official urges UN special envoy to prompt election talks
- 15:14 Kenya community football league targets deviant youth

ADVERTISING



[VIEW MORE](#)



Le Premier ministre par intérim, le colonel Abdoulaye Maïga aux Nations Unies à New York, le 24 septembre 2022. BRYAN R. SMITH / AFP

Rupture

Mali : la junte bannit les ONG (y compris humanitaires) financées par la France

Par Marianne, avec AFP

Publié le 22/11/2022 à 10:18



La junte malienne a annoncé ce lundi 21 novembre l'interdiction des activités de toutes les organisations non gouvernementales (ONG) financées ou soutenues par la France, y compris celles opérant dans le domaine humanitaire.

Les autorités maliennes prennent encore un peu plus leurs distances avec la France. La junte au pouvoir a annoncé lundi 21 novembre au soir l'interdiction des activités de toutes les organisations non gouvernementales (ONG) financées ou soutenues par la France, y compris celles opérant dans le domaine humanitaire. Cette décision est susceptible de concerner de nombreuses ONG auxquelles la France continuait à apporter son soutien en dépit de l'abrupte dégradation des relations entre les deux pays depuis plus d'un an.

Le Premier ministre par intérim, le colonel Abdoulaye Maïga, la justifie, dans un communiqué diffusé sur les réseaux sociaux, par l'annonce récente par la France qu'elle avait suspendu son aide publique au développement à destination du Mali. Le ministère français des Affaires étrangères avait invoqué [le recours au groupe paramilitaire russe Wagner des autorités maliennes](#). La junte arrivée au pouvoir par la force en août 2020 a constamment nié avoir fait appel à cette société aux agissements décriés dans plusieurs pays. Elle parle d'instructeurs de l'armée russe déployés au nom d'une ancienne collaboration entre les deux pays. Le Quai d'Orsay avait précisé que la France maintenait son « aide humanitaire » et quelques soutiens à des organisations de la société civile maliennes.

CRISE POLITIQUE ET HUMANITAIRE

Le colonel Abdoulaye Maïga dénonce dans son communiqué des « allégations fantaisistes » et un « subterfuge destiné à tromper et manipuler l'opinion publique nationale et internationale aux fins de déstabilisation et d'isolement du Mali ». « En conséquence, le gouvernement de la transition décide d'interdire, avec effet immédiat, toutes les activités menées par les ONG opérant au Mali sur financement ou avec l'appui matériel ou technique de la France, y compris dans le domaine humanitaire », dit-il.

À LIRE AUSSI : Le Mali "exige" de Macron d'en finir avec "sa posture néocoloniale"

Une multitude d'ONG œuvrent au Mali dans les domaines de la santé, de l'alimentation ou de l'éducation. Le pays, pauvre et enclavé, fait face depuis 2012 à la propagation djihadiste et aux violences de toutes sortes, mais aussi à une crise politique et humanitaire grave. Des centaines de milliers de personnes sont déplacées par le conflit.

POUVOIR TOURNÉ VERS MOSCOU

Depuis mai 2021 et un second coup d'État confortant leur emprise, les colonels se sont détournés de la France, poussée vers la sortie et dont le dernier soldat a quitté le pays en août après neuf ans d'engagement contre les djihadistes au côté de l'armée malienne. Les colonels se sont tournés militairement et diplomatiquement vers Moscou. [Un collectif d'ONG](#) dont CCFD Terre-Solidaire, Handicap International, Médecins du Monde et Oxfam, avait exprimé son inquiétude devant la suspension par la France de son aide.

À LIRE AUSSI : L'intox de Gossi, révélatrice de la rupture consommée entre le Mali et la France

Venez débattre !

Marianne respecte vos droits relatifs à vos données personnelles.

Vous n'avez pas autorisé l'utilisation de vos données personnelles à la solution de débat Logora, par conséquent nous ne pouvons pas afficher le bloc de discussion.

Si vous souhaitez modifier votre choix pour accéder aux débats, [cliquez sur ce lien](#)

Destinataires d'une importante partie de ces financements, ces ONG s'alarmaient dans une lettre au président Emmanuel Macron du fait que la suppression de tels financements n'entraîne « l'arrêt d'activités essentielles, voire vitales (...) au profit de populations en situation de grande fragilité ou de pauvreté ». Elles rappelaient que 7,5 millions de Maliens avaient besoin d'assistance, « soit plus de 35 % de la population », et que le Mali figurait en 184^e position au classement de l'indice de développement humain.

Publicité

Accueil > Monde

Le Mali interdit les ONG financées par la France

Analyse Les autorités maliennes ont suspendu les activités de toutes les ONG qui bénéficient d'un soutien français. Une décision grave qui pénalise l'une des populations les plus pauvres au monde. La semaine dernière, Paris avait suspendu ses aides publiques au développement consacrées à ce pays.

Laurent Larcher, le 22/11/2022 à 18:05

🔒 réservé aux abonnés

🕒 Lecture en 2 min

Dans ce dossier

Mali

Mali : un prêtre missionnaire allemand porté disparu

Mali : la France suspend son aide au développement

Mali : les Britanniques annoncent à leur tour le retrait de leurs troupes

Au Mali, la liberté de la presse en grand danger

Fin de Barkhane, mais pas de la guerre pour la France dans le Sahel

À Dakar, la France adopte un profil bas, le Sénégal affirme son leadership en Afrique

Mali : près de 20 morts en une semaine, l'ONU décrit une situation sécuritaire « très difficile »

Au Mali, les religieux appelés à œuvrer à la réconciliation nationale

Au Mali, des soldats ivoiriens pris au piège

Voir plus d'articles

« *Quand les éléphants se battent, l'herbe souffre* », dit un dicton populaire sur le continent. Bien des Maliens doivent songer à ce proverbe en observant la lutte frontale à laquelle se livrent Paris et Bamako depuis un peu plus d'un an. Après la rupture diplomatique, la rupture militaire, les deux éléphants s'affrontent désormais sur le terrain humanitaire, avec une passion et une détermination qui semblent les pousser à aller toujours plus loin dans cette querelle inédite.

À lire aussi En Afrique, les crises humanitaires éclipsées par la guerre en Ukraine

Cette fois, les colonels au pouvoir depuis le coup d'État du mois de juillet 2021 et du mois d'avril 2022 ont décidé d'interdire, « *avec effet immédiat, toutes les activités menées par les ONG opérant au Mali sur financement ou avec l'appui matériel ou technique de la France, y compris dans le domaine humanitaire* ».

35 % de la population a besoin d'une assistance humanitaire

Cette décision a été annoncée par le premier ministre par intérim, le colonel Abdoulaye Maïga, lundi 21 novembre. L'officier n'a pas précisé le nombre et le nom des organisations interdites mais elles risquent d'être nombreuses. Le tissu des ONG et des associations au Mali est d'une grande richesse et d'une importance cruciale, celles-ci palliant les défaillances de l'État sur tout le territoire. Que vont devenir toutes les ONG médicales, éducatives, agricoles, celles engagées dans les infrastructures, les adductions d'eau, dans l'aide alimentaire d'urgence qui bénéficient, de près ou de loin, d'un soutien français ?

À lire aussi Mali : la France suspend son aide au développement

La décision des autorités maliennes est d'autant moins compréhensible que la population est l'une des plus pauvres au monde, qu'elle est confrontée à une situation humanitaire qui ne cesse de s'aggraver en raison de l'insécurité générale, des effets du changement climatique sur les activités pastorales et agricoles. Selon l'ONU, 7,5 millions de personnes (35 % de la population) ont besoin d'une assistance humanitaire cette année, et 4,8 millions sont en situation d'insécurité alimentaire. Sur le seul plan de l'éducation, 1 664 écoles sont fermées, soit 16 % des écoles du Mali.

L'AFD a aussi suspendu ses aides

La junte a pris cette décision, explique-t-elle, en réponse à la suspension des actions de l'Agence française de développement (AFD) au Mali, rendue publique par le Quai d'Orsay, vendredi 18 novembre. Cette décision avait déjà soulevé l'indignation d'un **collectif d'ONG**, dont le CCFD-Terre solidaire, Handicap International, Médecins du monde et Oxfam. « *La suppression de ces financements entrainera l'arrêt d'activités essentielles, voire vitales (...) au profit de populations en situation de grande fragilité ou de pauvreté* », regrettent-elles.

À lire aussi Guerre de l'information : la Russie à l'offensive contre la France en Afrique

Paris s'était justifié en expliquant ne plus pouvoir poursuivre ses aides publiques au développement en raison du recours au groupe paramilitaire russe Wagner par les autorités de Bamako. Cette société de mercenaires est accusée des pires exactions au Mali. L'Élysée la considère comme le fer de lance des opérations de déstabilisation que conduit Moscou contre la France en Afrique. Une accusation que Bamako a toujours démentie.

À découvrir Mali : la France suspend son aide au développement

POLITIQUE

Le Mali bannit les activités des ONG financées par la France

Après que Paris a choisi de suspendre son aide publique au développement à destination de Bamako, la junte a décidé de riposter.

22 novembre 2022 à 12:07 | Par *Jeune Afrique*

Mis à jour le 22 novembre 2022 à 12:07

La junte malienne a annoncé dans la soirée du 21 novembre l'interdiction des activités de toutes les organisations non gouvernementales financées ou soutenues par la France, y compris celles opérant dans le domaine humanitaire. Cette décision est susceptible de concerner de nombreuses ONG auxquelles Paris [continuait à apporter son soutien](#) en dépit de l'abrupte dégradation des relations entre les deux pays depuis plus d'un an.

Le Premier ministre par intérim, le colonel Abdoulaye Maïga, la justifie, dans un communiqué diffusé sur les réseaux sociaux, par l'annonce récente par la France de suspendre son aide publique au développement à destination du Mali.

« Allégations fantaisistes »

Le ministère français des Affaires étrangères avait invoqué le recours [au groupe paramilitaire russe Wagner](#) des autorités maliennes. Le Quai d'Orsay avait précisé que la France maintenait son « aide humanitaire » et quelques soutiens à des organisations de la société civile maliennes.

À LIRE [Mali : Paris suspend son aide au développement et acte un peu plus le divorce](#)

Le colonel Maïga dénonce dans son communiqué des « allégations fantaisistes » et un « subterfuge destiné à tromper et manipuler l'opinion publique nationale et internationale aux fins de déstabilisation et d'isolement du Mali ». « En conséquence, le gouvernement de la transition décide d'interdire, avec effet immédiat, toutes les activités menées par les ONG opérant au Mali sur financement ou avec l'appui matériel ou technique de la France, y compris dans le domaine humanitaire », dit-il.

Inquiétude des ONG

Une multitude d'ONG œuvrent au Mali dans les domaines de la santé, de l'alimentation ou de l'éducation. [Un collectif d'ONG](#) dont CCFD Terre-Solidaire, Handicap International, Médecins du Monde et Oxfam, avait exprimé son inquiétude devant la suspension par la France de son aide.

À LIRE [Mali : l'ambassadeur de France déclaré persona non grata](#)

Destinataires d'une importante partie de ces financements, ces ONG s'alarment dans une lettre au président Emmanuel Macron du fait que la suppression de tels financements n'entraîne « l'arrêt d'activités essentielles, voire vitales [...] au profit de populations en situation de grande fragilité ou de pauvreté ». Elles rappelaient que 7,5 millions de Maliens avaient besoin d'assistance, « soit plus de 35 % de la population », et que le Mali figurait en 184^e position au classement de l'indice de développement humain.

(avec AFP)

À LIRE AUSSI



L'Afrique se raconte dans nos pages.



Découvrez le dernier numéro de Jeune Afrique.

S'ABONNER

Déjà abonné(e) ?

[Lire votre magazine](#)

JEUNEAFRIQUE TV

PLUS DE VIDÉOS

DOSSIER

[Série] Sahara occidental : la face cachée du Polisario

De Tindouf à Madrid, en passant par Alger ou Caracas, parcours d'un nationaliste sahraoui devenu opposant au Polisario, et qui voit dans le plan d'autonomie proposé par le royaume une bonne base de discussion.

- [\[Série\] Sahara occidental : la face cachée du Polisario](#)
- [Sahara occidental : « De Dakhla à Tindouf, comment je suis devenu séparatiste »](#)
- [Sahara occidental : « J'ai porté des mallettes de cash pour le Polisario »](#)
- [Sahara occidental : « Pourquoi j'ai rompu avec le Polisario »](#)

TOUS LES DOSSIERS

jeuneafrique
Emploi & Formation

LES RECRUTEURS À LA UNE

PLUS D'OFFRES D'EMPLOI

theafricareport

TOUJOURS L'ACTUALITÉ DE L'AFRIQUE ANGLOPHONE
ANALYSE, DÉBATS, EXPERTISES... POUR COMPRENDRE L'AFRIQUE DE DEMAIN ET D'AUJOURD'HUI

Ghana: 'I am not guilty, but I am sorry for the hardship' says Finance Minister Ofori-Atta

South Africa: Culture war over equity rocks elite school

Kenya: 'You are a puppet of the West', Raila tells President Ruto

DÉCOUVRIR THEAFRICAREPORT

NOUS SUIVRE

Retrouvez Jeune Afrique sur les réseaux !



Accueil > Société

Bamako interdit les activités des ONG financées par la France

Par Alioune Diop - Publié le 22 novembre 2022 à 12h59



Assimi Goita, président de la Transition malienne

La junte au pouvoir au Mali a annoncé l'interdiction des activités des ONG financées par la France. La décision, prise ce lundi 21 novembre, intervient après l'annonce par Paris de la suspension de l'aide au développement.

C'est un pas de plus dans l'escalade entre Paris et Bamako. Après l'expulsion de l'ambassadeur de France au Mali, la fin de l'opération militaire Barkhane, Bamako réagit à la récente décision prise par Paris. L'Elysée a, en effet, décidé de suspendre l'aide française au développement allouée à ce pays d'Afrique de l'Ouest. La révélation a été faite, il y a quelques que jours, par **Coordination Sud**, un collectif d'ONG françaises de solidarité internationale.

Pour justifier cette mesure de suspension, les autorités françaises avaient évoqué le recours des nouvelles autorités maliennes au groupe paramilitaire russe Wagner. Malgré l'alerte lancée par Coordination Sud, que la suspension de l'aide publique au développement entraînerait « l'arrêt d'activités essentielles voire vitales menées », au Mali, Paris campait sur sa position. Même si cette mesure, comme l'avait souligné l'ONG, pourrait avoir de lourdes conséquences sur la population malienne.

Suspension de toutes les ONG en lien avec la France

La réaction de Bamako n'a pas attendu. Ce lundi 21 novembre, en effet, les autorités maliennes ont, dans un communiqué, annoncé l'interdiction de toutes les activités d'ONG financées par la France. La junte militaire au pouvoir n'a pas manqué de préciser que cette décision prend immédiatement effet. Mieux, indique le communiqué, elle concerne non seulement les ONG françaises. Mais aussi toutes celles « opérant au Mali sur financement de la France ». Même les ONG opérant avec l'appui matériel ou technique de la France ont vu leurs activités interdites.

Lire : [Paris suspend l'aide au développement alloué à Bamako](#)

Notons que la tension est vive entre Paris et Bamako, depuis plus d'un an. Notamment avec la prise du pouvoir dans ce pays d'Afrique de l'Ouest par les militaires. Bamako ayant remis en cause les accords de défense avec Paris, après s'être rapproché de la Russie, à travers la société paramilitaire Wagner, proche du Kremlin. Lequel rapprochement la France n'a cessé de dénoncer. Ils seraient plus d'un millier d'éléments de Wagner opérant au Mali. Ces paramilitaires sont souvent accusés d'exactions sur les populations civiles.



ZOOM



I can't breathe : le prix de la pitié



Soins à domicile : Comment avoir de beaux cheveux ?



Afrique : les timbres fiscaux efficaces contre les trafics!



Catrin Finch et Seckou Keita, le merveilleux mariage de la kora mandingue et de la harpe classique



Le Maroc a-t-il une frontière terrestre avec l'Espagne ?

SUIVEZ-NOUS



34 469
Abonnés



77 195
Abonnés



LA FAIM EST EN CONSTANTE HAUSSE DEPUIS 6 ANS

QUAND LA FAIM AUGMENTE, NOURRISSONS LE MONDE DE SOLUTIONS POUR LA COMBATTRE

JE DÉCOUVRE

En ce moment Coupe du monde au Qatar Guerre en Ukraine Emmanuel Macron aux États-Unis Congrès LR Téléthon

Au Mali, la junte interdit les activités des ONG financées par la France

La France a suspendu son aide publique au développement à destination du Mali, provoquant la colère de Bamako.

Ouest-France Philippe CHAPLEAU. Publié le 22/11/2022 à 13h27

Abonnez-vous

- ÉCOUTER
- LIRE PLUS TARD
- PARTAGER
- NEWSLETTER INTERNATIONAL



Dans le camp de Faladie près de Bamako, une déplacée prépare un repas. (Photo by OUSMANE MAKAVELI / AFP) / AFP

La junte **malienn**e a annoncé lundi soir qu'elle interdisait les activités de toutes les organisations non gouvernementales financées ou soutenues par la France.



Dans son communiqué, le colonel Maïga dénonce des « **allégations fantaisistes** » et un « **subterfuge destiné à tromper et manipuler l'opinion publique nationale et internationale aux fins de déstabilisation et d'isolement du Mali** ».

« **En conséquence, le gouvernement de la transition décide d'interdire, avec effet immédiat, toutes les activités menées par les ONG opérant au Mali sur financement ou avec l'appui matériel ou technique de la France, y compris dans le domaine humanitaire** », dit-il.

Au moins 35 organisations humanitaires seraient concernées. 72 projets pourraient fermer et 3 000 employés sont menacés de perdre leurs emplois. Plus de 100 000 bénéficiaires seraient touchés.



Riposte malienn

Le Premier ministre par intérim, le colonel Abdoulaye Maïga, a justifié cette décision, dans un communiqué diffusé sur les réseaux sociaux, par l'annonce par la France qu'elle suspendait son aide publique au développement à destination du Mali.

Ministère des Affaires étrangères du Mali @MaliMaeci - Suivre

Communiqué #042 du Gouvernement de la Transition du Mali suite à l'annonce par la France de la suspension de son "aide au développement"

Le Gouvernement de la Transition a pris acte de l'annonce faite par la France le 16 novembre 2022, des mesures suivantes :
 - La suspension de son aide publique au développement à destination du Mali aux motifs fallacieux de la coopération militaire Mali-Russie et des risques de détournement de cette aide.
 - L'interdit strict aux ONG étrangères, des fonds non à disposition dans le cadre de l'action humanitaire de la France au Mali.
 - Le Gouvernement de la Transition affirme que ses allégations fantaisistes sont sans aucun fondement et considère cette annonce de la part française comme un non-développement.
 - Le Gouvernement de la Transition rappelle que cette décision n'est qu'un subterfuge destiné à tromper et manipuler l'opinion publique nationale et internationale aux fins de déstabilisation et d'isolement du Mali.
 - En effet, depuis février 2022, la France a voté par une démission de son aide au développement à destination du Mali.

9:19 PM - 21 nov. 2022 depuis Agdal, Royaume du Maroc

1,9 k Répondre Partager ce Tweet

Lire 203 réponses

Effectivement, la France a bien suspendu son aide publique au développement à destination du Mali, le 16 novembre.

« **Face à l'attitude de la junte malienn**e qui s'est alliée avec la milice Wagner, nous estimons que les conditions ne sont plus réunies pour la poursuite de nos projets d'aide publique au développement et que le risque de détournement de leur objet est trop élevé », avait **expliqué le ministère français des Affaires étrangères**.

À voir aussi :

VIDÉO. La baguette a été inscrite au patrimoine immatériel par l'Unesco



Toutefois Paris avait déclaré vouloir maintenir son « **aide humanitaire** » et quelques soutiens à « **des organisations de la société civile malienn**e ».

35 % des Maliens ont besoin d'aides

Une multitude d'ONG œuvrent au Mali dans les domaines de la santé, de l'alimentation ou de l'éducation. **Plusieurs ONG**, dont CCFD Terre-Solidaire, Handicap International, Médecins du monde et Oxfam, avaient exprimé leur inquiétude devant la suspension par la France de son aide. « **En tant que bénéficiaires d'une importante partie de ces financements, notamment depuis la suspension de l'aide bilatérale directe entre les institutions publiques françaises et malienn**e, les organisations de solidarité internationale que nous représentons sont très inquiètes des conséquences d'une telle décision pour la population, les organisations de la société civile malienne, ainsi que leur propre organisation », avaient-elles prévenu. Selon elles, 7,5 millions de Maliens ont besoin d'assistance, « **soit plus de 35 % de la population** ».



En continu

- 22/11 L'Allemagne retirera ses troupes du Mali d'ici à mai 2024
- 22/11 Au Mali, la junte interdit les activités des ONG financées par la France
- 21/11 Mali. La junte interdit les activités des ONG financées par la France
- 17/11 La France suspend son aide au développement avec le Mali, accusé d'être allié au groupe Wagner
- 17/11 Mali : un quart des Casques bleus sur le départ

Annonces Immobilières

- Vente maison 158 687 € Pouzauges Voir l'annonce
 - Vente maison 182 778 € Pouzauges Voir l'annonce
 - Vente maison 231 059 € La Chaux-le-Vicomte Voir l'annonce
- Toutes les annonces Immo

Ailleurs sur le Web

- Paris Les meubles invendus sont distribués pour presque rien
- Et si les États-Unis n'étaient pas entrés en 1941 ? Ce jeu simule une histoire alternative



JE DÉCOUVRE

JE DÉCOUVRE

JE DÉCOUVRE

JE DÉCOUVRE

JE DÉCOUVRE

JE DÉCOUVRE



JE DÉCOUVRE

JE DÉCOUVRE

JE DÉCOUVRE

JE DÉCOUVRE

JE DÉCOUVRE

JE DÉCOUVRE



La suspension d'activités d'ONG françaises au Mali inquiète

La décision risque d'avoir de graves conséquences sur la population selon des dizaines de Maliens employés dans ces ONG qui montent au créneau.



© Etat-major des armées / France

Le Mali suspend les activités d'ONG françaises sur son sol

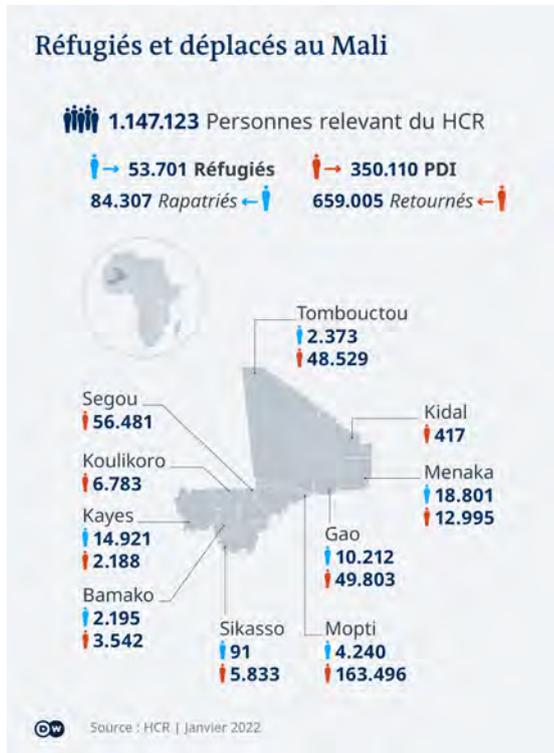
"C'est le principe de réciprocité qui s'est appliqué" selon Fousseynou Ouattara, vice-président de la Commission défense et sécurité au sein du Conseil national de la transition. Il poursuit en expliquant que cette interdiction est la conséquence de la récente décision de [la France](#) de suspendre l'aide au développement destinée au Mali.

L'inquiétude face à la réponse malienne

La suspension de [l'aide au développement](#) avait été prise suite " à l'attitude de [la junte malienne](#) , alliée aux mercenaires russes de Wagner", peut-on lire dans le communiqué du ministère français des Affaires étrangères.

La décision est donc actée mais les conséquences risquent d'être énormes, comme l'explique Yacouba Soumahoro qui travaille pour ADéKA, l'Association pour le développement et l'entraide du village de Kouniandji, une ONG humanitaire et caritative basée dans l'ouest du Mali.





Les activités d'ONG françaises suspendues dans un pays qui a encore besoin d'assistance humanitaire Celle-ci recevait de l'aide par le biais d'autres ONG directement affiliées à la France.

"Est-ce qu'ils ont mûrement réfléchi avant de prendre cette mesure ? C'est bien l'effet du populisme, de la propagande, mais à un certain niveau, il va falloir s'arrêter et faire face aux défis réels. J'ai une famille de quatre personnes et madame, sans compter les frères et soeurs qui, de temps en temps, me sollicitent pour pourvoir à leurs besoins" , s'inquiète Yacouba Soumahoro.

Celui-ci s'inquiète du sort de la population que son ONG aidait car, dit-il, *"elle risque de se retrouver exposée au manque de services de base comme c'est le cas dans plusieurs régions du Mali où l'absence de l'Etat est dramatique"* .

"Il faut accompagner la population"

Cependant, une partie de l'opinion malienne a critiqué la décision prise par la France de suspendre son aide au développement avec les conséquences directes que cela représente sur la population.

Mais si les autorités de Bamako ont appliqué le principe de réciprocité, Mahamane Mariko, un juriste malien, estime que *"les autorités maliennes doivent maintenant essayer quand-même d'accompagner financièrement, psychologiquement, techniquement ces milliers de personnes qui sont employées par ces différentes ONG"* .

Selon **Coordination Sud**, un collectif d'ONG françaises de solidarité internationale, l'arrêt de l'aide au développement française remet en cause près de 70 projets en cours ou prévus dans ce pays dans les prochaines années.

Mali : le gouvernement interdit d'activité les ONG financées par la France, en réponse au gel de l'aide française

(Agence Ecofin) - Des médias indiquaient, jeudi 17 novembre que la France envisageait de suspendre son aide au développement envers le Mali. Lundi 21 novembre, Bamako a annoncé en représailles l'interdiction des activités des ONG financées par Paris, même dans le domaine humanitaire.

Le Mali vient d'interdire « avec effet immédiat », les activités des organisations non-gouvernementales financées ou bénéficiant d'un appui technique de la France sur son territoire. L'annonce a été faite par le gouvernement dans un communiqué publié lundi 21 novembre.

Cette décision fait suite à la suspension annoncée de l'aide publique au développement (APD) de la France envers Bamako. Dans leur communiqué, les autorités expliquent avoir pris note de la décision « aux motifs fallacieux de la coopération militaire Mali-Russie et des risques de détournement de cette aide », précisant que Paris avait déjà notifié par voie diplomatique la suspension de coopération au développement avec le Mali depuis le mois de février.

« Le Gouvernement de la Transition réaffirme que ces allégations fantaisistes sont sans aucun fondement et considère cette annonce de la junte française comme un non-événement. [...] Cette décision de la France [...] ne suscite aucun regret d'autant plus qu'elle contribue à la restauration de notre dignité bafouée par une junte française spécialisée d'une part dans l'octroi d'aide déshumanisante pour notre Peuple et utilisée comme moyen de chantage des gouvernants, et d'autre part dans le soutien actif aux groupes terroristes », indique le communiqué.

Pour rappel, un article du journal *Le Monde*, paru jeudi 17 novembre indiquait que l'Elysée prévoyait de suspendre l'aide au développement envers le Mali. Bien que l'information n'ait pas encore été officiellement confirmée par le gouvernement français, le collectif **Coordination Sud**, regroupant des ONG françaises de solidarité internationale, a indiqué dans un courrier adressé à Emmanuel Macron que la suspension de l'APD allouée par Paris « entraînera l'arrêt d'activités essentielles voire vitales menées [...] au profit de populations en situation de grande pauvreté ».

Au total, près de 70 projets de développement en cours ou prévus au Mali ces prochaines années pourraient être stoppés en cas d'application de la mesure.

D'après l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Mali a reçu 121 millions \$ d'aide publique au développement de la France en 2020. Alors que plusieurs pays, tels que la Suède, le Royaume-Uni ou la Côte d'Ivoire ont entamé le retrait de leurs Forces du Mali, la suspension de l'APD de la France pourrait ouvrir un nouveau front économique dans le processus d'isolation progressive de Bamako sur la scène internationale.

Notons que, d'après l'ONU, la situation humanitaire au Mali, en proie à l'insécurité et aux chocs climatiques, est préoccupante. L'institution estime que 7,5 millions de personnes dans le pays ont besoin d'assistance humanitaire cette année, 4,8 millions sont en situation d'insécurité alimentaire alors que 1 664 écoles sont non fonctionnelles, soit 16 % des écoles du Mali.





Accueil Organisation Gouvernementales

Organisation Non Gouvernementales

Suspension de l'aide publique au développement de la France au Mali : Les élus français d'origine malienne contestent !

Par Le Sursaut - 21 Nov 2022

1 Like

Partager Facebook Twitter Pinterest Email



des Elus es-Français es- d'origine malienne, Maison des associations de Montreuil (CEFOM) CEFOM (photo facebook)



C'est le jeudi 17 novembre que la nouvelle a été diffusée par les médias proches du Quai d'Orsay. Celle relative à la suspension des aides au développement de la France en direction du Mali. Cette décision qui n'est pas encore officielle, ne fait pas l'unanimité au sein des organismes qui conduisent ces aides au Mali. C'est le cas de la Coordination des Elus-es-Français es d'origine malienne, Maison des associations de Montreuil (CEFOM) qui alerte les autorisés français de l'urgence de revenir sur cette décision injuste.

Pour la CEFOM, la suspension des financements de l'Aide publique au Développement (APD) en direction du Mali, y compris de qui transitent par des organisations humanitaires, est une décision qui scandalise à juste titre le monde associatif en France et au Mali. « Cette décision des autorisés françaises est d'autant

plus inacceptable qu'elle participe à la dégradation de la situation sur place et des relations entre nos deux pays », a soutenu la CEFOM. Pour la simple raison que cette aide, selon elle, lie de fait, les organisations concernées à la politique étrangère de la France, ce qui aura des conséquences préjudiciables pour elles, au Mali et ailleurs.

La CEFOM informe que cette suspension intervient dans un contexte dans lequel 7,5 millions de personnes au Mali ont besoin d'aide humanitaire, soit plus de 35% de la population malienne.

« Elle constituerait un nouveau couperet, après les sanctions de la CEDEAO dont les principales victimes ont été les populations », a-t-elle précisé. Pour la CEFOM, au-delà de la situation interne au Mali, l'accélération de la crise économique et énergétique mondiale et les conséquences de la guerre en Ukraine devraient au contraire leur amener à la responsabilité, au dialogue et au renforcement des coopérations vectrices de paix et de développement partagé. La CEFOM précise que depuis des années, elle ne cesse à travers des initiatives, en France et au Mali, d'interpeller sur la nécessité de prioriser le développement social et économique.

« Notre action n'a qu'une priorité : le dialogue, la culture de la paix et la prise en compte des aspirations profondes des peuples maliens et français », a indiqué cette coordination des élus français d'origine malienne. Et de demander aux autorités françaises d'emprunter cette démarche de raison plutôt que d'appliquer une « politique de coups de bâton néfaste pour tous ».

Présente aux côtés des collectivités territoriales engagées dans la coopération, de la société civile et de coordination SUD, la CEFOM dit se tenir à la disposition des autorités françaises et maliennes pour renouer à ce dialogue nécessaire, dont la première condition est le retour de l'Aide publique au Développement, mise en œuvre par les organisations de la société civile afin de respecter l'autonomie de ces dernières par rapport aux politiques étrangères de la France.

A noter que ces aides au développement permettent de financer des projets allant dans le sens du développement et aussi des actions humanitaires. A cet effet, les données de l'OCDE ont montré qu'en 2020, notre pays, le Mali a reçu 121 millions de dollars d'aide au développement de la France.

La CEFOM est donc dans son bon droit de contester cette décision de la France de Macron.

Adama Tounkara

ARCHIVES - ARTICLES PAR DATE

novembre 2022

L	M	M	J	V	S	D
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30				

« Oct

INFO EN CONTINU

Suspension de l'aide publique au développement de la France au Mali : Les élus français d'origine malienne...

Le Sursaut - 21 Nov 2022

1

Lettre ouverte au Président de la Transition

Inter-De Bamako - 21 Nov 2022

Transition malienne : Le Président Goïta seul à la barre ?

Le Sursaut - 21 Nov 2022

La restauration : Un frein à la bonne marche de la transition

Inter-De Bamako - 21 Nov 2022

Rediffusion du film « TAANE » de Alioune Ifra N'Diaye

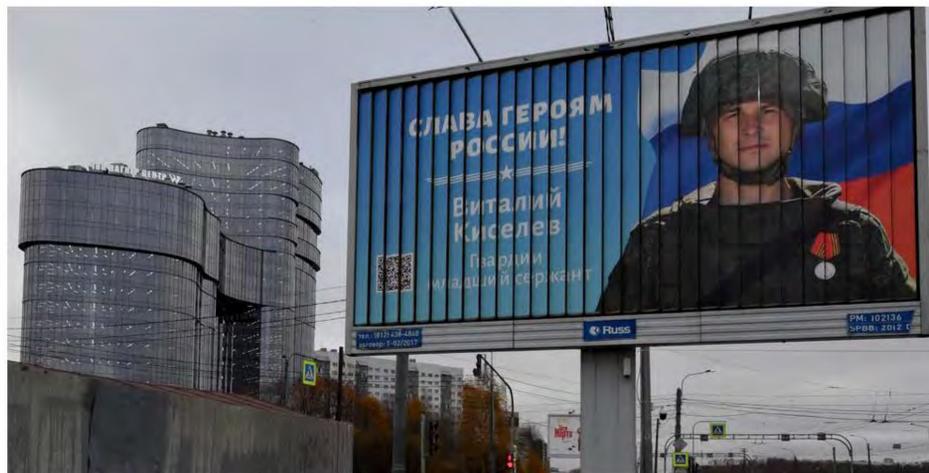
Le Républicain - 21 Nov 2022



JE FAIS UN DON DÉFISCALISÉ


Mali : la junte interdit les activités des ONG financées par la France

Lecture 2 min

[Accueil](#) • [International](#) • [Afrique](#) • Mali


Les colonels maliens se sont tournés militairement et diplomatiquement vers Moscou avec le recours au groupe paramilitaire russe Wagner sur le territoire. © Crédit photo : LGA MALTSEVA/AFP

 Par Sudouest.fr avec AFP
 Publié le 21/11/2022 à 23h02

S'ABONNER



Consulter cet article Mali : la junte interdit les activités des ONG financées par la France 00/00

Toutes les organisations non gouvernementales, même dans le domaine humanitaire, financées ou soutenues par la France sont désormais proscrites par la junte arrivée au pouvoir en août 2020

La junte malienne a annoncé lundi soir 21 novembre l'interdiction des activités de toutes les organisations non gouvernementales financées ou soutenues par la France, y compris celles opérant dans le domaine humanitaire. Cette décision est susceptible de concerner de nombreuses ONG auxquelles la France continuait à apporter son soutien en dépit de l'abrupte dégradation des relations entre les deux pays depuis plus d'un an.

 Recevez la newsletter **La Matinale**

Inscrivez-vous à la newsletter La Matinale pour ne plus manquer une seule information importante

Votre email

S'INSCRIRE

Le Premier ministre par intérim, le colonel Abouloulaye Maïga, la justifie, dans un communiqué diffusé sur les réseaux sociaux, par l'annonce récente par la France qu'elle avait suspendu son aide publique au développement à destination du Mali. Le ministre français des Affaires étrangères avait invoqué le recours au groupe paramilitaire russe Wagner des autorités maliennes.



La junte arrivée au pouvoir par la force en août 2020 a constamment nié avoir fait appel à cette société aux agissements décriés dans plusieurs pays. Elle parle d'instructeurs de l'armée russe déployés au nom d'une ancienne collaboration entre les deux pays. Le Quai d'Orsay avait précisé que la France maintenait son « aide humanitaire » et quelques soutiens à des organisations de la société civile maliennes. Le colonel Maïga énonce dans son communiqué des « allégations fantaisistes » et un « subterfuge destiné à tromper et manipuler l'opinion publique nationale et internationale aux fins de déstabilisation et d'isolement du Mali ».

Une multitude d'ONG œuvrent au Mali dans les domaines de la santé, de l'alimentation ou de l'éducation. Le pays, pauvre et enclavé, fait face depuis 2012 à la propagation djihadiste et aux violences de toutes sortes, mais aussi à une crise politique et humanitaire grave. Des centaines de milliers de personnes sont déplacées par le conflit.



Le pays tourné militairement et diplomatiquement vers Moscou

Depuis mai 2021 et un second coup d'État confortant leur emprise, les colonels se sont détournés de la France, poussée vers la sortie et dont ont le dernier soldat a quitté le pays en août après neuf ans d'engagement contre les djihadistes au côté de l'armée malienne. Les colonels se sont tournés militairement et diplomatiquement vers Moscou.

« 7,5 millions de Maliens ont besoin d'assistance, « soit plus de 35 % de la population », ont rappelé les ONG françaises présentes sur le territoire malien...

Un collectif d'ONG dont CCFD Terre-Solidaire, Handicap International, Médecins du Monde et Oxfam, avait exprimé son inquiétude devant la suspension par la France de son aide. Destinataires d'une importante partie de ces financements, ces ONG s'alarmaient dans une lettre au président Emmanuel Macron du fait que la suppression de tels financements n'entraîne « l'arrêt d'activités essentielles, voire vitales [...] au profit de populations en situation de grande fragilité ou de pauvreté ».

A LIRE AUSSI

Un trou noir déchire une étoile, un phénomène rare observé par des astronomes

Meurtre de Vanesa à Tonneins : « Les monstres, ça n'existe pas », estime l'avocat du meurtrier présumé

LES LIÉS ASSOCIÉS

[Mali](#) [Russie](#) [Home](#) [Terrorisme](#) [Afrique](#) [International](#) [Justice](#)

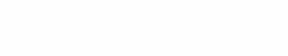
Elles rappelaient que 7,5 millions de Maliens avaient besoin d'assistance, « soit plus de 35 % de la population », et que le Mali figurait en 184e position au classement de l'indice de développement humain.

Pour découvrir plus d'articles sur le même thème, abonnez-vous dès 1€

RÉAGISSEZ À CET ARTICLE



PUBLICITÉ





Accueil > Economie > Coopération

Economie Coopération Maliens de l'étranger

Brouilles entre le Mali la France : Va-t-on vers une suspension de l'envoi des flux financiers des immigrés en France vers le Mali

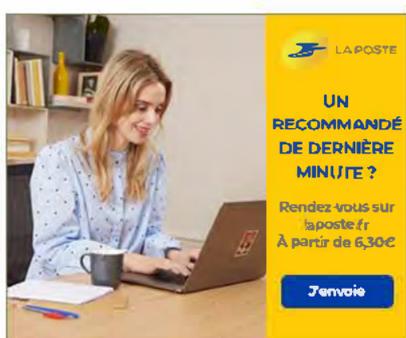
Par Inter De Bamako - 21 Nov 2022

Like 2

Partager Facebook Twitter Pinterest Email



Après l'annonce tonitruante de la fin de la force d'occupation Barkane au sahel, visiblement on comprend que les dirigeants français ont du mal à digérer l'humiliation subit au Mali. Non contentes de n'avoir plus de marge de manœuvre, les autorités françaises veulent à tout prix créer la subversion ou même une instrumentalisation au Mali.



Les tentatives de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'ethnie peulh qui se sont soldées par un échec, les autorités françaises sont en train de passer à une autre étape de leur plan machiavélique celui d'actionner l'arme économique et monétaire depuis la France comme moyen de pression contre le régime militaire du Mali. La diaspora d'origine malienne installée en France est la

première visée à travers la manne financière qu'elle envoie chaque année au Mali.

Quelles sont les motivations de cette décision ? Qu'est-ce qui se cache derrière cette décision encore une fois unilatérale. Pourquoi les autorités françaises au lieu de jouer à l'apaisement passent plutôt par les intimidations et autres menaces. L'environnement actuel n'est pas du tout favorable à de telles décisions impopulaires qui auraient plus de conséquences sur la population que sur le pouvoir en place.

Si les plus avertis, ou les fins observateurs ont compris que ce n'était plus surprenant que les autorités françaises utilisa la diaspora pour mettre la pression sur le pouvoir malien, mais c'était juste quand est-ce que la mesure allait être mise en vigueur ?

Si gouverner c'est prévoir, quelle doit être la posture des autorités de deux (02) pays en des pareilles circonstances ?

C'est du moins le constat qui ressort d'un communiqué rendu public le 18 novembre 2022 par la coordination des élus français d'origine Malienne Maison des Associations de Montreuil.

Le communiqué rendu publique à cet effet fait état de leur vive préoccupation

La suspension de l'Aide Publique au Développement de la France en direction du Mali rend urgent le dialogue afin de revenir sur une décision injuste.

La suspension des financements de l'Aide Publique au Développement (APD) en direction du Mali, y compris de ceux qui transitent par des organisations humanitaires, est une décision qui scandalise à juste titre le monde associatif en France et au Mali. Cette décision des autorités françaises est d'autant plus inacceptable qu'elle participe à la dégradation de la situation sur place et des relations entre nos deux pays. Elle lie, de fait, les organisations concernées à la politique étrangère de la France, ce qui aura des conséquences préjudiciables pour elles, au Mali et ailleurs.

Cette suspension intervient dans un contexte dans lequel 7,5 millions de personnes au Mali ont besoin d'aide humanitaire, soit plus de 35 % de la population malienne. Cela d'autant plus après 9 ans d'intervention des forces étrangères et françaises avec d'importantes pertes de vies humaines, civiles et militaires. Elle constituerait un nouveau couperet, après les sanctions de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dont les principales victimes ont été les populations.

Au-delà de la situation interne au Mali, l'accélération de la crise économique et énergétique mondiale et les conséquences de la guerre en Ukraine devraient au contraire nous amener à la responsabilité, au dialogue et au renforcement de coopérations vectrices de paix et de développement partagé.

La Coordination des élus Français d'origine malienne (CEFOM), depuis des années, ne cesse à travers des initiatives, en France et au Mali, d'interpeller sur la nécessité de prioriser le développement social et économique. Notre action n'a qu'une priorité : le dialogue, la culture de la paix et la prise en compte des aspirations profondes des peuples maliens et français.

La CEFOM demande aux autorités françaises d'emprunter cette démarche de raison plutôt que d'appliquer une politique de coups de menton néfaste pour tous.

Aux côtés des collectivités territoriales engagées dans la coopération, de la société civile et de la Coordination SUD, la coordination se tient à la disposition des autorités françaises et maliennes pour renouer à ce dialogue nécessaire, dont la première condition est le retour de l'Aide Publique au Développement, mis en œuvre par les organisations de la société civile afin de respecter l'autonomie de ces dernières par rapport aux politiques étrangères de la France.

B.S

Commentaires via Facebook :

1 commentaire

Trier par Les plus anciens

Accompagnez un enfant Parrainez avec Plan International JE PARRAINE

AFRICAN BANKER AWARDS 2019 LA BDM-SA MEILLEURE BANQUE RÉGIONALE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

CANAL+ 30 ANS LA FÊTE CONTINUE! POUR TOUT RAISONNEMENT A LA MEME FORMULE 15 JOURS OFFERTS A TOUT CANAL+

Accompagnez un enfant Parrainez avec Plan International JE PARRAINE

ARCHIVES - ARTICLES PAR DATE

Calendar for November 2022 with days of the week and dates.

< Oct

INFO EN CONTINU

- Suspension de l'aide publique au développement de la France au Mali : Les élus français d'origine malienne... 1
Lettre ouverte au Président de la Transition 0
Transition malienne : Le Président Goïta seul à la barre ? 0
La restauration : Un frein à la bonne marche de la transition 0
Rediffusion du film « TAANE » de Alioune Ifra N'Diaye 0

Accompagnez un enfant Parrainez avec Plan International

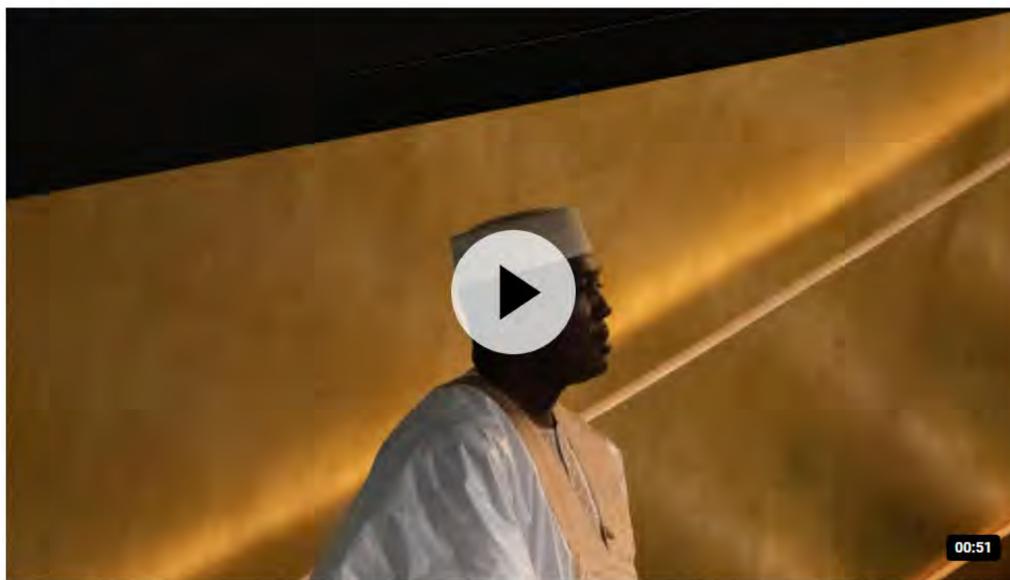
Maliens TOUT COURT Ensemble pour un Mali uni et fort!

🏠 / Afrique

Au Mali, les activités des ONG financées par la France interdites



Publié le : 21/11/2022 - 22:13 Modifié le : 21/11/2022 - 22:40



Le Premier ministre par intérim du Mali Abdoulaye Maïga, à la 77e session de l'Assemblée générale des Nations unies, au siège de l'ONU, à New York, le 24 septembre 2022. © Bryan R. Smith, AFP

Texte par : FRANCE 24 Suivre 2 mn

Les activités des ONG soutenues par la France ont été interdites par la junte malienne, lundi, en réaction à la suspension par le gouvernement français de son aide publique au développement à destination de Bamako.

Nouveau coup de semonce. La junte malienne a annoncé, lundi 21 novembre au soir, interdire les activités de toutes les organisations non-gouvernementales financées ou soutenues par la France, y compris celles opérant dans le domaine humanitaire.

Le Premier ministre par intérim, le colonel [Abdoulaye Maïga](#), justifie cette décision, dans un communiqué diffusé sur les réseaux sociaux, par l'annonce récente de la suspension par la France de son aide publique au développement à destination du [Mali](#).

Le ministère français des Affaires étrangères avait invoqué comme raison le recours au groupe paramilitaire russe Wagner de la part des autorités maliennes. La junte arrivée au pouvoir par la force en août 2020 a constamment nié avoir fait appel à cette société aux agissements décriés dans plusieurs pays et parle d'instructeurs de l'armée russe déployés au nom d'une ancienne collaboration entre les deux pays.

Le colonel Maïga dénonce dans son communiqué des "allégations fantaisistes" et un "subterfuge destiné à tromper et manipuler l'opinion publique nationale et internationale aux fins de déstabilisation et d'isolement du Mali".

"En conséquence, le gouvernement de la transition décide d'interdire, avec effet immédiat, toutes les activités menées par les ONG opérant au Mali sur financement ou avec l'appui matériel ou technique de la France, y compris dans le domaine humanitaire", dit-il.

Une multitude d'ONG œuvrent au Mali dans les domaines de la santé, de l'alimentation ou de l'éducation. Le pays, pauvre et enclavé, fait face depuis 2012 à la propagation jihadiste et aux violences de toutes sortes, mais aussi à une crise politique et humanitaire grave. Des centaines de milliers de personnes sont déplacées par le conflit.

Depuis mai 2021 et un second coup d'État confortant leur emprise, les colonels se sont détournés de la France, poussée vers la sortie et dont le dernier soldat a quitté le pays en août après neuf ans d'engagement contre les jihadistes au côté de l'armée malienne. Les colonels se sont tournés militairement et diplomatiquement vers Moscou.

Un collectif d'ONG dont CCFD Terre-Solidaire, Handicap International, Médecins du Monde et Oxfam, avait exprimé son inquiétude devant la suspension par la France de son aide.

Destinataires d'une importante partie de ces financements, ces ONG s'alarmaient dans une lettre au président Emmanuel Macron du fait que la suppression de tels financements n'entraîne "l'arrêt d'activités essentielles, voire vitales (...) au profit de populations en situation de grande fragilité ou de pauvreté".

Elles rappelaient que 7,5 millions de Maliens avaient besoin d'assistance, "soit plus de 35 % de la population", et que le Mali figurait en 184e position au classement de l'indice de développement humain.

Avec AFP

[MALI](#) [FRANCE](#) [ABDOULAYE MAÏGA](#) [HUMANITAIRE](#)

PUBLICITÉ

Le résumé de la semaine



France 24 vous propose de revenir sur les actualités qui ont marqué la semaine

[Je m'abonne](#)

CONTENUS LIÉS

[LE JOURNAL DE L'AFRIQUE](#)
[Mali : l'ONU accuse soldats et jihadistes d'exactions et massacres](#)

[La Côte d'Ivoire annonce le retrait progressif de son contingent au sein de l'ONU au Mali](#)

[L'Allemagne prête à retirer ses troupes du Mali d'ici fin 2023](#)



Lire le journal

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur. » Beaumarchais

Abonnez-vous
0,99€ le premier mois

Accueil > Actualité > Flash Actu

Mali : la junte interdit les activités des ONG financées par la France

Par Le Figaro avec AFP

Publié le 21/11/2022 à 21:58, mis à jour le 21/11/2022 à 23:25



Le Premier ministre par intérim du Mali, Abdoulaye Maïga le 8 novembre 2022. AHMAD GHARABLI / AFP

La **junte malienne** a annoncé lundi soir l'interdiction des activités de toutes les organisations non gouvernementales financées ou soutenues par la France, y compris celles opérant dans le domaine humanitaire. Cette décision est susceptible de concerner de nombreuses ONG auxquelles la France continuait à apporter son soutien en dépit de l'abrupte dégradation des relations entre les deux pays depuis plus d'un an. Le premier ministre par intérim, le colonel Abdoulaye Maïga, la justifie, dans un communiqué diffusé sur les réseaux sociaux, par l'annonce récente par la France qu'elle avait suspendu son aide publique au développement à destination du Mali.

«Subterfuge»

Le ministère français des Affaires étrangères avait invoqué le recours au groupe paramilitaire russe Wagner des autorités maliennes. La junte arrivée au pouvoir par la force en août 2020 a constamment nié avoir fait appel à cette société aux agissements décrits dans plusieurs pays. Elle parle d'instructeurs de l'armée russe déployés au nom d'une ancienne collaboration entre les deux pays. Le Quai d'Orsay avait précisé que la France maintenait son «*aide humanitaire*» et quelques soutiens à des organisations de la société civile maliennes. Le colonel Maïga dénonce dans son communiqué des «*allégations fantaisistes*» et un «*subterfuge destiné à tromper et manipuler l'opinion publique nationale et internationale aux fins de déstabilisation et d'isolement du Mali*».

«*En conséquence, le gouvernement de la transition décide d'interdire, avec effet immédiat, toutes les activités menées par les ONG opérant au Mali sur financement ou avec l'appui matériel ou technique de la France, y compris dans le domaine humanitaire*», dit-il. Une multitude d'ONG œuvrent au Mali dans les domaines de la santé, de l'alimentation ou de l'éducation. Le pays, pauvre et enclavé, fait face depuis 2012 à la propagation djihadiste et aux violences de toutes sortes, mais aussi à une crise politique et humanitaire grave. Des centaines de milliers de personnes sont déplacées par le conflit. Depuis mai 2021 et un second coup d'Etat confortant leur emprise, les colonels se sont détournés de la France, poussée vers la sortie et dont le dernier soldat a quitté le pays en août après neuf ans d'engagement contre les djihadistes au côté de l'armée malienne. Les colonels se sont tournés militairement et diplomatiquement vers Moscou.

À lire aussi : Mali: le débat relancé sur le français comme seule langue officielle
personnes sont déplacées par le conflit. Depuis mai 2021 et un second coup d'Etat confortant leur emprise, les colonels se sont détournés de la France, poussée vers la sortie et dont le dernier soldat a quitté le pays en août après neuf ans d'engagement contre les djihadistes au côté de l'armée malienne. Les colonels se sont tournés militairement et diplomatiquement vers Moscou.

À lire aussi | Mali: le débat relancé sur le français comme seule langue officielle

Un collectif d'ONG dont CCFD Terre-Solaire, Handicap International, Médecins du Monde et Oxfam, avait exprimé son inquiétude devant la suspension par la France de son aide. Destinataires d'une importante partie de ces financements, ces ONG s'alarmaient dans une lettre au président Emmanuel Macron du fait que la suppression de tels financements n'entraîne «*l'arrêt d'activités essentielles, voire vitales (...) au profit de populations en situation de grande fragilité ou de pauvreté*». Elles rappelaient que 7,5 millions de Maliens avaient besoin d'assistance, «*soit plus de 35% de la population*», et que le Mali figurait en 184^e position au classement de l'indice de développement humain.

À VOIR AUSSI - Le Mali attaque violemment la France lors du Conseil de sécurité de l'ONU



La rédaction vous conseille

- La Côte d'Ivoire retire ses troupes de la mission de l'ONU au Mali
- Au Mali, la prise d'otage de 49 militaires ivoiriens par la junte vire au casse-tête diplomatique
- Au Mali, la junte choisit la fuite en avant

Sujets

Mali France



Accueil Economie Coopération

Économie Coopération Organismes Non Gouvernementaux

Mali : Un collectif d'ONG s'inquiète de la suspension de l'aide financière de la France

Par maliweb.net - 21 Nov 2022

Like 1

Partager Facebook Twitter Pinterest Email LinkedIn



Un collectif d'organisations non gouvernementales, bénéficiaire du soutien financier du gouvernement a adressé une lettre au Président Emmanuel Macron pour exprimer leur inquiétude par rapport à la suspension de son aide financière au Mali.

Malgré la décision de la suspension de toutes les actions de l'Agence Française de Développement au Mali ne soit pas encore officialisée, elle suscite déjà des inquiétudes au sein du monde des ONG opérant au Mali. Selon un article relayé par le site de l'agence Ecofin, la suspension de cette manne financière aurait un impact négatif sur le fonctionnement de plusieurs ONG au Mali. Déjà, annonce le site, le collectif d'ONG dont CCFD Terre-Solidaire, Handicap International, Médecins du Monde et Oxfam, a écrit le 15 novembre 2022 dernier au

Président français Emmanuel Macron pour déplorer cette décision. Ces organisations précisent qu'elles sont récipiendaires d'une importante part de ces financements. « Depuis la suspension de l'aide bilatérale directe entre les institutions publiques françaises et maliennes, les organisations de solidarité internationale que nous représentons sont très inquiètes des conséquences d'une telle décision pour la population, les organisations de la société civile malienne, ainsi que leur propre organisation », indiquent les signataires de cette lettre qui précise que « 7,5 millions de Maliens ont besoin d'assistance, soit plus de 35% de la population ».

Toujours selon ce collectif d'ONG, la suppression de ces financements entraînera l'arrêt d'activités essentielles, voire vitales au profit de populations en situation de grande fragilité ou de pauvreté. Elles appellent le Président Français à revenir sur cette décision en arguant que l'aide publique au développement de la France via ces ONG devait être "garantie en dehors de tout agenda politique ou sécuritaire, et uniquement selon les besoins des populations".

La décision de la suspension de l'aide de la France a été évoquée et largement relayée par les médias la semaine dernière. Pour certains, le gouvernement Français aurait justifié comme conséquence la suspension de son soutien financier par le rapprochement entre les autorités maliennes et le Kremlin accusé de fournir des mercenaires à travers le groupe Wagner. Le gouvernement Malien a toujours démenti cette accusation en admettant la présence des instructeurs russes au Mali.

Selon le site de l'AFD, la France accompagne le Mali dans quatre domaines : infrastructures, développement humain, développement rural et secteur privé. Également, l'hexagone contribue également à améliorer la gouvernance (finances publiques et décentralisation). Cette aide financière de la France est accordée sous forme de prêts, de subvention et d'accompagnement technique.

Pendant les dix dernières années, la France a financé de nombreux projets dans le domaine de l'assainissement et de l'accès à l'eau potable. Il s'agit surtout de la réalisation d'adductions en eau potable dans 18 communes de la région de Mopti et Kayes, construction des stations d'épuration et de traitement à Kabala, en amont de Bamako, création de deux sociétés publiques de gestion de la ressource hydrique.

Selon le site de l'ambassade de France au Mali, entre janvier 2013 et septembre 2017, le montant octroyé à travers de l'Agence française de développement, s'est élevé à 310 milliards FCFA (473 millions d'euros). S'y ajoute aux 336 millions d'euros accordés au Mali entre 2019 et 2020.

Siaka DIAMOUTENE/Maliweb.net

Commentaires via Facebook :

0 commentaires

Trier par Les plus anciens

Accompagnez un enfant

Parrainez avec Plan International

JE PARRAINE

Plan International

ARCHIVES – ARTICLES PAR DATE

novembre 2022

L	M	M	J	V	S	D
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30				

« Oct

INFO EN CONTINU

Suspension de l'aide publique au développement de la France au Mali : Les élus français d'origine malienne...

Le Sursaut 21 Nov 2022

1

Lettre ouverte au Président de la Transition

InterDe Bamako 21 Nov 2022

Transition malienne : Le Président Goïta seul à la barre ?

Le Sursaut 21 Nov 2022

La restauration : Un frein à la bonne marche de la transition

InterDe Bamako 21 Nov 2022

Rediffusion du film « TAANE » de Alioune Ifra N'Diaye

Le Républicain 21 Nov 2022



Famille du média : PQN
 (Quotidiens nationaux)
 Périodicité : Quotidienne
 Audience : 2872000
 Sujet du média :
 Actualités-Infos Générales



Edition : 19 novembre 2022
 P.6
 Journalistes : MORGANE
 LE CAM
 Nombre de mots : 803

Au Mali, l'isolement du pouvoir se poursuit

La France suspend son aide au développement à Bamako, dernier épisode en date d'un retrait diplomatique et militaire progressif de ses partenaires traditionnels

A Bamako, le scénario des derniers mois – une succession de ruptures entre la junte au pouvoir et ses partenaires étrangers – se répète encore. Après avoir mis un terme, en août, à dix ans de présence militaire au Mali avec le départ du dernier soldat de l'opération antiterroriste « Barkhane », la France a cette fois décidé de suspendre son aide publique au développement (APD).

La décision, prise « il y a deux ou trois semaines », selon une source diplomatique française, n'a pas fait l'objet d'une communication officielle de la part de Paris. Mais elle est dénoncée dans une lettre envoyée à Emmanuel Macron, mardi 15 novembre, par **Coordination Sud, un collectif d'ONG** françaises de solidarité internationale. Ce courrier, signé par 35 organisations françaises actives au Mali et dont *Le Monde* a obtenu copie, réclame au président de « revoir [sa] position ».

La suspension de l'aide publique au développement allouée par Paris « entraînera l'arrêt d'activités essentielles, voire vitales, menées (...) au profit de populations en situation de grande pauvreté », est-il écrit. Actuellement, 35 % des Maliens, soit 7,5 millions de personnes, ont besoin d'assistance. Selon Coordination Sud, l'arrêt de l'APD française remet en cause près de 70 projets de développe-

ment en cours ou prévus dans le pays ces prochaines années.

En février, la France avait déjà commencé à fermer les robinets de l'aide, alors que près d'un millier de mercenaires du groupe de sécurité privé russe Wagner venaient de débarquer sur le territoire malien : 60 millions d'euros, sur les 100 millions d'APD fournis en moyenne chaque année par la France, avaient été annulés. Désormais, presque tout a été supprimé : seule l'aide purement humanitaire (environ 8 millions d'euros par an) est maintenue.

Cette suspension intervient dans un contexte d'isolement croissant du Mali, entretenu par les militaires au pouvoir : depuis leur double coup d'Etat de 2020 et 2021, ceux-ci n'ont cessé de pousser leurs alliés traditionnels vers la sortie, comme en témoignait, dès janvier 2022, l'expulsion de l'ambassadeur de France.

La suspension de l'aide française « entraînera l'arrêt d'activités vitales » pour les populations, déplore un collectif d'ONG

Début novembre, la décision de la République tchèque de fermer son ambassade à Bamako en raison de « la dégradation de la situation au Mali et de l'éloignement de ce pays de l'Europe » a semé le doute dans les chancelleries occidentales présentes dans la capitale quant à l'avenir de leur coopération avec le Mali. « On se demande de plus en plus qui sera le prochain à claquer la porte », glisse un diplomate.

Retrait britannique

Sur le plan militaire aussi, les départs s'enchaînent. Lundi, le Royaume-Uni a annoncé le retrait anticipé de ses 260 casques bleus déployés au sein de la mission des Nations unies au Mali, la Minusma, lancée en 2013 et constituée de 14 000 soldats et policiers. La veille, la Côte d'Ivoire avait elle aussi confirmé la décision prise fin octobre par son gouvernement de retirer progressivement ses 900 hommes de la mission.

« C'est une question de cohérence globale. D'autres pays importants sont en train de se retirer, il n'y a pas de raisons que nous restions », avait alors expliqué Amadou Coulibaly, le porte-parole du gouvernement, à l'AFP. Ce départ intervient sur fond de fortes tensions entre les deux pays : depuis juillet, Bamako retient en détention 46 militaires ivoiriens, qualifiés

de mercenaires, dont Abidjan affirme qu'ils étaient déployés sur le territoire malien dans le cadre de la Minusma.

Le bal des retraits onusiens s'était ouvert dès janvier, avec la Suède et son contingent de 180 casques bleus. Stockholm avait justifié sa décision par le recours de Bamako aux mercenaires de Wagner. Six mois plus tard, l'Egypte lui emboîtait le pas, invoquant les trop nombreuses attaques djihadistes subies par ses soldats, dont sept ont été tués depuis le début de l'année.

L'avenir de la Minusma est-il compromis ? Chez les diplomates européens et les analystes sécuritaires, les avis divergent. Tous scrutent en revanche la position encore indéterminée d'un contributeur de taille, l'Allemagne, qui hésite à mettre fin à l'engagement de ses 650 casques bleus depuis le retrait militaire français. Car l'opération « Barkhane », à défaut d'être venue à bout de la menace djihadiste dans le Nord, apportait aux troupes étrangères déployées dans le pays des gages de sécurité. A Berlin, une décision pourrait être prise dès la semaine prochaine, selon une source gouvernementale citée par l'AFP. ■

MORGANE LE CAM



Mali : Paris suspend son aide au développement et acte un peu plus le divorce

Après les crispations diplomatiques et la fin de la coopération militaire entre les deux pays, ce sont désormais les liens économiques qui se délitent.



Manifestation antifranaise, à Bamako, le 22 septembre 2020. © Stringer / Anadolu Agency via AFP

Un à un, tous les ponts qui relient Paris à Bamako sont coupés. En janvier 2022, déjà, [l'expulsion de l'ambassadeur français](#) au Mali avait marqué un tournant dans les relations entre les deux pays. Elle sera suivie, en février, par l'annonce du retrait des soldats de l'opération Barkhane. Viendra ensuite, au mois de mars, [le rappel de Paris de ses coopérants en fonction au sein de l'administration malienne](#).

Dernier clou dans le cercueil de la coopération économique entre les deux pays, qui semblent irréconciliables : le gouvernement français a décidé de suspendre les financements publics dédiés aux programmes de développement au Mali. La décision, actée il y a moins d'un mois, n'a pas encore été rendue publique, mais a déjà fait réagir un certain nombre d'organisations non gouvernementales.

Les ONG inquiètes

Une cinquantaine d'entre elles ont co-signé un courrier adressé à Emmanuel Macron, envoyé par Olivier Bruyeron, président de [Coordination Sud](#), qui rassemble 170 organisations, dont Oxfam, Médecins du monde ou encore Solidarités international.

Les signataires craignent qu'une telle décision ne vienne « fragiliser, voire mettre en péril la continuité d'actions de nombreuses organisations de la société civile maliennes et internationales », dont le retrait du Mali serait inévitable.



« Le risque est très grand que la confiance construite au fil des années avec les populations et les organisations maliennes soit soudainement rompue ; et il sera très difficile de reprendre des activités à moyen et long terme, quand bien même les financements seraient dégelés », alerte le collectif d'ONG.

Demandant au président français de « revoir [sa] position », le collectif d'ONG estime que l'aide publique au développement « doit absolument être déployée et garantie en dehors de tout agenda politique ou sécuritaire, et uniquement selon les besoins des populations ».

90 millions d'euros par an

Dans les faits, les projets de développement, pour l'essentiel mis en oeuvre par [l'Agence française de développement \(AFD\)](#), une institution publique, ont pour la plupart été suspendus dès février. « À l'exception de certains projets à vocation humanitaire ou de ceux quasiment terminés », précise une source au Quai d'Orsay.

Jusqu'à ce que les relations se tendent avec Paris, Bamako figurait pourtant parmi les bénéficiaires « prioritaires de l'aide française », publie l'AFD sur son site internet. Deux-cent-six millions d'euros y ont été engagés en 2019, selon l'AFD, et environ 90 millions décaissés par an ces dernières années, précise une source diplomatique. Des fonds répartis dans des projets variés, allant de l'accès à l'eau potable, aux soins ou à l'éducation, jusqu'à l'appui au secteur privé.

La suspension ne concernera pas l'aide humanitaire, évaluée à hauteur de 9 millions d'euros en 2022, « ni les bourses pour les étudiants maliens qui viennent étudier en France », précise-t-on côté français.

Mali : La France suspend son aide au développement



Le quai d'Orsay

Après avoir mis un terme, en août dernier, à dix ans de présence militaire au Mali avec le départ du dernier soldat de l'opération antiterroriste « Barkhane », la France a décidé de suspendre son aide publique au développement (APD).

Soit 130 millions d'euros par ans, destinée à ce pays, ont rapporté des médias parisiens, citant le quai d'Orsay.

« Face à l'attitude de la junte malienne, alliée aux mercenaires russes de Wagner, nous avons suspendu notre aide publique au développement avec le Mali », ont indiqué les mêmes sources.

Cette décision qui aurait été prise « il y a deux ou trois semaines » est aussi dénoncée dans une lettre envoyée à Emmanuel Macron, mardi 15 novembre, par [Coordination Sud](#), un collectif d'ONG françaises de solidarité internationale.

Ce courrier, signé par 35 organisations françaises actives au Mali et dans le monde, réclame au président de « revoir sa position ».

Selon ce collectif d'ONG, l'arrêt de l'aide publique au développement remet en cause près de 70 projets de développement en cours ou prévus dans le pays ces prochaines années. Cette suspension intervient dans un contexte d'isolement croissant du Mali.

Mardi dernier, la Côte d'Ivoire a annoncé le retrait de ses Casques bleus engagés au sein de la Mission onusienne au Mali (Minusma), pour protester contre la détention de ses soldats depuis le 10 juillet à Bamako.

Dans ce même contexte, la République tchèque a annoncé début novembre de fermer son ambassade à Bamako en raison de « la dégradation de la situation ».



Accueil > Société

Paris suspend l'aide au développement alloué à Bamako

Par Abubakr Diallo - Publié le 18 novembre 2022 à 13h07



Le Président Emmanuel Macron à l'Élysée

La France a décidé de suspendre l'aide publique au développement alloué au Mali. Décision prise par Paris en raison de la position de Bamako de plus en plus hostile vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale.

La décision prise par Paris est toutefois dénoncée par **Coordination Sud**, un collectif d'ONG françaises de solidarité internationale. Dans un courrier adressé à l'Élysée, le 15 novembre, relève *Le Monde*, le collectif interpelle le chef de l'État français sur les graves conséquences de cette mesure. Les 35 organisations françaises actives au Mali demandent à Emmanuel Macron de revenir sur sa décision.

Pour Coordination Sud, la suspension de l'aide publique au développement entraînera « l'arrêt d'activités essentielles voire vitales menées » dans ce pays d'Afrique de l'Ouest. Lesquelles activités étaient menées au profit de populations en situation de grande pauvreté, rappelle-t-elle. Une mesure qui pourrait donc avoir de lourdes conséquences sur la population malienne, interpellent les ONG.

La nouvelle posture de la France intervient dans un contexte de tension entre Paris et Bamako. Pour justifier cette mesure de suspension, le gouvernement français évoque le recours des nouvelles autorités maliennes au groupe paramilitaire russe Wagner. En effet, depuis quelque temps, la junte militaire au pouvoir au Mali a recours à ce groupe, proche du Moscou. Wagner est d'ailleurs régulièrement accusé d'exactions sur les civils.

A noter qu'il s'agit là de la première décision forte prise par les autorités françaises après la cascade d'actes hostiles posés par Bamako. En effet, non content d'avoir expulsé l'ambassadeur de la France au Mali, Bamako a remis en cause les **accords de défense** conclus avec Paris. Même la décision prise par la junte malienne au pouvoir de chasser Barkhane du pays avait été contenue par l'Élysée.

Les récentes accusations du Mali dénonçant un appui de la France aux terroristes n'ont fait qu'exacerber la situation. Suffisant pour Paris décide de couper le robinet à Bamako ?

Lire : **Bamako est formel : la France n'a plus de « base légale » pour opérer au Mali**

Newsletter **Abonnez-vous!**
AFRIK.COM

ZOOM



I can't breathe : le prix de la pitié



Soins à domicile : Comment avoir de beaux cheveux ?



Afrique : les timbres fiscaux efficaces contre les trafics!



Catrin Finch et Seckou Keita, le merveilleux mariage de la kora mandingue et de la harpe classique



Le Maroc a-t-il une frontière terrestre avec l'Espagne ?

30 ans

PALESTINE
SOUTENONS LES PLUS VULNÉRABLES !
AGISSONS

SUIVEZ-NOUS



34 469 Abonnés



77 195 Abonnés

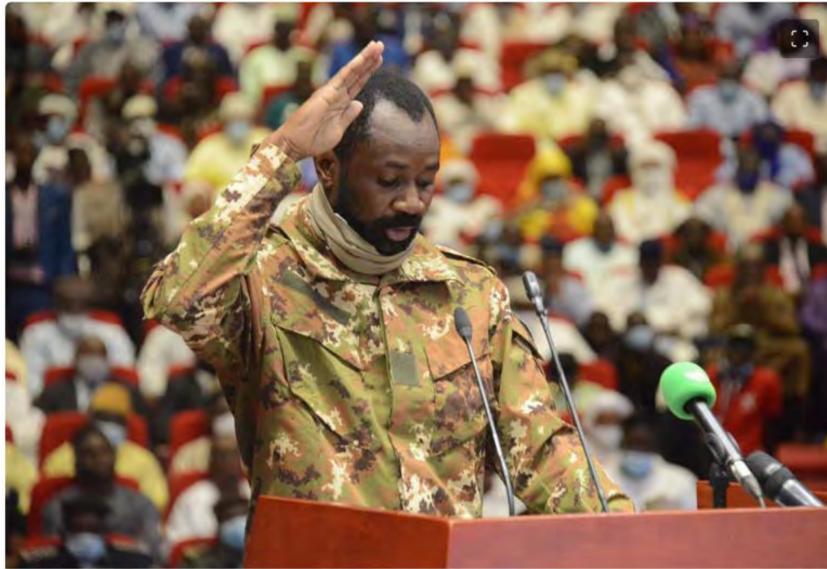


News 360 + Suivre Afficher le profil

Mali – La France suspend son aide au développement au Mali en raison des tensions avec la junte militaire de Bamako

Article de Camile Martin • vendredi Réagir 5 commentaires 42

Le gouvernement français a annoncé la suspension de son aide au développement au Mali dans un contexte de tensions avec la junte militaire qui contrôle le pays depuis le coup d'État de 2020, en partie à cause du déploiement de mercenaires du groupe Wagner, détenu par un oligarque proche du président russe Vladimir Poutine.



Archive - El coronel Assimi Goita - HABIB KOUYATE / XINHUA NEWS / CONTACTO
Fournis par News 360



"Compte tenu de l'attitude de la junte malienne, qui s'est alliée aux milices de Wagner, nous estimons que les conditions ne sont pas réunies pour poursuivre nos projets d'aide publique au développement et que le risque d'un changement de leur finalité est très élevé", a déclaré un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères.

Il a toutefois souligné que Paris "maintient l'aide d'urgence et l'action humanitaire dans le pays africain". Des sources diplomatiques françaises citées par le journal "Le Monde" ont précisé que la décision avait été prise "il y a deux ou trois semaines", une mesure qui a suscité les critiques

d'un groupe d'organisations non gouvernementales.

Coordination Sud, qui regroupe 35 ONG actives dans le pays africain, a envoyé un courriel avertissant que la mesure "entraînera l'arrêt d'activités essentielles (...) au profit de populations en situation de grande pauvreté".

Vidéo recommandée: Pascal Josèphe, vétéran de l'audiovisuel, est mort à 68 ans

Les organisations ont déclaré que la suspension de l'aide au développement par la France mettrait en péril 70 projets de développement au Mali, où 7,5 millions de personnes, soit 35 % de la population, ont besoin d'une aide humanitaire pour survivre.

Cette annonce intervient quelques jours après que le président français Emmanuel Macron a officialisé la fin de l'opération Barkhane au Sahel, dans un contexte de retrait des troupes internationales en raison des tensions avec la junte militaire qui a reporté les élections à la suite des coups d'État d'août 2020 et de mai 2021.

La junte, dirigée par Assimi Goita est confrontée à un isolement international croissant. En effet, le Royaume-Uni et la Côte d'Ivoire ont récemment annoncé le retrait de leurs troupes de la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies au Mali (MINUSMA), une décision motivée dans le cas de Yamoussoukro par l'arrestation, en juillet, de près de 50 militaires ivoiriens à l'aéroport de Bamako.

Par ailleurs, le gouvernement tchèque a confirmé qu'il fermerait son ambassade à Bamako une décision liée à la fin des activités de l'armée tchèque dans le cadre de la mission de formation de l'Union européenne (UE) dans le pays africain en raison des tensions avec la junte.

"Cette mission se termine avant la fin de l'année et les soldats se retirent du Mali en raison des turbulences politiques", a déclaré début novembre le secrétaire d'État tchèque aux affaires étrangères, Radek Rubes, déplorant que le Mali "s'éloigne totalement de l'Europe et des valeurs européennes".

CONTENU SPONSORISÉ

La France suspend son aide au développement au Mali



Mali

Après avoir mis un terme, en août dernier, à dix ans de présence militaire au Mali avec le départ du dernier soldat de l'opération antiterroriste « Barkhane », la France a décidé de suspendre son aide publique au développement (APD) destinée à ce pays, ont rapporté des médias français, citant le quai d'Orsay, jeudi.

"Face à l'attitude de la junte malienne, alliée aux mercenaires russes de Wagner, nous avons suspendu notre aide publique au développement avec le Mali", ont indiqué les mêmes sources.

Cette décision qui aurait été prise « il y a deux ou trois semaines » est aussi dénoncée dans une lettre envoyée à Emmanuel Macron, le mardi 15 novembre, par **Coordination Sud**, un collectif d'ONG françaises de solidarité internationale.

Ce courrier, signé par 35 organisations françaises actives au Mali et dans le monde réclame au président de « revoir [sa] position ».

Selon ce collectif d'ONG, l'arrêt de l'APD française remet en cause près de 70 projets de développement en cours ou prévus dans le pays ces prochaines années.

Cette suspension intervient dans un contexte d'isolement croissant du Mali.

Mardi la Côte d'Ivoire, pays voisin a annoncé le retrait de ses Casques bleus engagés au sein de la Mission onusienne au Mali (Minusma), pour protester contre la détention de ses soldats depuis le 10 juillet à Bamako.

Dans ce même contexte, la République tchèque a annoncé début novembre de fermer son ambassade à Bamako en raison de "la dégradation de la situation".



Mali : la France suspend son aide au développement



Le président français Emmanuel Macron et le président de la transition malienne, le colonel Assimi Goita @Montage IWT

Après avoir retiré ses soldats du Mali sous pression des autorités maliennes, la France a décidé de la suspension de son aide au développement, évoquant une présence du groupe paramilitaire russe Wagner, au Mali.

La France a suspendu son aide publique au développement à destination du Mali, évoquant le recours au groupe paramilitaire russe Wagner par la junte au pouvoir, a-t-on appris jeudi auprès du quai d'Orsay. « *Face à l'attitude de la junte malienne, alliée aux mercenaires russes de Wagner, nous avons suspendu notre aide publique au développement avec le Mali* », a-t-on expliqué de même source.

La diplomatie française souligne cependant que Paris maintient néanmoins son « *aide humanitaire* » et quelques soutiens à « *des organisations de la société civile maliennes* », sans citer de noms particuliers. Selon **Coordination Sud**, l'arrêt de l'APD française remet en cause près de 70 projets de développement en cours ou prévus au Mali ces prochaines années.

Rupture des contrats...

Mettant en avant un recours de Wagner par les autorités maliennes, la France a mis fin à sa présence militaire au Mali, après dix ans d'opération. Mais l'Hexagone n'est pas la seule qui use de la supposée recours à Wagner au Mali, pour rompre son contrat avec Bamako. L'Allemagne, le Royaume Uni ont d'ores et déjà décidé du retrait de leurs troupes. La Côte d'Ivoire aussi est sur la liste, bien qu'Abidjan n'a officiellement liée sa décision à une affaire de Wagner. Bamako n'a fait de commentaire pour le moment sur cette vague de retrait des troupes étrangères.



ALTITUDE 2638m

Résidence l'Alpaga

Résidence Prestige l'Orée des Pistes Odalys

Résidence Les Alpages du

Hôtel & Résidence Mont Corbier

Résidence Les Chalets des Marmottes

À partir de 439€
~~250€~~
ALTITUDE 2638m

Résidence l'Alpaga

Résidence Prestige l'Orée des Pistes Odalys

Résidence Les Alpages du Corbier

Hôtel & Résidence Mont Corbier

Résidence Les Chalets des Marmottes

À partir de 459€
~~279€~~
/personne
HÉBERGEMENT +
ALTITUDE 2638m

Résidence l'Alpaga

Résidence Prestige l'Orée des Pistes Odalys

Résidence Les Alpages du Corbier

Hôtel & Résidence Mont Corbier

Résidence Les Chalets des Marmottes

À partir de 459€
~~279€~~
/personne
HÉBERGEMENT +
ALTITUDE 2638m

Résidence l'Alpaga

Résidence Prestige l'Orée des Pistes Odalys

Résidence Les Alpages du Corbier

Hôtel & Résidence Mont Corbier

Résidence Les Chalets des Marmottes

À partir de 459€
~~279€~~
/personne
HÉBERGEMENT +
ALTITUDE 2638m

Résidence l'Alpaga

Résidence Prestige l'Orée des Pistes Odalys

Résidence Les Alpages du Corbier

Hôtel & Résidence Mont Corbier

Résidence Les Chalets des Marmottes

À partir de 459€
~~279€~~
/personne
HÉBERGEMENT +

VOTRE SÉJOUR AU SKI TOUT COMPRIS

Découvrez les Sybelles®

Découvrir les offres

Sybelles .ski



PLAISIR 100%

En ce moment

Route du Rhum

Route du Rhum 2022 : classements

Ukraine

Coupe du monde au Qatar

Cop27

Accueil > Monde > Mali

La France suspend son aide au développement avec le Mali, accusé d'être allié au groupe Wagner

La France a invoqué les relations entre la junte militaire au pouvoir et l'organisation paramilitaire russe Wagner pour suspendre son aide publique au développement. L'Hexagone a versé 473 millions d'euros au Mali entre 2013 et 2017.

Ouest-France Avec AFP

Publié le 17/11/2022 à 18h34

Abonnez-vous

ÉCOUTER

LIRE PLUS TARD

PARTAGER

NEWSLETTER INTERNATIONAL



Une manifestation pour célébrer la décision française de se retirer du Mali, le 19 février 2022 à Bamako. | FLORENT VERGNES / AFP

La France a suspendu son aide publique au développement à destination du Mali. Pour justifier cette action, le ministère des Affaires étrangères invoque le [recours au groupe paramilitaire russe Wagner](#) par la junte au pouvoir.



BLACK FRIDAY LES MEILLEURES OFFRES DU MOMENT
J'en profite

Guide gratuit
Tâchez de charger le guide dès maintenant !
Download

VIDÉO. États-Unis : Donald Trump officialise sa candidature pour la présidentielle américaine de 2024



En continu

- 17/11 La France suspend son aide au développement avec le Mali, accusé d'être allié au groupe Wagner
- 17/11 Mali : un quart des Casques bleus sur le départ
- 14/11 Mali. Le Royaume-Uni va retirer ses troupes militaires du pays plus tôt que prévu
- 09/11 Barkhane, dissuasion nucléaire... Ce qu'il faut retenir du discours d'Emmanuel Macron à Toulon
- 08/11 Barkhane. Emmanuel Macron annoncera mercredi la fin officielle de l'opération militaire au Sahel

Annonces Immobilières

- Vente appartement 138 970 € Nantes Gare Nord Voir l'annonce
- Vente maison 402 800 € Anisy Voir l'annonce
- Vente maison 395 000 € Caen Voir l'annonce

Toutes les annonces Immo

Ailleurs sur le Web



30 chiens les plus paisibles pour les personnes de plus de 50 ans



C à vous : Anne-Elisabeth Lemoine submergée par l'émotion quand son idole de...

par Taboola

« Face à l'attitude de la junte malienne, alliée aux mercenaires russes de Wagner, nous avons suspendu notre aide publique au développement avec le Mali », a expliqué une source du Quai d'Orsay à l'AFP.

L'aide humanitaire maintenue

Le Mali, qui a connu deux coups d'État en 2020 et 2021 et entretient des relations à couteaux tirés avec Paris, s'est tourné depuis un an vers la Russie. Selon les pays occidentaux, les autorités maliennes auraient recours au groupe Wagner, [accusé de servir les intérêts du régime du président russe Vladimir Poutine](#), ainsi que de prédation économique et de violations des droits humains au Mali.

Bamako dément, reconnaissant une coopération avec l'armée russe au nom d'une relation ancienne d'État à État.



Le Quai d'Orsay ajoute que Paris maintient néanmoins son « aide humanitaire » et quelques soutiens à « [des organisations de la société civile maliennes](#) », sans citer de noms particuliers.

Les ONG « très inquiètes »

Un collectif d'ONG dont CCFD Terre-Solaire, Handicap International, Médecins du Monde et Oxfam, déplorent cette décision dans une lettre datée du 15 novembre et adressée au président français Emmanuel Macron dont l'AFP a une copie.

« En tant que bénéficiaires d'une importante partie de ces financements, notamment depuis la suspension de l'aide bilatérale directe entre les institutions publiques françaises et maliennes, les organisations de solidarité internationale que nous représentons sont très inquiètes des conséquences d'une telle décision pour la population, les organisations de la société civile malienne, ainsi que leur propre organisation », écrivent-elles.



Selon elles, [7,5 millions de Maliens ont besoin d'assistance](#), « soit plus de 35 % de la population ». Le Mali est en 184e position sur l'indice de développement humain.

« La suppression de ces financements entraînera l'arrêt d'activités essentielles, voire vitales [...] au profit de populations en situation de grande fragilité ou de pauvreté », regrettent-elles.

Les organisations appellent le président à revenir sur cette décision, arguant que l'aide publique au développement de la France via ces ONG devait être « [garantie en dehors de tout agenda politique ou sécuritaire, et uniquement selon les besoins des populations](#) ».

Entre janvier 2013 et septembre 2017, le montant des octrois de la France au Mali, au travers de l'Agence française de développement, s'est élevé à 310 milliards FCFA, soit 473 millions d'euros.

17 novembre 2022
AFP

La France suspend ses aides au Mali, regrets au sein de la société civile

Partager









Print



La France a suspendu son aide publique au développement à destination du Mali, invoquant le recours au groupe paramilitaire russe Wagner adressée président français Emmanuel Macron

"La suppression de ces financements entraînera l'arrêt d'activités essentielles, voire vitales au profit de populations en situation de grande fragilité ou de pauvreté", regrette la société civile.

La France a suspendu son aide publique au développement à destination du Mali, invoquant le recours au groupe paramilitaire russe Wagner par la junte au pouvoir, a-t-on appris jeudi auprès du quai d'Orsay.

"Face à l'attitude de la junte malienne, alliée aux mercenaires russes de Wagner, nous avons suspendu notre aide publique au développement avec le Mali", a-t-on expliqué de même source.

Le Mali, qui a connu deux coups d'Etat en 2020 et 2021 et entretient des relations à couteaux tirés avec Paris, s'est tourné depuis un an vers la Russie. Selon les pays occidentaux, les autorités maliennes auraient recours au groupe Wagner, accusé de servir les intérêts du régime du président russe Vladimir Poutine, ainsi que de prédation économique et de violations des droits de l'Homme au Mali.

Bamako dément, reconnaissant une coopération avec l'armée russe au nom d'une relation ancienne d'Etat à Etat. Le Quai ajoute que Paris maintient néanmoins son "aide humanitaire" et quelques soutiens à "des organisations de la société civile maliennes", sans citer de noms particuliers.

Un collectif d'ONG dont CCFD Terre-Solidaire, Handicap International, Médecins du Monde et Oxfam, déplorent cette décision dans une lettre datée du 15 novembre et adressée au président français Emmanuel Macron dont l'AFP a eu copie.

"En tant que récipiendaires d'une importante partie de ces financements, notamment depuis la suspension de l'aide bilatérale directe entre les institutions publiques françaises et maliennes, les organisations de solidarité internationale que nous représentons sont très inquiètes des conséquences d'une telle décision pour la population, les organisations de la société civile malienne, ainsi que leur propre organisation", écrivent-elles.

Selon elles, 7,5 millions de Maliens ont besoin d'assistance, "soit plus de 35% de la population". Le Mali est en 184e position sur l'indice de développement humain, rappellent-elles.

"La suppression de ces financements entraînera l'arrêt d'activités essentielles, voire vitales au profit de populations en situation de grande fragilité ou de pauvreté", regrettent-elles.

Les organisations appellent le président à revenir sur cette décision, arguant que l'aide publique au développement de la France via ces ONG devait être "garantie en dehors de tout agenda politique ou sécuritaire, et uniquement selon les besoins des populations".

Entre janvier 2013 et septembre 2017, le montant des octrois de la France au Mali, au travers de l'Agence française de développement, s'est élevé à 310 milliards FCFA (473 millions d'euros), selon les derniers chiffres sur le site de l'ambassade de France au Mali.

A lire aussi

-  L'Allemagne veut retirer ses troupes du Mali d'ici fin 2023
-  La Côte d'Ivoire va retirer progressivement ses troupes du Mali
-  L'armée nigérienne dit avoir tué 15 jihadistes près du Mali
-  Sahel: Macron va annoncer la fin officielle de l'opération Barkhane
-  Exactions et massacres au Mali: l'ONU accuse soldats et jihadistes

Rechercher



Suivre

Suivre

J'aime 405 K



1

monnaie 1

en

monnaie 2

Convertir

PUBLIC

agence ecofin Yaoundé - Cotonou - Lomé - Dakar - Abidjan - Libreville - Genève



LEADER DE LA DISTRIBUTION
AUTOMOBILE EN AFRIQUE
www.tractafrictmc.com

Aide au développement

Mali : vers une suspension de l'aide au développement de la France ?



Date de création: 17 novembre 2022 19:49

@ EMAIL FACEBOOK LINKEDIN TWITTER

(Agence Ecofin) - D'après les chiffres de l'OCDE, le Mali a reçu 121 millions \$ d'aide publique au développement de la France en 2020. Alors que les tensions entre les deux pays restent vives, Paris réfléchit à suspendre son aide à Bamako.

La France envisage de suspendre définitivement l'aide au développement à destination du Mali. C'est ce que rapporte le quotidien français *Le Monde*, citant une source diplomatique française.

Cette décision, qui n'a cependant pas encore été officiellement annoncée par Paris, intervient dans un contexte de tensions accrues avec Bamako. Depuis le rapprochement politique entre les autorités maliennes et leur nouveau partenaire russe accusé de leur fournir des mercenaires à travers le groupe Wagner, les relations entre la France et le Mali n'ont cessé de battre de l'aile.

Pour certaines organisations de la société civile, cette nouvelle mesure qui fait suite au retrait, il y a quelques mois, des derniers soldats français de la force Barkhane, présents au Mali, pourrait avoir de lourdes conséquences sur la population malienne. Dans un courrier adressé au président français Emmanuel Macron et cité par *Le Monde*, le collectif **Coordination Sud**, regroupant des ONG françaises de solidarité internationale, indique que la suspension de l'aide publique au développement (APD) allouée par Paris « entrainera l'arrêt d'activités essentielles voire vitales menées [...] au profit de populations en situation de grande pauvreté ».

Au total, près de 70 projets de développement en cours ou prévus au Mali, ces prochaines années, pourraient être stoppés en cas d'application de la mesure.

D'après l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Mali a reçu 121 millions \$ d'aide publique au développement de la France en 2020. Alors que plusieurs pays, tels que la Suède, le Royaume-Uni ou encore la Côte d'Ivoire, ont entamé le retrait de leurs Forces du Mali, la suspension de l'APD de la France pourrait ouvrir un nouveau front économique dans le processus d'isolation progressive de Bamako sur la scène internationale.

Notons que, d'après l'ONU, la situation humanitaire au Mali, en proie à l'insécurité et aux chocs climatiques, est préoccupante. L'institution estime que 7,5 millions de personnes dans le pays ont besoin d'assistance humanitaire cette année, 4,8 millions sont en situation d'insécurité alimentaire alors que 1 664 écoles sont non fonctionnelles, soit 16% des écoles du Mali.

Moutiou Adjibi Nourou

J'aime 21

Suivre

64,5 k abonnés

Suivre

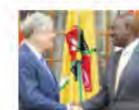


COP27 : la BAD a présenté son rapport sur les Perspectives économiques en Afrique 2022



« Pour réussir, les parties prenantes à la COP27 doivent vite s'atteler à combler les lacunes du financement climatique en Afrique - 108 milliards de... »

La Fondation Gates annonce 7 milliards \$ pour l'Afrique, l'Ouganda se bat contre Ebola : le point de santé hebdomadaire de l'Afrique



Survol de l'actualité sanitaire africaine : en Ouganda, Ebola s'étend à un nouveau district, au Kenya, la Fondation Bill & Melinda Gates promet 7 milliards \$...

Kenya : appel d'offres international de 262 millions \$ pour la construction d'une zone économique spéciale à Mombasa



Financé par un prêt de l'Agence japonaise de coopération internationale, le projet comprend notamment une zone de libre-échange, un port franc, un centre logistique...

La Cemac se penche sur l'avenir du FCFA à Libreville



Réformer le franc CFA ou s'en débarrasser ? Les propositions des experts participant au colloque de Libreville seront transmises aux chefs d'Etat de la...

La Namibie prépare le lancement d'une stratégie quinquennale de mise en œuvre de la Zlecaf



Signataire en 2018, la Namibie a ratifié l'accord de la Zlecaf en 2019, montrant ainsi sa volonté de participer à la mise en œuvre...

agence ecofin

Recevez votre lettre Ecofin personnalisée selon vos centres d'intérêt

sélectionner les jours et heures de réception de vos infolettres.

Inscription

Mali : la France suspend son aide au développement dans un contexte d'isolement croissant de Bamako

Pour ne rien manquer de l'actualité africaine, [inscrivez-vous à la newsletter](#) du « Monde Afrique » depuis ce lien. Chaque samedi à 6 heures, retrouvez une semaine d'actualité et de débats traitée par la rédaction du « Monde Afrique ».



Un portrait du président russe, Vladimir Poutine, est brandi lors d'une manifestation célébrant l'annonce du retrait militaire français, à Bamako, le 19 février 2022. FLORENT VERGNES / AFP

A Bamako, le scénario des derniers mois une succession de ruptures entre la junte au pouvoir et ses partenaires étrangers se répète encore. Après avoir mis un terme, en août, à dix ans de présence militaire au [Mali](#) avec le départ du dernier soldat de l'opération antiterroriste « Barkhane », la France a cette fois décidé de suspendre son aide publique au développement (APD).

La décision, prise « *il y a deux ou trois semaines* » selon une source diplomatique française, n'a pas fait l'objet d'une communication officielle de la part de Paris. Mais elle est dénoncée dans une lettre envoyée à Emmanuel Macron, mardi 15 novembre, par Coordination Sud, un collectif d'ONG françaises de solidarité internationale. Ce courrier, signé par 35 organisations françaises actives au Mali et dont *Le Monde* a obtenu copie, réclame au président de « *revoir [sa] position* ».

La suspension de l'aide publique au développement allouée par Paris « *entraînera l'arrêt d'activités essentielles voire vitales menées [...] au profit de populations en situation de grande pauvreté* », est-il écrit. Actuellement, 35 % des Maliens, soit 7,5 millions de personnes, ont besoin d'assistance. Selon [Coordination Sud](#), l'arrêt de l'APD française remet en cause près de 70 projets de développement en cours ou prévus dans le pays ces prochaines années.

« Qui sera le prochain à claquer la porte ? »



En février, la France avait déjà commencé à fermer les robinets de l'aide, alors que près d'un millier de mercenaires du groupe de sécurité privé russe Wagner venaient de débarquer sur le territoire malien : 60 millions d'euros, sur les 100 millions d'APD fournis en moyenne chaque année par la France, avaient été annulés. Désormais, presque tout a sauté : seule l'aide purement humanitaire (environ 8 millions d'euros par an) est maintenue.

Cette suspension intervient dans un contexte d'isolement croissant du Mali, entretenu par les militaires au pouvoir : depuis leur double coup d'Etat de 2020 et 2021, ceux-ci n'ont cessé de pousser leurs alliés traditionnels vers la sortie, comme en témoignait, dès janvier 2022, l'expulsion de l'ambassadeur de France.

Début novembre, la décision de la République tchèque de fermer son ambassade à Bamako en raison de « *la dégradation de la situation au Mali et de l'éloignement de ce pays de l'Europe* » a semé le doute dans les chancelleries occidentales présentes dans la capitale quant à l'avenir de leur coopération avec le Mali. « *On se demande de plus en plus qui sera le prochain à claquer la porte* », glisse un diplomate.

Sur le plan militaire aussi, les départs s'enchaînent. Lundi, le Royaume-Uni a annoncé le retrait anticipé de ses quelque 260 casques bleus déployés au sein de la mission des Nations unies au Mali, la Minusma, lancée en 2013 et constituée de 14 000 soldats et policiers. La veille, la [Côte d'Ivoire](#) avait elle aussi confirmé la décision prise fin octobre par son gouvernement de retirer progressivement ses 900 éléments de la mission.

Fortes tensions entre Bamako et Abidjan

« *C'est une question de cohérence globale. D'autres pays importants sont en train de se retirer, il n'y a pas de raison que nous restions* », avait alors expliqué Amadou Coulibaly, le porte-parole du gouvernement, à l'AFP. Ce départ intervient sur fond de fortes tensions entre les deux pays : depuis juillet, Bamako retient en détention 46 militaires ivoiriens, qualifiés de mercenaires, dont Abidjan affirme qu'ils étaient déployés sur le territoire malien dans le cadre de la Minusma.

Le bal des retraits onusiens s'était ouvert dès janvier avec la Suède et son contingent de 180 casques bleus. Stockholm avait justifié sa décision par le recours de Bamako aux mercenaires de Wagner. Six mois plus tard, l'[Egypte](#) lui emboîtait le pas, invoquant les trop nombreuses attaques djihadistes subies par ses soldats, dont sept ont été tués depuis le début de l'année.

L'avenir de la Minusma est-il compromis ? Chez les diplomates européens et les analystes sécuritaires, les avis divergent. Tous scrutent en revanche la position encore indéterminée d'un contributeur de taille, l'Allemagne, qui hésite à mettre fin à l'engagement de ses 650 casques bleus depuis le retrait militaire français. Car l'opération « Barkhane », à défaut d'être venue à bout de la menace djihadiste dans le nord, apportait aux troupes étrangères déployées dans le pays des gages de sécurité. A Berlin, une décision pourrait être prise dès la semaine prochaine, selon une source gouvernementale citée par l'AFP.



Rassembler et agir pour la Solidarité internationale



14, Passage Dubail 75010 Paris
Tél. : + 33 1 44 72 93 72
www.coordinationsud.org
sud@coordinationsud.org